



Secrétariat parlementaire  
Ratssekretariat

## **9<sup>e</sup> procès-verbal du Conseil de ville / 9. Stadtratsprotokoll**

**Séance du jeudi 22 août 2013 à 18 heures**

**Sitzung vom Donnerstag, 22. August 2013, 18.00 Uhr**

**Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg**

**Ort: Stadtratssaal in der Burg**

---

### **Présents / Anwesend:**

Arnold Marc, Augsburg-Brom Dana, Baltzer Niklaus, Bohnenblust Peter, Bohnenblust Simon, Bord Pascal, Bösch Andreas, Cadetg Leonhard, Chevallier Barbara, Dillier Adrian, Donzé Pablo, Dunning Samantha, Esseiva Monique, Frank Lena, Freuler Fritz, Grupp Christoph, Güdel Martin, Gugger Reto, Güntensperger Nathan, Gurtner Roland, Habegger Hans Peter, Habegger Markus, Hadorn Werner, Hamdaoui Mohamed, Haueter Joël, Hügli Daniel, Jean-Quartier Caroline, Kaufmann Stefan, Löffel Christian, Magnin Claire, Molina Franziska, Moser Peter, Nicati Alain, Ogi Pierre, Paronitti Maurice, Pauli Mélanie, Pichard Alain, Pittet Natasha, Rindlisbacher Hugo, Rüfenacht Daphné, Rüfenacht Martin, Scherrer Martin, Schneider Sandra, Schor Alfred, Sermet-Nicolet Béatrice, Steinmann Alfred, Stöckli Schwarzen Heidi, Strobel Salome, Suter Daniel, Sutter Andreas, Sylejmani Ali, Tanner Anna, Thomke Friedrich, Vuille André, Wiederkehr Martin, Wiher Max

### **Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:**

Brassel Urs, Fischer Pascal, Gurtner-Oesch Sandra, Howald Katharina

### **Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:**

Erich Fehr, maire de Bienne

Conseillères municipales / Conseillers municipaux: Feurer Beat, Némitz Cédric, Schwickert Barbara, Steidle Silvia

### **Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:**

-

### **Présidence / Vorsitz:**

Ogi Pierre, Président du Conseil de ville

### **Secrétariat / Sekretariat:**

Klemmer Regula, Secrétaire parlementaire

<b>Affaires traitées / Behandelte Geschäfte</b>	<b>Page / Seite</b>
118. Approbation de l'ordre du jour .....	407
119. Communications du Bureau du Conseil de ville .....	407
• Décompte de la compétence de la CDG .....	407
120. Approbations des procès-verbaux (17 janvier et 21 février 2013 / n <sup>os</sup> 1 et 2) .....	407
121. 201300013 Élection de remplacement à la Commission d'école de langue allemande .....	408
122. 20130214 Prolongation des contrats de prestations avec deux institutions culturelles biennoises pour deux ans / crédits d'engagement .....	408
123. Motivation de l'urgence de la motion 20130299, Caroline Jean-Quartier, Groupe socialiste, «La ville de Bienne doit sauver son seul gymnase bilingue» .....	431
124. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20130301, Martin Rüfenacht, Groupe FDP/PRR/PEV/UDF, "Quel est le montant des amendes d'ordre réellement généré par la Ville de Bienne?" .....	431
125. Motivation de l'urgence de la motion 20130300, Peter Bohnenblust, Groupe FDP/PRR/PEV/UDF, "Pause de réflexion pour l'Esplanade - alternatives?" .....	431
126. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20130298, Martin Wiederkehr, Groupe socialiste, "Menace de sous-alimentation de la population dans le domaine de Spitex" .....	432
127. 20130015 Motions et postulats adoptés - Délai de 2 ans / Demandes visant à radier du rôle ou à prolonger le délai de réalisation au sens des art. 42 et 43 du Règlement du Conseil de ville:.....	432
• Mairie.....	432
• Direction des finances .....	437
• Direction de l'action sociale et de la sécurité .....	438
• Direction de la formation, de la culture et du sport .....	438
• Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement .....	438
128. Rapport d'activités 2012 de la Commission de gestion .....	440
129. Rapport d'activités 2012 de la Commission PPP .....	441
130. 20130174 Contrôle des prestations 2012 de la société CTS S.A. ....	442
131. 20130194 Transports publics biennois (TPB) / Rapport de gestion et compte annuel 2012 .....	444
132. 20130141 Contrôle des prestations 2012 de la société Parking Bienne S.A. ....	448
133. 20130172 Rapport d'activités 2012 Energie Service Biel/Bienne .....	449
134. Interpellation urgente 20130079, Peter Bohnenblust, FDP, "Mauvaises priorités ou manque d'échange d'informations?" .....	450
135. Postulat urgent 20130116, Roland Gurtner, Passerelle, "Réalisation d'une centrale de mobilité" .....	450
136. Interpellation 20130039, Christoph Grupp, Les Verts, "Projet manqué de pont pour le Nouveau Musée Bienne" .....	450
137. Postulat urgent 20130117, Daniel Suter, PRR, "Votation du 24 novembre 2013; point de vue de la Ville de Bienne" .....	451

138. Motion urgente interpartis 20130160, Adrian Dillier, UDC, Andreas Sutter, PPB, Roland Gurtner, Passerelle, "Pour le maintien du Jura bernois dans le canton de Berne" .....	455
139. Nouvelles interventions .....	465

**Ogi Pierre, président du Conseil de ville:** Je vous salue cordialement pour cette 9<sup>ème</sup> séance de l'année et je déclare la séance ouverte.

#### **118. Approbation de l'ordre du jour**

**Ogi Pierre, président du Conseil de ville:** J'ai reçu une demande de modification de l'ordre du jour. Étant donné que le postulat urgent 20130117 "Votation du 24 novembre 2013; point de vue de la Ville de Bienne" et la motion urgente 20130160 "Pour le maintien du Jura bernois dans le canton de Berne" traitent du même sujet, je propose de traiter le postulat urgent 20130117 après l'interpellation 20130039 "Projet manqué de pont pour le Nouveau Musée Bienne".

**L'ordre du jour est approuvé tacitement avec les présentes modifications.**

#### **119. Communications du Bureau du Conseil de ville**

##### **Décompte de la compétence de la CDG**

**Klemmer Regula, Ratssekretärin:** Die GPK hat anlässlich ihrer Sitzung vom 15. August 2013 die Abrechnung des Verpflichtungskredites 20080179 «Stadtbibliothek / Erneuerung und Verbesserung» der Direktion Bildung, Kultur und Sport in eigener Kompetenz und einstimmig **genehmigt**.

#### **120. Approbations des procès-verbaux (17 janvier et 21 février 2013 / n<sup>os</sup> 1 et 2)**

**Klemmer Regula, Ratssekretärin:** Les corrections suivantes sont à apporter au PV n<sup>o</sup> 1 du jeudi 17 janvier 2013. En page 13, au point 7 "Élection de la Commission d'école de langue française", Monsieur Francesco Parrino, PSR n'est pas nouveau alors que Madame Mélanie Pauli, PRR l'est.

Im Weiteren ist auf Seite 15 die Wahl der "Mitglieder Kommission A5" wie folgt zu berichtigen: Peter Bohnenblust, FDP, ist neues Mitglied und nicht Niklaus Balzer, SP. Ich entschuldige mich für diese Fehler.

**Les procès-verbaux n<sup>os</sup> 1 et 2 sont approuvés tacitement avec les présentes modifications.**

**121. 201300013 Élection de remplacement à la Commission d'école de langue allemande**

**Ogi Pierre, président du Conseil de ville:** Nous devons remplacer Monsieur Alain Zahler. Le Groupe socialiste propose Madame Teresa Matteo. Avez-vous d'autres propositions? Ce n'est pas le cas.

**Vote**

Est élue à la Commission d'école de langue allemande, en remplacement du membre démissionnaire Monsieur Alain Zahler, sur proposition du Groupe socialiste:

**Madame Teresa Matteo.**

**122. 20130214 Prolongation des contrats de prestations avec deux institutions culturelles biennoises pour deux ans / crédits d'engagement**

**Bord Pascal, Groupe UDC/Les Confédérés:** J'ai beaucoup d'estime pour les institutions culturelles, qui se sont très fortement développées ces derniers temps. Celles-ci constituent une richesse pour la Ville de Bienne. Néanmoins, avec la situation financière actuelle, il faudra faire des économies. Si j'ai seulement 10 fr. dans mon portemonnaie, je n'irai pas forcément manger dans un restaurant gastronomique! Le Conseil municipal propose au Conseil de ville un programme digne du temps des vaches grasses, sans aucune réduction de ce budget. Alors si nous entrons en matière, nous n'aurons plus que le choix d'accepter la proposition se trouvant au-dessus de nos moyens ou de "tuer" ces institutions. Je n'aimerais pas passer pour un bourreau de la culture, mais j'aimerais bien, par contre, qu'une analyse globale de ce que la Ville peut se permettre se fasse, dans le cadre du budget et que le Conseil de ville puisse faire ce choix à ce moment-là. En parlant et en décidant maintenant, le Conseil de ville n'aura plus la possibilité de changer lors du traitement du budget, ce qui ne me paraît pas responsable. J'aimerais alors en appeler à votre sens des responsabilités financières. Vous avez vu les chiffres, que Madame Steidle a présentés hier. La situation dans laquelle la Ville se trouve ne permet pas de dépenser comme par le passé. **Je demande l'ajournement de cette affaire pour la séance du mois d'octobre, lors du traitement du budget 2014.**

**Ogi Pierre, président du Conseil de ville:** Nous allons procéder de la manière suivante: la Commission de gestion, les groupes, les orateurs individuels et le Conseil municipal prendront la parole, ensuite on votera la demande d'ajournement.

**Rüfenacht Martin, GPK:** Mir bereitet der Sitzungsverlauf gerade etwas Mühe... Die GPK diskutierte ebenfalls über eine mögliche Verschiebung des Geschäfts. Sie hat sich aber mit einer knappen Mehrheit dafür ausgesprochen, das Geschäft nicht in den Oktober zu verschieben, sondern es heute Abend zu behandeln. Ich hoffe, dass ich später noch mehr dazu sagen kann.

**Donzé Pablo, Groupe les Verts:** Les partis de droite vivent depuis le début de la législature dans la bulle du budget. Une obsession. On pourrait penser qu'ils n'ont plus d'autre sensibilité politique, que celle de retourner chaque centime. Les gros poissons ont mangé, on ferme les robinets. Ce n'est pas une vision favorable à la culture. La culture de notre Ville vit du rayonnement, du foisonnement des grandes, moyennes et petites institutions culturelles. Dans cet équilibre fragile, les réductions à la va-vite sont à éviter. Il faut établir une réelle politique de la culture pour Bienne et ne pas couper dans le lard, juste pour réduire les dépenses. Une discussion de fond doit être menée ici, relative à la culture. Cette discussion devra avoir lieu en lien avec l'entrée en vigueur de la Loi sur l'encouragement des activités culturelles (LEAC, RSB 423.11) et surtout en lien avec les contrats de prestations pour les grandes institutions culturelles. Laisser tomber les petites et moyennes institutions, aujourd'hui, sans vision, ce serait mauvais pour la Ville, pour sa qualité de vie et cela n'apporterait pas d'améliorations structurelles au budget. Si une vision des arguments culturels était proposée, le Conseil de ville pourrait en débattre, mais apparemment il s'agit uniquement de réduire les coûts, ce qui n'est pas acceptable, en sachant que cela mettrait en difficulté plusieurs de ces moyennes et petites institutions. Une fois encore, une réduction des coûts est proposée, sans réfléchir aux conséquences ou alors, l'attractivité de la Ville n'intéresse pas. Un renvoi ou une éventuelle réduction des subventions aurait des conséquences directes sur l'activité culturelle: une richesse reconnue de notre Ville. Le Groupe des Verts refuse, à l'unanimité, le renvoi du rapport à la séance du budget.

**Ogi Pierre, président du Conseil de ville:** Monsieur Donzé, il ne s'agit pas d'un renvoi, mais d'un ajournement. Il y a une différence!

**Baltzer Niklaus, Fraktion SP:** Auf den ersten Blick tönt der Antrag der Fraktion SVP/Die Eidgenossen relativ gut, denn er will die Finanzdiskussion auf Budgetebene führen. Auf den ersten Blick macht das auch Sinn. Auf den zweiten Blick weniger. Nach der Budgetdebatte im Oktober ist das Budget noch nicht verabschiedet, da ja noch die Volksabstimmung abgewartet werden muss. Das Budget 2014 wird sehr umstritten sein und vielleicht vom Volk sogar abgelehnt werden. Für die kulturellen Institutionen würde dies nicht nur Unsicherheit für einen Monat bedeuten, sondern unter Umständen Unsicherheit für eine sehr lange Zeit. Unter diesem Aspekt findet die Fraktion SP eine Verschiebung unhaltbar und sie hält dafür, dass diese Diskussion heute geführt wird.

**Nicati Alain, au nom du Groupe FDP/PRR/EVP/EDU:** Je prends la parole au nom du Groupe FDP/PRR/EVP/EDU concernant l'ajournement. Je ne parlerai pas longtemps étant donné que ce n'est pas nécessaire. Lors de notre discussion, nous avons estimé, qu'il était bien plus intéressant de discuter tous les objets du budget en une fois. Au vu de ce qui précède, **le Groupe FDP/PRR/EVP/EDU propose l'ajournement à la séance du mois d'octobre de l'affaire 20130214 "Prolongation des contrats de prestations avec deux institutions culturelles biennoises pour deux ans / crédits d'engagement".**

**Wiher Max, Fraktion GLP:** Die Fraktion GLP lehnt eine Verschiebung des Geschäfts auf Oktober aus folgenden Gründen ab:

1. Überstürzte Schnellentscheide bringen in der heutigen Situation nichts. Der Stadtrat darf seinen Ruf als verlässlicher Partner nicht leichtfertig aufs Spiel

setzen. Alle Kulturinstitutionen brauchen im Fall einer Kürzung oder gar Streichung ihrer Leistungsverträge eine angemessene Übergangszeit, wie das auch in der Privatwirtschaft üblich ist. Was sonst passieren kann, wurde bei den unüberlegten Kürzungen der Schullagerbeiträge erst kürzlich ersichtlich.

2. Alle Fraktionen betonten im Stadtrat immer wieder, dass die kleinen, mittleren und grossen Kulturinstitutionen gleich behandelt werden sollen. Eine Verschiebung würde diesem Ansinnen widersprechen.
3. Wegen der Auflösung der Organisation Kulturtäter fallen gegenüber dem Budget 2013 bei den kleinen und mittleren Kulturinstitutionen 10% der Subventionen weg. Das ist ein namhafter Beitrag an ein ausgeglichenes Budget.
4. Eine Verschiebung dieses Geschäfts wäre ein schlechtes Signal an alle kleinen und mittleren Kulturinstitutionen. Gerade sie, die sehr viele Eigenleistungen und Gratisstunden in ein vielfältiges Bieler Kulturleben investieren, würden dadurch brüskiert, demotiviert und gar in ihrer Planung behindert.

Aus all diesen Gründen wird die Fraktion GLP diese Verschiebung ablehnen. Sie stellt sich hinter das vielfältige Bieler Kulturleben, zu dem gerade die kleinen und mittleren Kulturinstitutionen einen wichtigen Beitrag leisten.

Den Bürgerlichen, die diesen Antrag gestellt haben, möchte ich noch folgende Fragen stellen:

1. Sind sie sich der Tragweite und Signalwirkung ihres Antrags eigentlich bewusst?
2. Rechtfertigt ein Sparpotenzial von einigen CHF 10'000.- einen Scherbenhaufen in der Bieler Kulturszene?
3. Wie können die Bürgerlichen den Bruch bei der Gleichbehandlung rechtfertigen?

Damit die Fraktion GLP nun nicht falsch verstanden wird, möchte ich präzisieren, dass sie sich auch in diesem Herbst erneut für ein ausgeglichenes Budget einsetzen wird. Das darf aber nicht einseitig auf dem Buckel der kleinen und mittleren Kulturinstitutionen erfolgen. Für die Fraktion GLP gilt die Abmachung, was die Gleichbehandlung anbelangt, nach wie vor. Ab dem 1. Januar 2016 tritt bekanntlich die neue Subventionsregelung zwischen Kanton und Stadt in Kraft. Deshalb wird es spätestens 2015 zu einer Flurbereinigung kommen. Der Stadtrat wird dann über alle Kulturinstitutionen gleichzeitig und tabulos diskutieren und entsprechende Prioritäten setzen müssen. In diesem Zusammenhang verlangt die Fraktion GLP vom Gemeinderat entsprechende Signale.

**Chevallier Barbara, PSR:** Je crois que le Parti socialiste a également longuement débattu de la question de l'ajournement de cette affaire au moment du traitement du budget. 2014. La réponse unanime a été négative et j'aimerais ajouter aux arguments apportés par Monsieur Wiher, des précisions, qui me semblent très importantes. J'aimerais souligner les risques qu'encourent certaines des institutions culturelles, si le débat est repoussé en octobre, à savoir éventuellement jusqu'à la fin de l'année, puisqu'il faut attendre l'acceptation du budget par le peuple. Donc, pour le Théâtre en particulier, la saison débute en automne et s'étend jusqu'en été. La programmation est déjà faite, les réservations sont prises et les acteurs et autres professionnels du Théâtre sont engagés. Les tournées sont organisées. Il en va de même pour la planification du Photoforum et de beaucoup des 23 institutions culturelles, qui sont actuellement concernées. Refuser de donner des garanties financières à ces institutions, au mois d'août, revient à les plonger dans l'insécurité, à savoir mettre directement en péril certains projets déjà programmés. Le manque de liquidités va

influencer directement la préparation de spectacles, de répétitions et va diminuer la possibilité de faire de la publicité. Pour le Théâtre de la Grenouille, par exemple, il va menacer directement des projets de petite ou moyenne envergure, avec telle ou telle école ou avec telle institution. Il me semble, que l'incertitude va également peser très lourd sur la programmation de la prochaine saison 2015. Celle-ci va bloquer les négociations, qui sont actuellement en cours, pour les différents contrats. Donc, refuser de prendre une décision, ce soir, implique de courir le risque de voir, sur une base tout à fait arbitraire, l'une ou l'autre institution disparaître. Un certain nombre de personnes, qui animent la vie culturelle, risque de se retrouver sans travail et sans salaire. C'est pourquoi, je milite ce soir, en faveur d'une prise de décision.

**Gurtner Roland, Passerelle:** Je rejoins tout à fait ce que Madame Chevallier vient de relater. J'avais prévu de dire environ les mêmes choses et je ne les répéterai donc pas. Ce que j'aimerais, par contre, c'est souligner ici ce que l'on entend par contrat de prestations. Un contrat de prestations n'indique pas uniquement une subvention, mais représente bien plus qu'un mandat octroyé par la Ville. Il s'agit de prestations, que les institutions en question sont tenues de fournir. Donc, ce n'est pas en une soirée, que le Conseil de ville pourra décider de les modifier. Cela doit être fait dans le cadre d'une réflexion à long terme, une réflexion globale concernant l'ensemble de l'offre culturelle biennoise. Du fait que l'année passée, les deux contrats en question ont été signés pour une seule année, il me semble tout à fait normal, ce soir, de les prolonger sans faire d'histoire. Une institution ne peut, en effet, vivre avec un contrat de prestations sur une année, car comme cela a été souligné, elle doit pouvoir planifier ses activités. Donc, ce soir, il s'agit tout simplement de corriger cette erreur et de prolonger lesdits contrats de deux années supplémentaires. Je suis donc contre l'ajournement de l'objet.

**Löffel Christian, EVP:** Ich möchte zu zwei Aussagen Stellung nehmen: Herr Wiher sagte, der Stadtrat könne in zwei Jahren tabulos diskutieren. Ich möchte dann sehen, wer bereit sein wird, tabulos zu diskutieren - diese Frage kann aber noch verschoben werden... Herr Baltzer erwähnte die Volksabstimmung zum Budget. Egal, ob nun heute oder erst in zwei Monaten über das vorliegende Geschäft diskutiert wird, die betreffenden Zahlen sind im Budget enthalten. Sollte das Budget abgelehnt werden, was niemand hofft, besteht das Problem weiterhin. Dieses Argument zieht überhaupt nicht, es hat keinerlei Einfluss. Über das Budget muss abgestimmt werden. Die Idee ist diejenige, dass in zwei Monaten wenigstens annähernd tabulos über ein Gesamtbudget diskutiert werden kann. Dieser Antrag auf Verschiebung ist insofern kein Schnellschuss, Herr Wiher, sondern durchaus reflektiert. Heute wissen wohl alle, dass die ganz dunklen Wolken am Bieler Finanzhimmel angekommen sind. Seit mehr als einem Jahrzehnt wurden sie immer wieder vorausgesagt, nun sind sie tatsächlich eingetroffen. Jetzt muss wirklich diskutiert werden, am Besten bereits heute und nicht erst in zwei Jahren, wenn die Stadt kein Eigenkapital mehr hat!

**Gugger Reto, Fraktion BVP/CVP/BDP:** Die Fraktion BVP/CVP/BDP spricht sich für eine Verschiebung aus. Die diesbezügliche Diskussionen sollten erst geführt werden, wenn das Budget bekannt ist und darüber debattiert werden kann. Jetzt einen Beschluss zu fällen, macht wenig Sinn. Wie sagt doch das schöne Sprichwort: Das Bärenfell soll nicht verteilt werden, bevor der Bär erlegt ist...



**Grupp Christoph, Grüne:** Ich möchte keine grosse Debatte über die Bedeutung der kleinen Kulturinstitutionen in Biel lancieren. Offenbar muss ich mit Blick auf die rechte Ratshälfte aber trotzdem nochmals an Einiges erinnern, was mit der Kultur zusammenhängt: Erstens kommt jeder Franken, der in einer Stadt in die Kultur investiert wird, drei- bis fünffach zurück. Es gibt genügend Studien, die das belegen. Nachdem die Leistungsverträge für die grossen Kulturinstitutionen verabschiedet und sogar bereits rechtskräftig sind, ist es deshalb mehr als gerechtfertigt, dass die Leistungsverträge nun auch für die kleinen Kulturinstitutionen unterzeichnet werden. Bei der Diskussion um die grossen Kulturinstitutionen versprach das Parlament, es werde nicht auf dem Buckel der Kleinen gespart. Dieses Versprechen sollte eingehalten werden. Wenn von Versprechen die Rede ist: Die Wahlen sind noch nicht lange vorbei. Bei der GLP war das Versprechen, für die kleinen Kulturinstitutionen einzustehen, Teil des Wahlprogramms. Dass Herr Wiher heute sagt, die Fraktion GLP stehe immer noch dafür ein und die Stadt müsse eine verlässliche Partnerin sein, finde ich super und wichtig. Danke! Auf der Homepage der FDP lese ich: *"Pflegen wir unsere kulturellen Institutionen und die entsprechenden Infrastrukturen."* Auch das ist ein abgegebenes Versprechen. Sicher ist es kein Verbrechen, wenn es nun nicht eingelöst wird. Ich lasse aber alle selber beurteilen, wie es so kurz nach den Wahlen und im ersten Legislaturjahr ankommt, wenn Wahlversprechen schon wieder gebrochen werden. Von dem her appelliere ich dringend an den Stadtrat, der Verschiebung des Geschäfts nicht zuzustimmen, so dass die Subventionen für die kleinen und mittleren Kulturinstitutionen in Biel heute gesprochen werden können.

**Freuler Fritz, Grüne:** Ich finde, es gibt ein Missverständnis seitens der Antragstellenden: "Verschiebung" tönt nach administrativem Entscheid und auf den ersten Blick scheint es vernünftig, die Leistungsverträge zusammen mit dem Budget zu beraten. Dabei wird aber ausser Acht gelassen, dass es um Leistungsverträge geht. Das scheint mir wichtig. Mit dem damals neuen New Public Management wurden vor ungefähr 15 Jahren Leistungsverträge eingeführt und über gewisse Zeiträume abgeschlossen, um nicht mehr von Jahr zu Jahr Beiträge sprechen zu müssen. 2002 wurde in Biel meines Wissens der erste Leistungsvertrag abgeschlossen. Das ist eine zentrale Entwicklung der letzten Jahre. Was beinhalten Leistungsverträge? Darin wird geregelt, dass die öffentliche Hand für eine Leistung zahlt, die sie nicht selber erbringt. Es geht um Verträge zwischen zwei Parteien auf gleicher Augenhöhe. Soll eine Verschiebung der heute anstehenden Diskussion nun einfach mit finanziellen und administrativen Argumenten begründet werden, widerspricht dies dem Grundsatz von Treu und Glauben. Im Stadtrat sitzen mehrere Mitglieder, die privat ebenfalls Betriebe führen. Wissen sie als Unternehmer Ende Oktober nicht, welche Ressourcen Ihnen im nächsten Jahr zur Verfügung stehen, können sie nicht gut geschäften. Das gilt auch für alle Institutionen. Beide heute betroffenen Kulturinstitutionen erfüllen Leistungsverträge. Sollen nun die Beiträge im Kulturbereich gekürzt oder die Verträge gekündigt werden, muss das heute gesagt werden. Diesfalls müssten die vertraglichen Fristen eingehalten werden. Nur so sind die Finanzen planbar. Das von den Bürgerlichen beantragte Vorgehen finde ich auch aus rein finanzieller Sicht nicht verantwortbar. Jetzt, im August, sagen die Bürgerlichen, die städtischen Finanzen seien problematisch. Das weiss der Stadtrat ja mindestens seit der Finanzkrise! Es könnte gesagt werden, der Stadtrat habe in den letzten Jahren seine Aufgabe nicht gemacht. Solche Fehler können nun sicher nicht einfach auf dem Buckel einiger Vereine ausgetragen werden!

**Wiher Max, GLP:** Ich möchte noch kurz zum Votum von Herrn Löffel Stellung nehmen, denn er hat mich persönlich angesprochen. Dass dunkle Wolken über der Stadt schweben, ist nicht erst seit gestern so. Das war schon klar, als der Stadtrat die langfristigen Leistungsverträge mit den grossen Kulturinstitutionen beschloss. Damals war von rechter Seite kein einziges Votum zu den dunklen Wolken zu vernehmen! Vielmehr wurde von Gleichbehandlung der grossen und kleinen Kulturinstitutionen gesprochen. Für die Fraktion GLP war dieses Agreement auch mit ein Grund, die Leistungsverträge für die grossen Kulturinstitutionen zu unterstützen. Die Haltung unserer Fraktion war aber bereits damals differenziert. Nun, wo es um die kleinen Kulturinstitutionen geht, will die Hälfte des Rats nichts mehr von diesem Agreement wissen. Das erstaunt mich und verletzt in meinen Augen den Grundsatz von Treu und Glauben.

**Baltzer Niklaus, SP:** Herr Löffel bemerkte, schlussendlich gelte sowieso der Budgetbeschluss und es komme somit auf das Gleiche heraus, ob die Leistungsverträge heute oder erst im Oktober behandelt würden. Die entscheidende Frage ist, welchen Unterschied der Zeitpunkt macht, an welchem über die Leistungsverträge befunden wird. Dazu hätte ich gerne noch eine Antwort des Gemeinderats. Ich würde den Unterschied wie folgt interpretieren: Heisst der Stadtrat heute die Leistungsverträge gut, können die Kulturinstitutionen ab sofort versuchen, ihre Aufträge zu erfüllen und zum Beispiel Material bestellen. Wird die Debatte verschoben, könnten die Kulturinstitutionen zwar noch die Löhne bezahlen (diese sind garantiert), dürften aber keine Neuanschaffungen mehr tätigen und könnten somit einen Teil ihres Auftrages nicht mehr erfüllen. Ich glaube, das ist der Unterschied, sollte das Geschäft in den Oktober verschoben werden. Ich fände dieses Vorgehen eine leichte Zumutung. Ich weiss, dass auch die kleinen Kulturinstitutionen sparen müssen. Vielleicht könnte der Stadtrat nur einen Betrag sprechen, der beispielsweise bis Mitte 2014 reicht. Ich bin der Meinung, dass die Kulturinstitutionen mindestens bis zu diesem Zeitpunkt eine gewisse Planungssicherheit haben sollten. Ich möchte aber noch die Meinung des Gemeinderats zum rechtlichen Hintergrund erfahren.

**Kaufmann Stefan, FDP:** Mir ist nicht bewusst, dass irgendjemand gesagt hat, die Antragstellenden wollten sparen. Sie beantragen lediglich, die Leistungsverträge zusammen mit dem Budget zu beurteilen. Wer in diesem Saal kennt das Budget 2014 schon? Wohl niemand! Es war in einer ersten Lesung im Gemeinderat und geht nun in eine zweite. Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU vermutet, dass das Budget nicht so gut ausfällt. Sie möchte daher abwarten, was der Gemeinderat mit seiner zweiten und eventuell dritten Lesung unternimmt. Von einer Beitragskürzung hat jedoch noch niemand gesprochen. Soll ich die Verantwortung für das Budget wahrnehmen, möchte ich gerne wissen, wie die Rechnung aussieht. Es muss klar sein, wer wieviel erhält. Sollte der Stadtrat bereits heute die vorliegenden Leistungsverträge genehmigen, wäre es für mich bitter, in der Budgetdebatte auf dem Buckel des Personals oder anderer Institutionen sparen zu müssen, falls sich die heute gesprochenen Beiträge für die Stadt als nicht verkräftbar erweisen würden. Deshalb finde ich es sinnvoll, die Leistungsverträge erst in einem Gesamtbudgetrahmen zu beurteilen.

**Sylejmani Ali, PSR:** Si je comprends bien, ajournement signifie reporter à un autre jour. Des années durant, j'ai vécu dans la culture. J'ai essayé de créer, de chercher

des idées, de transformer ces idées en oeuvres, jusqu'au jour où j'ai arrêté. Je ne pouvais pas vivre dans l'incertitude. Je ne pouvais pas vivre le fait d'avoir des idées, des projets mis sur papier et d'attendre. Je dis cela, car même si vous aviez évidemment déjà pris une décision avant de venir ici, il faut penser aux nombreuses personnes, qui créent et qui mettent cette liberté au service de la population, même en temps de crise, telle que nous la vivons aujourd'hui. En entendant la discussion, on se croirait au Parlement grec, où l'État est en faillite et l'Europe qui fait pression. Je vous donne un exemple: en pleine crise, la Suède a décidé, il y a trois ou quatre ans, d'investir presque 50% de plus au bénéfice de la culture. La même chose pour l'Allemagne. Plusieurs états européens font cela, car ils savent que cette liberté, que s'adossent les artistes et que ce courant qu'ils amènent, permettent de surmonter les difficultés économiques. Je répète, une fois de plus, avoir vécu ce genre d'incertitude et un jour j'ai tout arrêté. Je ne pouvais plus vivre ainsi. Quand il s'agit de sauver les banques, l'État intervient. Les parlementaires ne posent pas beaucoup de questions, mais pour la culture, ils et elles sont impitoyables. Ce soir, avec cet ajournement le Conseil de ville est en train d'ajourner une incertitude totale chez des centaines de personnes, qui doivent, au-delà de chercher des idées, à rendre encore plus heureux la population de notre Ville et doivent, de plus, réfléchir à la façon de joindre les deux bouts.

**Pichard Alain, GLP:** Die Ratslinke muss nun aufpassen, dass das Thema nicht zerredet wird. Fallen noch weitere solche Voten, könnte selbst die Fraktion GLP ihre Meinung noch ändern. Es ist doch völlig normal, dass in einer derart angespannten Lage auch über die Finanzierung gesprochen wird. Das Geld gehört ja nicht Ihnen, Herr Sylejmani. Erstens existieren die finanziellen Mittel real gar nicht und zweitens werden sie von irgendwo her genommen, nämlich beispielsweise von den Skilagern, vom Sachaufwand oder von Sanierungen. Deshalb ist es legitim, über die Finanzierung von Leistungsverträgen nachzudenken. Die Kunstszene muss Acht geben, dass ihr Kulturanspruch nicht zu einem Unterstützungsanspruch wird. Meistens bin ich mit meinem Fraktionspräsidenten ja einig, aber es gibt ein Argument, das mich auf die Palme bringt: Im Bereich Schule wird gesagt, die Musik solle gefördert, damit die Kinder in Mathematik besser werden. Beginnt die Stadt nun aber, die Kultur zu fördern, um Restaurants zu füllen, wird es für mich Zeit, auszuwandern. Ich bin absolut dafür, den Verschiebungsantrag abzulehnen und den Leistungsverträgen zuzustimmen, da der Stadtrat in zwei Jahren ohnehin eine vertiefte Debatte über sämtliche Leistungsverträge führen müssen. Ich mache aber aus meinem Herzen keine Mördergrube, ich bin für eine Umverteilung der Mittel. Ich stehe zur Alternativkultur. Ich weiss, dass 80% der Bieler Bevölkerung die Darbietungen der grossen Kulturinstitutionen nie besuchen. Die Alternativkultur hingegen gibt Biel ein Gesicht, deshalb will ich sie unterstützen. Darüber kann aber nur im Rahmen eines Gesamtkonzepts diskutiert werden. Die Stadt hat den grossen Kulturinstitutionen die heute vorliegenden Leistungsverträge zugesichert, was dem Stadtrat zwei Jahre Zeit gibt. Diese zwei Jahre machen den Braten aber nicht fetter. Sollen diese Leistungsverträge in zwei Jahren wirklich fundiert diskutiert werden (möglicherweise hat Herr Némitz ja Geistesblitze), dann müssen sie neu definiert und dann beurteilt werden. Deshalb bitte ich den Stadtrat, nun heute nicht im Kleinen Schnellschüsse zu machen. Für mich kommt dieser Verschiebungsantrag einem Schnellschuss gleich. Den vorliegenden Leistungsverträgen sollte heute aber zugestimmt werden, denn sie werden nur für die nächsten zwei Jahre Gültigkeit haben. Die kleinen Kulturinstitutionen wissen, dass die erwähnte, vertiefte Debatte

ansteht. Aber nicht nur sie wissen davon, sondern auch die fünf grossen Kulturinstitutionen. Ich garantiere Ihnen, dass die Fraktion GLP die Debatte dannzumal tabulos führen wird.

**Sermet-Nicolet Béatrice, PSR:** Monsieur Kaufmann, vous avez entièrement raison. Ce n'est pas d'économie que l'on parle, mais d'ajournement. Et c'est pour cela qu'il faut réfléchir et ne pas, comme vient de le dire Monsieur Pichard, procéder à la hâte pour ne pas avoir, plus tard, la possibilité de tenir le grand débat, qui nous permettra de définir un concept culturel afin de mener à bien les projets en cours dans cette Ville. J'aimerais rappeler, Monsieur Pichard l'a également fait, le cas de figure des camps de ski. Si le Conseil de Ville ajourne maintenant cette discussion et que les contrats de prestations ne sont pas honorés, cela serait traître vis-à-vis de celles-ci. En effet, ces institutions ne pouvaient pas se passer de mettre au point le programme pour 2014/2015. Les petites institutions sont, en grande partie, supportées par des bénévoles. Si celles-ci devaient être mises en péril, en raison du fait qu'elles ne peuvent attendre le mois de décembre, ce seront des bénévoles, qui se retrouveront pris au piège des responsabilités. Et il y en a beaucoup parmi nous! Peuvent-ils assumer un cas de figure semblable à celui que nous avons vécu pour les camps de ski, l'année passée? Non. C'est la Ville de Bienne, qui devra venir au secours des institutions, qui ont déjà dû signer des contrats pour les années à venir, au cas où, nous nous trouverions dans une situation difficile.

Vous disiez, Monsieur Kaufmann, avec raison: *"On ne veut pas faire d'économies"*. Peut-être que, forts d'une vue d'ensemble, dans le cadre du débat du budget 2014, le Conseil de ville pourra sereinement discuter de ces contrats de prestations. Mais alors, si le Conseil de ville ne veut pas faire d'économies, s'il n'est pas question d'économies, pour quelle raison, alors, ne pas honorer quelque chose, qui a déjà été décidé, il y a une année? De plus, aucune dépense supplémentaire n'est effectuée, mais je tiens à le souligner, une économie de 10% dans le domaine en question est réalisée. Il ne s'agit pas de dépenses venant s'ajouter, mais au contraire, il y a une diminution des dépenses et dans ce sens-là, le Conseil de ville va dans la direction, qu'il s'est donné. Je comprends tout à fait les soucis de toutes les personnes qui se trouvent dans cette salle. Travaillons avec une responsabilité à moyen terme, avec une plus grande efficacité!

**Hamdaoui Mohamed, PSR:** J'ai le sentiment qu'il y a deux motifs à cet ajournement: un avoué et un autre caché. Certains membres du Conseil de ville veulent un ajournement de l'affaire, parce qu'ils n'ont tout simplement pas le courage de leurs responsabilités. Ils estiment et cela est une position tout à fait légitime, même si cela n'est pas la mienne, qu'à Bienne il y a trop de dépenses dans le domaine de la culture. Alors, ces personnes doivent le dire et refuser l'ajournement. Les personnes, qui proposent l'ajournement, ne considèrent pas forcément que la Ville dépense trop dans ce domaine, mais partent d'un bon sentiment, en pensant qu'aujourd'hui, il y a un risque d'échec. Soyez pourtant un tout petit peu raisonnables! Pour des institutions culturelles, qui ont déjà élaboré leurs programmes, il n'est pas possible de tout ajourner à la séance du mois d'octobre. D'ailleurs, il n'est pas certain, que le peuple acceptera ensuite le budget. Si celui-ci est refusé, il faudra repartir du point de départ, afin de présenter un nouveau budget au printemps prochain. Moi qui suis Président d'une toute petite association culturelle, pas directement concernée, je me rends compte à quel point l'incertitude règne. J'aimerais donc, aujourd'hui, capter un

signal clair, qui consiste à dire: "Oui, le Conseil de ville veut continuer d'apporter un soutien financier digne de ce nom aux institutions culturelles" ou alors "Non, cette époque-là est désormais révolue et il faudra trouver d'autres moyens". Je me permets encore juste d'ajouter, qu'on a le sentiment, en entendant ce débat, qu'il y en a qui estiment que le monde de la culture ne veut pas économiser. Mais, chers et chères collègues, le monde de la culture ne cesse d'économiser depuis passablement d'années déjà. Il arrive un moment donné où il est vraiment nécessaire de recevoir un signal clair, un message clair. Aujourd'hui, nous avons la possibilité faire cela en permettant la prolongation de ces contrats de prestations et en disant aux autres institutions: "Ecoutez, la situation actuelle est satisfaisante, même si dans les années à venir, il faudra se serrer la ceinture".

**Suter Daniel, PRR:** Nous sommes définitivement arrivés à un moment difficile, que nous avons, il est vrai, vu venir depuis quelques années déjà. Encore en 2011, le Conseil de ville prenait sciemment et explicitement des décisions contre une stratégie financière proclamée en 2010, qui prévoyait une dégradation spectaculaire des finances communales, dans le courant des années, telle que nous sommes effectivement en train de la passer. En entendant les intervenant(e)s, on pourrait croire, que le Conseil de ville accepte ce qui est proposé ce soir et la Ville va à l'encontre d'un désastre culturel. Il s'agit d'un moyen de bonne guerre servant à mettre la pression, mais c'est aussi finalement une question de crédibilité. Les contrats de prestations ne sont pas mis en cause. La Ville de Bienne est tributaire, tant de la vie culturelle qui est la sienne, que de toutes les personnes y contribuant, d'une manière ou d'une autre. Le moment est venu pour les remercier de leur engagement. Il est pourtant vrai, que ces institutions se sont habituées, au fil des années, à obtenir toujours plus de prestations. Cela commence avec une petite entreprise, qui s'installe et prend de l'ampleur. C'est ainsi que cela se passe et c'est aussi bien comme cela. Mais c'est vrai, que la gravité de la situation devant laquelle nous nous trouvons était prévisible depuis 2009. Si le Conseil de ville vise une égalité de traitement, le seul moyen, c'est de reporter les débats sur la prolongation des contrats de prestations avec les institutions proposées ce soir dans le cadre du budget. En effet, le souci principal du Conseil de ville sera de présenter au peuple bernois un budget qui tient la route et qui soit acceptable, y compris avec les institutions présentées ce soir. À partir de là, nous aurons aussi atteint l'égalité de traitement et la pérennité de la vie culturelle en Ville de Bienne. Je vous remercie de votre compréhension et de votre attention

**Némitz Cédric, directeur de la formation, de la culture et du sport:** Comme votre débat vient de le démontrer, il y a deux gros soucis. Le premier est, évidemment, le souci de la situation financière de la Ville. Le déficit, déjà annoncé et prévisible, promet un débat budgétaire douloureux. Le second souci est celui du respect des besoins spécifiques des partenaires avec lesquels la Ville s'est engagée. Les besoins spécifiques de ces partenaires doivent effectivement être aussi respectés, mais le fait que l'agenda du monde de la culture ne coïncide pas avec celui de l'agenda budgétaire crée problème.

Le domaine scolaire rencontre la même difficulté. L'année passée, une procédure budgétaire a été décidée. La décision d'écourter le budget des activités extrascolaires a occasionné, qu'en janvier-février, au moment où les camps de ski devaient avoir lieu, qu'il n'y avait pas d'argent permettant de les organiser. La proposition, que le

Conseil municipal vous soumet ce soir, est une tentative de respect des deux soucis: celui des besoins spécifiques des nombreuses institutions culturelles avec leurs bénévoles, avec les personnes qui s'y engagent, avec leur motivation, comme cela a déjà été rappelé. Je ne reviendrai donc pas là-dessus. En même temps, le Conseil municipal s'est soucié de donner un signal d'économie. Ce soir, ce n'est pas un budget identique au budget de l'année passée qui vous est proposé, mais un budget écourté, à cause ou grâce à la disparition des Kulturtäter (à vous de choisir). De ce fait, le monde de la culture (des petites et moyennes institutions culturelles) est d'ores et déjà pénalisé. C'est un élément dont il faut tenir compte! Pour ce qui est de l'ajournement, il faut se poser la question suivante: Quels bénéfices en tirerions-nous si la question venait à être traitée dans le cadre du budget?

Alors, comment faire des économies de manière responsable, dirais-je? Là aussi, le Conseil municipal vous propose de dire, que dans le domaine de la culture, il faut agir avec prudence et surtout, en faisant preuve d'équité entre les grandes, les moyennes et les petites institutions. Aujourd'hui, il faut pouvoir confirmer ces contrats de prestations, pour qu'en 2015, lorsque toutes les institutions arriveront à échéance de leurs contrats de prestations, le Conseil de ville puisse rediscuter l'ensemble du programme culturel de la Ville. Je suis d'accord et le Conseil municipal également, de faire cette démarche, sans tabous. Si le Conseil de ville accepte d'entrer en matière ce soir, nous avons deux ans pour pouvoir placer des priorités, faire des choix et au vu de la situation financière, qui l'exigera peut-être, aussi de renoncer à certains projets. Donc, une fois de plus, je conclus en soulignant, que la proposition en question est responsable, tant du point de vue culturel que, il ne faut pas l'oublier, du point de vue financier. Voilà donc pourquoi, le Conseil municipal vous demande de prendre une décision ce soir.

**Ogi Pierre, président du Conseil de ville:** Nous allons voter la proposition d'ajournement de cette affaire pour les séances du mois d'octobre, lors du traitement du budget 2014.

## **Vote**

**La proposition est refusée.**

**Ogi Pierre, président du Conseil de ville:** Donc, nous allons traiter l'affaire immédiatement.

**Rüfenacht Martin, GPK:** Der vorliegende Bericht stellt ein gewichtiges und hochemotionales Geschäft zur Diskussion. Grundsätzlich geht es darum, für den Verein Photoforum einen Verpflichtungskredit über insgesamt CHF 373'000.- und für den Verein Théâtre de la Grenouille einen über CHF 331'600.- zu genehmigen. Falls der Stadtrat heute dem Gemeinderat nicht folgen sollte, hält der Gemeinderat fest, dass die auf Seite 2 des Berichts erwähnten übrigen Institutionen im Sinne der Gleichberechtigung und Transparenz ebenfalls neu beurteilt werden müssten. Die Gesamtsumme der Leistungsverträge in der Kompetenz des Gemeinderats beträgt immerhin CHF 1'059'100.-, wovon bereits der Beitrag für die Kulturtäter abgezogen ist. Der GPK ist es wichtig, auf die kulturelle Vielfalt der Stadt aufmerksam zu machen, denn sie hat in Biel eine lange Tradition. Viele dieser Vereine und Institutionen haben sich zusammengeschlossen und kämpfen ums Überleben. Ohne

Subventionen gäbe es den einen oder anderen Verein gar nicht, wie mir dies auch telefonisch bestätigt wurde. In einem Expertenbericht wurde diese Vielfalt auch bereits als Nachteil dargestellt. Ich stütze mich dabei auf die dazu verfasste Studie Brodbeck, aus welcher hervorgeht, dass sich die Stadt für Subventionen auf Kerninstitutionen mit nationaler Ausstrahlung konzentrieren sollte statt viele kleine Vereine mit vielen geringen Subventionen zu unterstützen. Die GPK findet, gerade das Bunte und Vielfältige ist eine Stärke Biels. Meist übt man sein Hobby in einem kleinen Verein aus, macht vielleicht Musik oder etwas anderes. Solche Hobbies beeinflussen unter anderem die schulische Laufbahn und Berufswahl. Letztendlich kann man sich aber auch das Hobby zum Beruf machen. Solche Farbtupfer sind für die Stadt Biel wichtig und sind eine Stärke. Die GPK fragt sich aber, ob sich die Stadt diese Vielfältigkeit noch leisten kann und wieviel sie kosten darf. Dieser Aspekt steht heute Abend aber nicht zur Diskussion. Heute Abend geht es um die Gleichbehandlung gegenüber den anderen Institutionen, aber auch gegenüber anderen Bereichen wie der Schule, dem Sport, der Jugend, dem Bau oder was auch immer. Die verschiedenen Meinungen innerhalb der GPK waren sehr schwer unter einen Hut zu bringen. Mit einer knappen Mehrheit wird die GPK den Verschiebungsantrag letztlich nicht unterstützen. Einer der vielen Gründe dafür ist, dass die Vereine eine gewisse Planungssicherheit brauchen. Die Stadt muss eine verlässliche Partnerin sein. Vieles, was heute bereits gesagt wurde, wurde genau so auch schon in der GPK diskutiert. Was die Gleichbehandlung anbelangt, muss ich noch anfügen, dass schon bei den grossen Kulturinstitutionen nicht gespart wurde. Die GPK stellt sich aber dennoch die Frage, ob es eine städtische Aufgabe sein soll, Vereine am Leben zu erhalten, die ohne städtische Unterstützung aufgelöst werden müssten. Auch zu dieser Thematik hat die GPK offen diskutiert. Einige der Mitglieder war klar der Meinung, dass dies keine städtische Aufgabe ist, dass Vereine betreffend Effizienz und Wirksamkeit hinterfragt werden müssen. Eine Leistungsvereinbarung ist ein solches Mittel, sicher gibt es noch weitere. Die GPK will, dass es den Institutionen gut geht, insbesondere dem Photoforum und dem Théâtre de la Grenouille. Insofern ist es wichtig, dass die finanziellen Leistungen der Stadt an diese Institutionen gewährleistet sind. Der GPK ist aber auch bewusst, dass die Stadtfinanzen momentan desolat aussehen, wie heute auch im Bieler Tagblatt erwähnt. In wenigen Monaten soll der Stadtrat über das Personalreglement diskutieren können. Anlässlich dieser Debatte möchte ich erleben, dass tabulos diskutiert werden kann, etwas, das beim vorliegenden Geschäft wieder verdrängt wurde... Die GPK hat auch über die Variante diskutiert, Leistungsvereinbarungen nur für ein Jahr abzuschliessen. Könnte nicht schneller geprüft und gehandelt werden? Dagegen sprach aber, dass die Leistungsverträge dann nicht mehr in die Kompetenz des Stadtrates fallen. Deshalb wurde auch dieser Antrag - wenn auch nur ganz knapp - abgelehnt. Trotz der äusserst angespannten Situation in der Stadtkasse folgt die GPK daher mit einer knappen Mehrheit dem Antrag des Gemeinderats.

**Chevallier Barbara, Groupe socialiste:** Lors de la séance du Groupe socialiste lundi soir, nous avons évidemment longuement discuté le sujet. Un grand nombre d'aspects ont été évoqués: les prestations des institutions, la nouvelle Loi sur l'encouragement des activités culturelles (entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013, mais ne sera appliquée qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016), le bien-fondé de lier le destin des 23 petites institutions à celui des grandes, la pression financière actuelle, le besoin de faire le choix de s'appuyer sur une stratégie culturelle globale, la légitimité de traiter les affaires des institutions culturelles avant le budget et surtout, de fixer leur sort

avant celui de nombreuses institutions sportives ou sociales ainsi que les risques encourus par ces décisions.

J'aimerais tout de même revenir sur un point, qui me semble essentiel: la qualité des institutions dont nous parlons ce soir. Le Photoforum Pasquart et le Théâtre de la Grenouille constituent deux institutions culturelles très importantes de la Ville de Bienne. Ayant acquis une renommée aussi bien régionale que nationale, le Photoforum Pasquart attire un public de connaisseurs venant de toute la Suisse visiter l'une ou l'autre des cinq expositions annuelles. J'ai envie de dire, que même les genevois savent que Bienne existe, grâce au Photoforum. Étant genevoise, je suis bien placée pour le savoir. J'ai d'ailleurs des connaissances, qui viennent me voir à l'occasion des expositions photos. La promotion de la création photographique est au centre de son activité, tout en s'investissant également dans le travail pédagogique et l'approche de la photographie. Récemment, la distinction "Swiss Exhibition Award" lui a été décernée pour l'exposition Nils Nova. Pour ce qui est du Théâtre de la Grenouille, tous ceux qui ont eu l'occasion d'y voir une pièce de théâtre (je pense en particulier à "The eye of the Storm") savent et connaissent la créativité, le dynamisme et la force du discours, que cette institution est capable de mettre en scène pour notre jeune public. Cette institution ne touche pas uniquement les enfants et les adolescents, mais aussi les adultes et les aîné(e)s. Moyennant son langage bilingue, respectivement plurilingue, le Théâtre de la Grenouille s'adresse aux romand(e)s, aux alémaniques ainsi qu'à toutes les autres communautés linguistiques, que notre Ville accueille. De par sa collaboration avec les écoles et grâce à une politique de prix très abordable, il donne aussi accès à l'expérience théâtrale à toutes les catégories de la population. C'est une institution unique en son genre, bilingue ou plutôt plurilingue, créative et engagée. J'aimerais pouvoir ajouter, qu'il s'agit d'une institution courageuse, à l'image de Bienne. Pour le Groupe socialiste, le futur de ces institutions doit être assuré, car elles participent activement à l'attractivité de la Ville de Bienne. Financièrement, elles remplissent largement les conditions fixées dans les contrats de prestations. Elles figurent également dans les propositions des institutions d'importance régionale, qui doivent être financées de manière beaucoup plus substantielle par le Canton, dès 2016. La prolongation des contrats de prestations doit donc permettre au Photoforum Pasquart et au Théâtre de la Grenouille d'assurer la transition jusqu'au début 2016. Elle doit leur permettre de programmer leur saison et d'avoir la garantie d'honorer les engagements qu'elles prendront et ont déjà pris pour la saison actuelle. De plus, si ces institutions veulent atteindre un niveau d'importance régionale, le fait de leur couper maintenant les moyens de développer leur créativité diminuera leurs chances d'acquérir une importance au niveau régional d'ici à 2016. Le maintien des subventions, que ces institutions reçoivent actuellement, est donc très important. Je crois, que la richesse et l'attractivité de l'offre culturelle à Bienne repose sur ce paysage culturel aux multiples facettes.

Le financement de l'une ou l'autre grande institution ne doit en aucun cas mettre en danger l'existence des plus petits partenaires, lesquels s'adressent à un public différencié et parfois plus ciblé. Le théâtre ou la photo ne doivent pas éclipser la musique, le cinéma, les arts visuels ou la littérature. Je crois, que Bienne a la chance d'avoir à disposition une scène culturelle variée, faisant la renommée de la Ville, à l'image de sa population. Elle doit donc chercher des moyens lui permettant de continuer le financement de cette offre. Selon notre groupe, la décision de lier le destin des petites institutions à celui des plus grandes fait donc sens et nous sommes



conscients, qu'en approuvant ces crédits, nous approuvons aussi ou débloquons les crédits pour les petites institutions. Ce n'est donc pas le moment de remettre, ici, l'ensemble du paquet de ces institutions culturelles en question.

Je n'aimerais pas répéter les nombreux arguments déjà cités, mais je vous rappelle, que la culture est au centre de la société. Je pense que la culture nous permet d'exprimer notre nature, nos émotions, d'être créatifs, de réfléchir et de développer un sens critique par rapport à notre société. Donc, pour moi, la culture est au centre de notre société aujourd'hui et permet d'ouvrir des portes vers l'autre, en particulier en Ville de Bienne par le plurilinguisme et il est plus important, de soutenir les petites, de même que les grandes institutions culturelles, jusqu'en 2015, au moment où le Conseil de ville aura la possibilité de rediscuter de toutes les institutions, y compris les cinq plus grandes institutions de la Ville de Bienne. Il faudra, à ce moment, mettre au point une stratégie bien définie. Je fais confiance au Conseil municipal pour nous en proposer une.

**Nicati Alain, au nom du Groupe FDP/PRR/EVP/EDU:** S'il y a avait un parti de moins ou un de plus dans notre groupe, cela ne changerait pas grand chose. J'ai, heureusement, toujours été un fervent partisan du Théâtre de la Grenouille et du Photoforum Pasquart. En d'autres mots, cela n'est pas très difficile, du fond de mes convictions, de vous dire: S'il faut traiter ce dossier aujourd'hui, alors faisons-le! Oui, il faut soutenir le Photoforum Pasquart et le Théâtre de la Grenouille, car il s'agit d'institutions semi-professionnelles, qui font du très bon travail. Il faut avoir le courage de le dire. Je profite de l'occasion pour préciser, que le Groupe FDP/PRR/EVP/EDU est content d'assurer son soutien à ces institutions. Pour le reste, nous aurons l'occasion d'y revenir en détail en octobre. Lors des années précédentes, j'ai eu l'occasion d'être très proche de l'une ou l'autre de ces institutions et je peux affirmer, qu'il est juste de les soutenir et de suivre l'idée du Conseil municipal.

**Wiher Max, Fraktion GLP:** Ich glaube, Herr Nicati hat etwas nicht ganz richtig verstanden. Darauf möchte ich aber nicht weiter eingehen. Die Fraktion GLP dankt dem Gemeinderat für seinen ausführlichen Bericht. Die meisten Gründe, welche die Fraktion GLP zur Annahme dieses Geschäfts bewegen, habe ich bereits bei der Diskussion zum Verschiebungsantrag erwähnt. Ein zusätzlicher Grund ist der folgende: Falls der Stadtrat dieses Geschäft ablehnt, werden alle 25 mittleren und kleinen Kulturinstitutionen neu überprüft, was für alle eine grosse Unsicherheit bedeuten würde. Das hätte gravierend negative Auswirkungen auf das vielfältige Bieler Kulturleben. Gerade dieses dient aber auch als gutes Argument für das Stadtmarketing, denn es leistet einen wichtigen Beitrag, um gute Steuerzahlende nach Biel zu locken. Das kann der Stadt - gerade in schwierigen Zeiten - positive Impulse verleihen. Darüber sind sich die Fraktionen aber uneins... Die Fraktion GLP will sich an die getroffenen Abmachungen halten, welche die Gleichbehandlung der Kulturinstitutionen zum Ziel hatten. Das ist nichts Neues. Schon als die Leistungsverträge mit den grossen Kulturinstitutionen verlängert wurden, ging es der Stadt finanziell schlecht. Ginge es den Bürgerlichen tatsächlich ums Sparen, hätten sie bereits damals intervenieren müssen, zumal es damals um wesentlich höhere Subventionen ging. Wie bereits erwähnt, wird sich die Fraktion GLP - obwohl sie dem heutigen Geschäft zustimmt - auch im kommenden Herbst wieder für ein ausgeglichenes Budget einsetzen.

**Donzé Pablo, Groupe les Verts:** Le Groupe des Verts aimerait lui aussi souligner l'importance de la culture pour notre Ville, au même titre que le sport ou la dynamique urbaine, étant donné qu'apparemment une bonne partie de la population n'en n'est pas vraiment consciente. À Bienne, les institutions culturelles sont de première classe et certains de nos clubs sportifs sont en Ligue nationale! Je ne répéterai pas ce que Madame Chevallier a déjà dit concernant les institutions directement concernées, dont nous avons la liste sous les yeux. Les 25 institutions, auxquelles s'ajoutent les grandes, font rayonner Bienne de par leur diversité. Ne les envoyons pas dans des petites ligue, pour économiser, à court terme. Elles sont importantes pour la culture et jouent également un rôle au-delà de celle-ci. Elles sont un atout du développement touristique et de la promotion économique. Les entreprises locales en profitent, soit en collaborant aux divers projets, soit en participant à certains événements. Ces institutions sont aussi créatrices d'emplois, ce qui n'est pas négligeable dans un contexte économique délicat, sans parler de leur importance en matière de cohésion d'une Ville bilingue, telle que Bienne et le dépassement des frontières linguistiques. Ces 25 petites et moyennes institutions culturelles ont un besoin vital de ce soutien de la Ville. J'aimerais profiter de saluer les acteurs et actrices de la culture et tout particulièrement ceux et celles qui travaillent dans le domaine de l'organisation. En effet, pour pouvoir assister à autant de bons spectacles, expositions et concerts, l'engagement, non seulement des employé(e)s des institutions en question, mais aussi celui de nombreuses personnes bénévoles. Ces engagements dépassent largement des salaires limités. Cet engagement en faveur de la culture est primordial et en supprimant, voire en réduisant le soutien de la Ville, ces structures, parfois fragiles, sont mises en péril. Aux yeux de notre groupe, la promotion et le soutien de la culture est une tâche incombant à la Ville. En effet, en économisant maintenant, sans une vision, ni une stratégie à l'horizon, la qualité ne serait plus assurée. Le Groupe des Verts accorde donc ce soir son soutien unanime à ces prolongations de contrats, mais il attend aussi avec impatience un projet de stratégies de la culture pour 2016 et l'entrée en vigueur de la Loi sur l'encouragement des activités culturelles (RSB 423.11). Il faut commencer à élaborer une stratégie dès maintenant avec les acteurs et actrices concerné(e)s.

**Bord Pascal, Groupe UDC/Les Confédérés:** Je ne mets pas en doute la qualité des institutions culturelles, ni leur diversité et ni le fait qu'elles sont une richesse pour Bienne. Là n'est pas le problème. J'ai essayé de faire déplacer le débat dans un cadre plus global, pour permettre d'éventuelles économies linéaires de l'ordre d'environ 10% ou 15%. Dans le rapport, il n'y a aucune économie pour ces institutions. Si la proposition du Conseil municipal contenait quelques réductions, je serais d'accord de prolonger ces contrats de prestations. La culture locale est taboue. La Ville de Bienne n'ose pas économiser dans ce domaine. Donc, il n'y aura pas de miracle au mois d'octobre, lors de la discussion pour le budget. Il faudra couper ailleurs où cela fera tout aussi mal, mais il ne restera plus grand chose à économiser. La seule économie visible se trouve à la page 3 du rapport: une économie de 191'700 fr. des Kulturtäter et ce n'est même pas encore sûr! Le Théâtre de Poche fait-il partie des Kulturtäter? Le Conseil municipal veut-il vraiment supprimer toutes les subventions? J'aimerais avoir une réponse du Conseil municipal à ce sujet. Ces économies de 191'700 fr. seront-elles réalisées? Le Groupe UDC/Les Confédérés n'aurait pas voulu toucher à ces petites institutions, mais je crois que, tactiquement, malheureusement on n'aura pas d'autre choix.

**Gugger Reto, Fraktion BVP/CVP/BDP:** In einem Punkt sind sich wohl alle einig: Kultur ist ein wichtiges Gut und muss am Leben erhalten werden. Allerdings ist es eine Tatsache, dass es in Biel auch kulturelle Vereine gibt, die ohne Leistungsverträge mit der Stadt überleben können. Sie verlangen andere Mitgliederbeiträge oder andere Billettpreise und wurden dadurch schon früh unabhängig. Ich glaube, die heutige Diskussion sollte nicht als Bedrohung wahrgenommen werden, sondern als Chance, um zu prüfen, wie sich die subventionierten Kulturinstitutionen künftig anders orientieren können, damit sie unabhängiger vom städtischen Geldtopf werden. Nur dann ist das Überleben der Kultur gesichert. Warum nicht ein Zusammenschluss von mehreren Organisationen? Auch so könnten Kosten gespart werden... Statt Geld in den Organisationsapparat zu investieren, könnten die Mittel für Ausstellungen oder Konzerte ausgegeben werden. Die Fraktion BVP/CVP/BDP ist der Meinung, dass diese Diskussion heute geführt werden muss. Der Ist-Zustand ist unbefriedigend.

**Hamdaoui Mohamed, PSR:** J'aimerais tout d'abord remercier notre collègue Alain Nicati pour les propos tenus tout à l'heure. Le fait de voir, que même dans le domaine de la culture, la raison finit parfois par l'emporter, est assez rassurant. J'aimerais rappeler une ou deux choses, quant à l'importance de la culture en Ville de Bienne. Samedi dernier, la Suisse tout entière a rendu visite à Bienne, moyennant la populaire émission de la TV alémanique "SRF bi de Lüt". Qui a été invité pour représenter notre Ville? Pas un chef d'entreprise, alors que pourtant, les très bons ne manquent pas à Bienne! Pas un homme ou une femme politique, alors qu'ils ou qu'elles ne sont pas non plus totalement mauvais(es) à Bienne! Pas un sportif ou une sportive d'élite, ni un haut fonctionnaire de l'Administration fédérale! Qui a été invité? Madame Carine Zuber. Le choix s'est porté sur cette dame, qui dirige depuis peu un des plus grands clubs de jazz d'Europe et qui a fait toutes ses gammes dans le monde culturel biennois. Voici donc bien la preuve et l'on ne s'en rend pas suffisamment compte, à quel point les institutions culturelles de notre Ville, petites ou grandes, ont contribué à donner de notre Ville une image bien plus belle et bien plus proche de la réalité, que celle véhiculée par certains médias de boulevard et reprises à leur compte par des partis politiques. Il ne faudrait vraiment pas perdre de vue cela et tout galvauder sous prétexte d'économies. Comme déjà dit, le monde de la culture s'y prépare depuis longtemps. Des synergies voient le jour dans les milieux culturels. Malgré les grosses tensions, que cela soulève parfois, les institutions culturelles essayent de se regrouper, de se partager des locaux pour des répétitions ou des salles de spectacles. Tout le monde est pourtant pleinement conscient, que d'ici 2015, des solutions devront être trouvées. Je crois que cette affirmation met tout le monde d'accord. Soyez rassurés, ceux et celles qui estiment que la culture ne doit pas être une vache sacrée! Avant le vote, à l'intention de celles et ceux qui hésitent encore, je me permets juste de citer Albert Camus. Je sais bien qu'Albert Camus était un écrivain de gauche, quelle horreur! Mais en même temps, il aimait le foot et il aimait la vie. Je ne pense pas donc, que la phrase suivante pose problème particulier: *"Tout ce qui dégrade la culture raccourcit les chemins qui mènent à la servitude"*.

**Güntensperger Nathan, GLP:** Vor rund zwei Jahren, als der Stadtrat in der Aula des Neumarktschulhauses tagte, ging es um die Leistungsverträge mit den grossen Kulturinstitutionen. Einige, der heute anwesenden Stadratsmitglieder gehörten damals noch nicht dem Parlament an. Beim Eingang spielte ein kleines Quartett und die Stadratsmitglieder erhielten Gratiseintritte für einen Konzertbesuch. Ich fand das

Vorgehen damals ziemlich störend, denn es grenzte für mich an Korruption. Damals war ich einer der ganz wenigen im Rat, der sich gegen die Subventionserhöhung von grossen Kulturinstitutionen aussprach, fast die gesamte Rechte aber stand stramm auf. Deshalb finde ich es etwas heuchlerisch, wenn sie heute (nur zwei Jahre später) die Daumenschraube bei den kleinen Kulturinstitutionen ansetzen will. Im Vergleich zu den grossen Kulturinstitutionen geht es um Peanuts, geht es doch um einen Faktor 1:10! Bereits vor rund zwei Jahren war klar, dass die finanzielle Situation nicht mehr so rosig sein wird und die Rechte sprach schon damals vom Sparen. Trotzdem wurden Subventionen für die grossen Kulturinstitutionen genehmigt. Ich finde es deshalb unfair, wenn nun bei den Kleinen gespart werden soll.

**Esseiva Monique, PDC:** Beaucoup d'éléments, que je ne rappellerai pas, ont déjà été cités ce soir. Je m'attarderai donc uniquement sur l'un ou l'autre fait, qui n'a tout de même pas été mentionné. J'aimerais en premier lieu souligner le fait, qu'en présentant son rapport, le Conseil municipal joue la carte de la transparence. Je tiens à le remercier. Les compétences financières, dont il dispose, auraient permis de renouveler ces contrats de prestations pour une année seulement. L'année suivante, il aurait fait de même pour 2015 et ni vu ni connu! Le débat de ce soir n'aurait pas eu lieu. J'aimerais également rappeler, que l'année passée, sous l'ancienne constellation, le Conseil municipal a prolongé ces contrats de prestations pour une année seulement. Cela était dû au fait, que le nouveau Conseil municipal chargé du dossier avait à s'en occuper, alors qu'au départ, ces prolongations étaient prévues pour trois ans. Donc là aussi, le Conseil municipal a voulu jouer la carte de la transparence. Ces institutions ont été mises un petit peu, je n'irais pas jusqu'à dire de côté, mais elles ont été quelque peu baignées dans l'incertitude. Je dirais donc, que ce soir, ce n'est pas le moment de les pénaliser, mais bien plus de reconduire ces contrats de prestations, pour une durée de deux ans. De plus, même si on sème le doute quant à cette affirmation, le bénévolat, qui se fait au sein de ces institutions, est quelque chose d'énorme. Madame Chevallier a fort bien souligné, tout à l'heure, l'importance que ces institutions revêtent au niveau régional, voire national. Du fait que celles-ci reflètent aussi une belle image pour notre Ville de Bienne, le moment est donc inopportun pour mettre ces institutions en danger. Tout le monde attend, pour début 2016, l'entrée en vigueur de la Loi cantonale sur l'encouragement des activités culturelles (RSB 423.11). Le Conseil municipal devra toutefois, dès demain déjà, se mettre à revoir l'ensemble de la stratégie relative à la culture, afin d'acquérir surtout une vision globale. Ce n'est que dès lors, qu'il sera possible à nouveau, de traiter de manière équitable chacune de ces institutions. Je vous recommande donc de repenser votre position et surtout de suivre celle du Conseil municipal.

**Pichard Alain, GLP:** Ich gehe davon aus, dass diesem Geschäft schlussendlich zugestimmt wird. Darüber bin ich froh. Ich möchte aber erwähnen, dass der Stadtrat in dieser Legislatur im Kulturbereich bereits gespart hat, indem er anlässlich seiner Sitzung vom 21. Februar 2013 den Verpflichtungskredit über CHF 1,4 Mio. für die Sanierung des Foyers des Stadttheaters zurückgewiesen hat. Die Fraktion GLP lehnte diese Sanierung unter anderem deshalb ab, weil sie nicht wusste, wie es mit dem Gaskessel weitergehen soll, nachdem der Kanton seine Subventionen gestrichen hat. Die damalige Reaktion der Kunst- und Theaterszene war relativ heftig. Wo ein Kunstanspruch vorliegt, ergibt sich oft auch ein Subventionsanspruch. Herr Kaegi, der Direktor des Theater und Orchester Biel-Solothurn (TOBS), sprach gar von einem inkompetenten Stadtrat. Ich kenne aber viele, die mir im Anschluss an die

Stadtratssitzung für diesen Entscheid gedankt haben. Wie schon damals, bin ich auch heute noch der Meinung, dass der Stadtrat Farbe bekennen muss. Er muss sich darüber klar werden, was für eine Kultur er sich wünscht. Deshalb finde ich auch, dass der Antrag, das Geschäft zu verschieben, nichts bringt. Die Diskussion rund um die Kulturinstitutionen soll 2015 geführt werden und sie wird wohl hart geführt werden müssen. Das Geld ist knapp und wird auch von Personen beigesteuert, die weder das Photoforum noch die Oper je besuchen. Hingegen gehen sie vielleicht in den Gaskessel oder an den Pod'Ring und genau deshalb ist es so wichtig, dass auch Alternativkultur gepflegt wird. Es darf nicht der Eindruck erweckt werden, dass nur subventionierte Kultur gut sei. Am 24. August findet im "Schopf" in Bözingen ein grosses Countrymusikonzert statt. Der Eintritt ist gratis. Ich möchte Ihnen empfehlen, dieses Konzert zu besuchen. Es wird toll werden. In der Stadt gibt es auch eine albanische Frauendisco, die ohne Subventionen auskommt. Da sind aber leider immer nur die Lehrerinnen eingeladen... Die Stadt hat somit viel "Kultur", die nicht subventioniert ist, das darf nicht vergessen werden. Für die künftige Diskussion wünsche ich mir die Mitarbeit der Kulturschaffenden, so dass eine richtige Debatte geführt und Prioritäten gesetzt werden können.

**Scherrer Martin, SVP:** Ich möchte Herrn Güntensperger antworten: Es stimmt einfach nicht, dass die Fraktion GLP die grosse Budget-Retterin ist. Vielmehr lehnten die bürgerlichen Parteien die Subventionen an die grossen Kulturinstitutionen ab, weil sie die beantragten Beträge überrissen fanden. Von der Fraktion GLP höre ich sehr oft, sie wolle sparen. Wird es aber konkret, krebst sie zurück. In den letzten Budgetdebatten unterbreitete die Fraktion SVP/Die Eidgenossen immer Sparvorschläge, diese wurden aber von keiner anderen Fraktion unterstützt. Auch die Sanierung des Foyers des Stadttheaters wurde nicht von der Fraktion GLP allein zurückgewiesen, sondern weil die gesamte Ratsrechte dagegen war. Ohne sie wäre die Rückweisung nicht durchgekommen. Bezüglich des Budgets 2014 fand ein Runder Tisch statt, an welchem die GPK sowie je eine Fraktionsvertretung teilnahmen. Das Budget 2014 wird nicht mit einer schwarzen Null abschliessen. Deshalb verstehe ich nicht, dass der Gemeinderat die Subventionen an die kleinen Kulturinstitutionen 1:1 weiterfliessen lassen will. Bei den Sportvereinen läuft das anders, sie können nachträglich Unterstützung beantragen. Dazu müssen sie aber gewisse Kriterien erfüllen. So wird beispielsweise nur die Juniorenförderung unterstützt. Aus Spargründen hat der Gemeinderat die dafür verfügbaren Mittel bereits um 10% gekürzt. Das ergibt allerdings keinen riesigen Betrag, denn es geht um vielleicht CHF 20'000.-. Für mich ist diese Massnahme aber korrekt, denn Biel muss sparen. CHF 20'000.- mag nicht viel sein, ist aber immerhin ein symbolischer Beitrag. Dass nicht überall gleich viel subventioniert werden kann, ist nachvollziehbar. Deshalb verstehe ich nicht, weshalb bei den kleinen Kulturinstitutionen keine Kürzungen vorgesehen werden. Die CHF 191'000.-, die wegen der Auflösung der Kulturtäter wegfallen, sollen auf die kleinen Institutionen verteilt werden. Über dieses Geld wird im Rahmen des Budgets nochmals diskutiert. Selbst wenn das Geld nicht ausgegeben würde, ginge es nicht um eine eigentliche Sparmassnahme, denn der Gemeinderat selber nichts hat zu dieser Kürzung beigetragen. Es gibt einfach diesen Verein nicht mehr. Dem vorliegenden Geschäft kann ich somit nicht zustimmen, denn ich hätte es gerne in Verbindung mit der Budgetdebatte besprochen. Obwohl die Fraktion SVP/Die Eidgenossen die Subventionen an kleine Kulturinstitutionen nicht gänzlich streichen möchte, bleibt ihr nichts anderes übrig, als das Geschäft abzulehnen, denn mit dem gewählten Vorgehen ist sie nicht einverstanden.

**Hadorn Werner, SP:** Ich kann vielen der gemachten Aussagen zustimmen. Für mich gibt es in der Kulturdebatte einen Grundsatz: Kultur ist Service Public, das darf nicht vergessen werden. Kultur ist nicht ein Hobby von Personen, die ein Almosen brauchen, um existieren zu können. Diese Vorstellung galt während Jahrzehnten und existiert in einigen Köpfen immer noch. Aber Kultur ist Service Public und dient der Bevölkerung. Wie bereits erwähnt wurde, schätzen viele Neuzuziehende solche städtische Leistungen. Dem Stadtrat stehen nun zwei Jahre bevor, während welchen er die Diskussionen um die Kultursubventionen führen können wird. Leistungsverträge sind sinnvoll. Seinerzeit wurden sie vor allem für die grossen Kulturinstitutionen eingeführt. Das Stadttheater ist gehalten, für Aufführungen, die in zwei Jahren stattfinden, bereits heute mit der Produktionsplanung zu beginnen und braucht deshalb verlässliche Partner. Leistungsverträge bieten auf längere Dauer eine solche finanzielle Sicherheit.

Es gäbe aber auch andere Finanzierungsmöglichkeiten und ich rate dem Gemeinderat, sich dazu Gedanken zu machen. Dabei denke ich beispielsweise an die Schweizer Kleintheatervereinigung, deren Gründungsmitglied ich bin. Bei der Gründung der Kulturtäter gab es in der Schweiz ungefähr 30 Theater, unter anderen das Hechtplatztheater Zürich und das Rasser-Theater Basel. Diesen gründeten die Schweizer Kleintheatervereinigung, welche unter anderem auch eine Künstlerbörse anbietet. Bis heute ist daraus eine riesige Institution mit Sitz in Thun und mit einem Budget von über CHF 1 Mio. entstanden. Die Kleintheatervereinigung erarbeitete in Zusammenarbeit mit Pro Helvetia ein bis heute funktionierendes Finanzierungsmodell. Ich glaube, mit einem ähnlichen Finanzierungsmodell könnte in Biel relativ viel Geld gespart werden, ohne dass die kulturellen Aktivitäten eingeschränkt werden müssten. Das Modell der schweizerischen Kleintheatervereinigung trennt die Bereiche Betrieb und Veranstaltungen. Auf Bundesebene ist für den Betrieb das Bundesamt für Kultur zuständig. Dieses zahlt auch die Löhne, Stromkosten und so weiter. Für die eigentlichen Veranstaltungen schießt Pro Helvetia Geld ein. Das diesbezügliche Verfahren ist interessant: So werden nicht Beiträge, sondern ein Vorschuss gewährt, welcher den Veranstaltenden ausbezahlt werden kann. Ende Saison müssen die Veranstaltenden dann eine Abrechnung abliefern und ihre Ausgaben nachweisen. Die möglichen Beiträge wurden bisher praktisch nie voll ausgeschöpft. Das geschilderte Modell ist aber nicht das einzige. Ich könnte mir vorstellen, dass auch mit anderen Finanzierungsmodellen Geld gespart werden kann, ohne dass die kulturellen Aktivitäten reduziert werden müssten. Will der Gemeinderat nun bis 2016 die Kulturausgaben neu festlegen, möchte ich ihm empfehlen, auch die von mir erwähnten Modelle in Betracht zu ziehen.

**Stöckli Schwarzen Heidi, SP:** Ich persönlich bin froh, dass die Debatte nicht verschoben wurde. Bei einer Verschiebung wäre es sicher zu einer verspäteten Sparrunde gekommen und die Kulturschaffenden hätten somit erst Ende Oktober gewusst, was Sache ist. Wenn von Opfersymmetrie gesprochen wird, ist klar, dass es ums Sparen geht. Ich finde, dass alle Institutionen gleich behandelt werden sollten. Es kann nicht sein, dass die grossen Kulturinstitutionen mit Subventionen von CHF 8 Mio. ungeschoren davon kommen und demgegenüber die Subventionen von CHF 2 Mio. für die kleinen und mittleren Institutionen gekürzt werden. Es geht um ein begrenztes Engagement von zwei Jahren. Auch ich weiss, dass die finanzielle Situation der Stadt alles andere als rosig ist. Aber aufgrund der heute Abend

vorliegenden Informationen an den CHF 2 Mio. herumzuschrauben, bringt meiner Meinung nach nichts. Sollten mit Blick auf das Budget 2014 tatsächlich Einsparungen erzielt werden, müssten alle 25 Institutionen davon betroffen sein, nur das würde etwas bringen. Aber Einsparungen einfach aufgrund von Sympathie oder Antipathie vorzunehmen, bringt nichts. Ich glaube, dass mit solchen Einsparungen im Hinblick auf die neue Strategie, die ab 2016 gelten wird, mehr kaputt ginge, als wenn heute Leistungsverträge für zwei Jahre abgeschlossen werden. Kultur ist für Biel wichtig und wertvoll. Deshalb finde ich es angebracht, wenn sich der Gemeinderat nun die Zeit nimmt, die Kulturstrategie zu überarbeiten. So kann er prüfen, was Sinn macht, welche Institutionen weiterhin unterstützt werden sollen und ob eine Umverteilung oder Streichungen nötig werden. Ich finde es ebenso wichtig, dass sich die Kulturinstitutionen bewusst machen, dass ein eventuelles Ja des Stadtrates heute keine Garantie dafür ist, ab 2016 weiter Subventionen in dieser Höhe zu erhalten. Es muss allen klar sein, dass die Kulturinstitutionen in den letzten Jahren keine grossen Einsparungen hinnehmen mussten. Nun sieht der städtische Finanzhaushalt schlecht aus. Ich denke, dass bis in zwei Jahren eine Auslegeordnung gemacht werden muss. Dabei darf es keine Tabus geben. Unterstützt werden sollen diejenigen Institutionen, die gesamthaft als wichtig und gut erachtet werden. Das wird zu schmerzhaften Veränderungen führen, damit ist zu rechnen. Ich finde es daher wichtig, dass die Kulturschaffenden daran denken und sich entsprechende Überlegungen machen.

**Bohnenblust Peter, FDP:** Eigentlich wollte ich etwas zur Verschiebung des Geschäfts sagen. Nachdem der Stadtratspräsident das Gefühl hatte, nach dem Gemeinderat könne dem Stadtrat das Wort nicht mehr erteilt werden, habe ich aber nicht insistiert. Das können wir ja einmal bei einem Glas Bier klären... Zur Vorlage: Sicher gibt es einfachere Geschäfte als solche aus dem Kulturbereich. Es ist immer schön, wenn Gäste die Tribüne füllen. Das setzt den Stadtrat immer auch etwas unter Druck. Vielleicht ist das richtig, manchmal kann es aber auch kontraproduktiv sein... Ich habe hin und wieder zwei Seelen in meiner Brust. Wie gehört, wird viel mit Emotionen gefochten. Ich möchte vier weitere Argumente in die Diskussion einbringen:

1. Wurde nun heute eine Kultur- oder Budgetdebatte geführt? Ich hatte das Gefühl, weder noch. Da es dem Stadtrat an der Grundlage für eine fundierte Diskussion fehlte, kam es zu einer Wischi-Waschi-Debatte. Das finde ich schade, auch für die aufgewendete Zeit. Aus diesem Grund scheint der Stadtratspräsident wohl auch dermassen erpicht zu sein, die Debatte zu Ende zu bringen.
2. In anderen Jahren wurden die Subventionsbeiträge jeweils im Oktober beschlossen und es wurden nur Einjahresverträge abgeschlossen. Vorliegend handelt es sich also um einen Sonderfall.
3. Es wurde die Gleichbehandlung für alle Kulturinstitutionen gefordert. Für diese Forderung hege ich ein gewisses Verständnis, auch wenn ich dem Stadtrat nicht angehörte, als dies offenbar versprochen wurde. Es liegt im Ermessen jedes einzelnen Stadtratsmitglieds, wie es abstimmen will. Sollte das heutige Geschäft angenommen werden, ist auch die Gleichbehandlung unter den Kulturinstitutionen gewährleistet. Ich gehe davon aus, dass die Anträge des Gemeinderats angenommen werden. Damit erfährt die Kultur aber eine Sonderbehandlung, das muss allen bewusst sein. In künftigen Debatten zu ähnlichen Themen muss der Stadtrat gut überlegen, ob er weiter solche Sonderbehandlungen tolerieren will.
4. In der heutigen Debatte um die Leistungsverträge wurde auch über Freiwilligenarbeit gesprochen oder darüber, wieviel Geld von jedem durch die

Stadt investierten Franken wieder in die Stadtkasse zurück fliesst. Ich möchte darauf hinweisen, dass es noch andere Institutionen mit Leistungsverträgen gibt. Das Schachfestival ist nur eine von vielen. In der Budgetdebatte muss auch der Wert von Freiwilligenarbeit gewürdigt werden. Ich bin darauf gespannt. Ich hoffe, die Linke wird sich dann auch so vehement für Leistungsverträge und die damit verbundene Freiwilligenarbeit einsetzen, wie sie es heute tut.

**Ogi Pierre, président du Conseil de ville:** Monsieur Bohnenblust, il existe un règlement et je le lis. Ce n'est pas seulement "ein Gefühl" de ne pas vouloir vous donner la parole. Vous n'êtes pas le procureur, vous êtes un Conseiller de ville comme tout le monde! Vous mettez en doute chacune de mes décisions. Si vous visez mon poste, ayez la décence d'attendre encore pendant huit mois! Ensuite, vous pourrez lutter contre votre collègue de parti! Nous poursuivons nos débats...

**Bösch Andreas, Grüne:** Nach Artikel 47 Absatz 4 Geschäftsordnung des Stadtrates von Biel (SGR 151.21) hätte Herr Bohnenblust das Recht gehabt, gegen die Schliessung der Rednerliste zu opponieren. Diesfalls hätte der Stadtrat darüber abstimmen müssen und es wäre allenfalls möglich gewesen, weiter zu diskutieren. Das als Randbemerkung... Ich möchte nochmals festhalten, worüber der Stadtrat eigentlich befinden soll: Im Beschlussesentwurf geht es um zwei Leistungsvertragsentwürfe, verbunden mit je einem Verpflichtungskredit. Die Gesamtsumme der beiden Kredite beträgt CHF 704'600.-. Der Gemeinderat legt offen dar, welche Folgen eine Zustimmung zu diesen Leistungsvertragsentwürfen hätte. Hinzu kämen nämlich noch die Subventionen für die kleinen Kulturinstitutionen. Genau diese Offenheit hat die Diskussion aber auch etwas verkompliziert, denn plötzlich ging es nur noch um die Kulturtäter. Der durch die Auflösung dieses Vereins wegfallende Betrag von CHF 190'000.- liegt jedoch nicht in der Kompetenz des Stadtrats. Was mich an der vorangehenden Diskussion aber vor allem störte ist, dass nur über das Geld gesprochen wurde. Verschiedene Finanzierungsmodelle oder Sparvorschläge wurden angesprochen. Wichtigster Inhalte dieses Geschäfts sind aber die beiden Leistungsverträge im Anhang. Obwohl sie vielleicht gelesen wurden, hat niemand etwas dazu gesagt. Das stört mich enorm. Wenn eine Verschiebung des Geschäfts auf Oktober beantragt wird, damit der Stadtrat prüfen könne, was eingespart werden kann, muss aber nicht nur über Geld gesprochen werden, sondern auch über Leistungen. Es geht dann also um den vielzitierten Giftschränk, der vielleicht geöffnet werden muss. Der Stadtrat muss sich gut überlegen, welche Leistungen die Stadt weiterhin erbringen soll und welche nicht. Zu den in den beiden Leistungsverträgen erwähnten Leistungen wurde nichts gesagt. Bei mir ist so der Eindruck entstanden, dass die Kulturinstitutionen zwar vielleicht 20% weniger Subventionen erhalten, aber nach wie vor die gleiche Leistung erbringen sollen. Das kann doch nicht der Weg sein! Vielmehr müsste der Stadtrat dann auch sagen, welche Leistungen er nicht mehr will. Ich finde es daher wichtig, bei diesen Leistungsverträgen auf einige Punkte hinzuweisen:

Im Leistungsvertrag mit dem Photoforum ist klar festgehalten, wieviele Ausstellungen mindestens organisiert werden müssen und was das Photoforum für diese Beiträge zu leisten hat. In Artikel 11 ist der Eigenfinanzierungsgrad erwähnt, der beim Photoforum bei rund 30% liegt. Sehr wichtig finde ich auch Artikel 12 des Leistungsvertrages, der regelt, dass die Vorstandsgeschäfte des Photoforums ehrenamtlich zu führen sind. Ähnliches steht auch im Leistungsvertrag mit dem



Théâtre de la Grenouille. In Artikel 3 wird dort klar festgehalten, dass das Théâtre de la Grenouille jedes Jahr ein neues Theaterstück erarbeiten und Stücke aus dem Vorjahr wieder aufnehmen muss. Es ist auch klar festgelegt, wieviel Leistung die Stadt für ihr Geld erhält. Der Eigenfinanzierungsgrad beim Théâtre de la Grenouille beträgt rund 50%, auch dort ist die Vorstandstätigkeit ehrenamtlich. Das sind für mich zentrale Punkte. Die Leistungen, die von der Stadt gefordert und vertraglich festgehalten sind, kosten die Stadt etwas. Wenn über Kultur gesprochen wird, kann nicht nur über das Geld gesprochen werden. Es gilt, die Leistungen zu überprüfen. Ich finde es schade, dass das heute nicht getan wurde. Persönlich finde ich es sehr wichtig, dass der Stadtrat heute Abend allen Kulturinstitutionen auf gleicher Augenhöhe begegnet. Das heisst, dass die Leistungsverträge für alle Institutionen die gleiche Laufzeit haben sollten. Der genannte Termin hierfür (2015) macht Sinn. Der Gemeinderat stellt ja per 1. Januar 2016 einen Entwurf für eine neue Kulturstrategie in Aussicht. Dannzumal wird der Stadtrat über die Leistungen diskutieren und den ganzen Kulturbereich in Ruhe prüfen können. Die heutige Verschiebung des Geschäfts auf die Oktobersitzung hätte nur zur Folge gehabt, dass dem Stadtrat nochmals das gleiche Geschäft vorgelegt worden wäre. Mehrinformationen wären keine zu erwarten gewesen und einfach so nur Geld zu streichen, kann nicht sein!

**Grupp Christoph, Grüne:** Heute Abend ging es zuerst um die Verschiebung dieses Geschäfts auf die Budgetdebatte. Herr Kaufmann sagte, es gehe nicht um eine Spardiskussion, sondern darum, Budget und Leistungsverträge gleichzeitig besprechen zu können. Jetzt ist der Stadtrat weiter und diskutiert das Geschäft heute Abend. Nun frage ich mich, was eigentlich das Problem der Bürgerlichen ist: Sind die Tarife zu hoch? Werden allenfalls mit Bezug auf das Votum von Herrn Bösch zu viele Leistungen eingekauft? Oder geht es einfach um die pauschale Ablehnung der Unterstützung für die Kleinkunst? Aus den bisher gehörten Voten muss ich davon ausgehen, dass es den Bürgerlichen um eine solche pauschale Ablehnung geht. Ich habe noch keinen Vorschlag gehört, wie allenfalls gespart oder welche Leistungen gestrichen werden könnten. Ich möchte zwar niemanden unbedingt dazu ermuntern, aber falls es nicht nur um Prinzipienreiterei geht und ein tatsächlicher Sparwille vorhanden ist, hätten Vorschläge eingebracht werden müssen. Die Zeit hätte ja dafür gereicht. Es ist deshalb für mich etwas schwierig auszumachen, weshalb diesem Geschäft von bürgerlicher Seite nicht zugestimmt werden kann. Bisher hörte ich keinen materiellen Vorschlag, wie vorgegangen werden soll. Das erstaunt mich und ich deshalb gehe ich auch von einem undifferenzierten Hickhack aus, was ich bedaure.

**Cadetg Leonhard, FDP:** Das ist die zweite Stadtratsdebatte, die mir unangenehm ist. Unangenehm deshalb, weil ich - wie Herr Nicati - die beiden zur Debatte stehenden Institutionen gut mag. Es geht aber darum, das Ganze anzuschauen, somit auch das Personal, die Sicherheit, das Soziale, die Kunst, die Kultur, die Schulen... . An dieses Ganze zu denken, würde bedeuten, auch das Ganze zu diskutieren. Betrachte ich das Einzelne, also beispielsweise das Photoforum, dann möchte ich Subventionen sprechen. Die städtischen Finanzen entwickeln sich aber in eine Richtung, welche die Stadt nicht mehr beeinflussen kann. Die Schere zwischen Steuereinnahmen und städtischen Ausgaben klafft zunehmend auseinander. Gibt der Stadtrat nicht acht, wird der Steuerfuss maximal erhöht und trotzdem reichen die Steuern nicht, um Bestehendes zu erhalten. Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU diskutierte im Vorfeld zur heutigen Debatte darüber, einen Antrag auf Einsparungen in der Höhe von 10% zu

stellen, dies im Wissen darum, dass 10% eingespart werden müssen. Es stimmt nicht, dass wir uns nicht mit den Inhalten auseinandergesetzt haben. Die Entwürfe der Leistungsverträge liegen vor und müssten angepasst werden, sofern die Beiträge ändern. Es stellt sich die Frage, ob der Gemeinderat nicht besser die Leistungsverträge nur für das nächste Jahr hätte eingehen sollen, denn dies läge in seiner Kompetenz. Es schmerzt mich, wenn ich anschliessend Nein sage zu diesen Leistungsverträgen, denn ich sage nicht Nein zum Photoforum oder zum Théâtre de la Grenouille. Aber ich sage Nein zum laufenden Prozess, in dem die Vernunft walten sollte. Vernunft heisst, die Komplexität als Gesamtes zu akzeptieren. Deshalb werde ich Nein zum gemeinderätlichen Antrag sagen und ich hoffe, der Stadtrat kann nachvollziehen, dass ich so Nein sagen kann.

**Némitz Cédric, directeur de la formation, de la culture et du sport:** Bienne est connue, à des kilomètres à la ronde, pour sa culture, qui rehausse son image de marque. Evidemment, en Suisse comme aussi au-delà de ses frontières, l'industrie fait aussi partie de l'image de marque de notre Ville, mais pas uniquement. Cela est dû au fait que la culture biennoise est de bonne qualité. Certains membres du Conseil de ville ont aussi rappelé l'excellente qualité du travail fourni par les deux institutions, dont vous déciderez de renouveler ou pas les contrats de prestations: le Théâtre de la Grenouille et le Photoforum Pasquart. Bienne est aussi connue loin à la ronde pour la diversité de la palette culturelle qu'elle offre. Il y a évidemment les deux institutions culturelles pour lesquelles vous voterez ce soir, l'ensemble des petites institutions culturelles, mais aussi et je tiens à le rappeler, les grandes institutions culturelles. En effet, celles-ci font aussi partie des éléments essentiels, qui permettent le rayonnement de notre Ville. L'ensemble de toutes ces institutions culturelles contribue à l'image de marque de notre Ville. La question de la Commission de gestion se pose donc: faut-il faire survivre l'ensemble de ces institutions culturelles, coûte que coûte? La réponse est non. Il faut constamment évaluer l'intérêt, la nécessité, la qualité du travail accompli en fonction de l'argent, que la Ville investit. Tel est le sens des contrats de prestations. La proposition du Conseil municipal veut le faire, raisonnablement d'ici à 2015. Un tel délai est nécessaire, du fait que le processus en question demande du temps et il nous faut ce temps-là, afin de fixer des priorités, faire des évaluations et à la fin vous soumettre des propositions ciblées, qui correspondront aux exigences budgétaires. Pour cette raison, les coupes linéaires, qui paraissent si faciles à faire, ne constituent pas une manière responsable d'envisager la vie culturelle, car il se pourrait que certaines institutions soient appelées à disparaître, plutôt que de diminuer de 10% les subventions. Il faut faire des choix, qui ne sont pas possibles à faire si des coupes linéaires sont envisagées. Pour la même raison, un report d'une année de cette échéance est tout aussi impossible. Il faudra bien deux années, 2014 et 2015, pour arriver à mettre au point la stratégie souhaitée.

La question posée relative au Théâtre de Poche est une bonne question. Les Kulturtäter disparaissent et la somme, qui leur était attribuée est ainsi économisée. Cela n'est pas tout à fait la réalité, comme le Conseil municipal a essayé de l'expliquer dans le rapport. En vérité, ce que le Conseil municipal souhaite est de maintenir l'activité du Théâtre de Poche, en y investissant moins d'argent. Cet automne, une proposition qui permettra le maintien des activités du Théâtre de Poche sera élaborée, avec l'aide de partenaires. Une coupe budgétaire de 10% sur l'ancienne somme globale de ce groupe d'institutions culturelles permettant

d'économiser de 100 à 120'000 fr., tout en parvenant à maintenir les activités du Théâtre de Poche, sera tout de même envisagée. Il faudrait aussi, bien entendu, qu'à l'intérieur de ce paysage culturel, il y ait de l'espace pour des nouveautés, car actuellement, beaucoup d'argent est investi dans des projets, qui existent. Il faudrait aussi disposer d'argent servant à des groupes voulant créer quelque chose de nouveau. Ceci fait aussi partie de la réflexion qui doit occuper le Conseil municipal, d'ici à 2016.

En ce qui concerne la nouvelle Loi sur l'encouragement des activités culturelles (RSB 423.11), elle va développer une nouvelle logique financière, à savoir qu'il y aura des nouvelles règles de financement des institutions culturelles pour la Ville. Le Conseil municipal sait d'ores et déjà, que ces nouvelles règles, qui entreront en vigueur pour le budget 2016, c'est à dire exactement au moment où nous aurons rediscuté des contrats de prestations, seront favorables au budget de la Ville. Il sera ainsi possible de poser des priorités, tout en tenant compte des réalités budgétaires. Je conclus en affirmant, que la stratégie s'annonçant pour 2015 et 2016 nécessite des partenaires fiables. La Ville doit être un de ceux-ci. Il est en outre bon de rappeler aux institutions culturelles, aux organisations et aux associations, qu'elles doivent aussi prendre leur part dans cette réflexion et aussi faire preuve de responsabilité, quand il s'agira de fixer des priorités. Finalement, le monde politique, le Conseil municipal et le Conseil de ville devront aussi prendre leurs responsabilités et parfois avoir du courage. Voilà, j'espère donc que vous accepterez le projet d'arrêté de ces deux contrats de prestations.

**Ogi Pierre, président du Conseil de ville:** Je propose de voter les trois points ensemble du projet d'arrêté. Il n'y a pas d'opposition? Ce n'est pas le cas.

### **Vote**

Vu le rapport du Conseil municipal du 12 juin 2013 concernant «Prolongation des contrats de prestations de deux institutions culturelles biennoises pour deux ans», et s'appuyant sur l'art. 39, al. 1, let. a du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville **arrête**:

1. Le Conseil de ville prend connaissance du projet de contrat de prestations avec l'Association Photoforum Pasquart et accorde le crédit d'engagement correspondant de 373'000 fr.
2. Le Conseil de ville prend connaissance du projet de contrat de prestations avec l'Association Théâtre de la Grenouille et accorde le crédit d'engagement correspondant de 331'600 fr.
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est habilité à déléguer la compétence de signer les contrats de prestations à la direction responsable.

**123. Motivation de l'urgence de la motion 20130299, Caroline Jean-Quartier, Groupe socialiste, «La ville de Bienne doit sauver son seul gymnase bilingue»**

**Jean-Quartier Caroline, PSR:** Je demande l'urgence pour cette motion pour que la Ville agisse rapidement auprès du Canton, avant que la décision relative à l'examen des offres et des structures EOS 2014 ne soit ratifiée par le Grand Conseil. La Ville doit rappeler au Canton l'importance de Bienne en qualité de seconde ville du canton, de son bilinguisme et de sa fonction de pont entre la Suisse alémanique et la Suisse romande. Bienne ne peut donc pas abandonner son seul gymnase bilingue. L'avenir des CFC intégrés tient aussi très à coeur au Groupe socialiste et nous ne pouvons imaginer devoir abandonner cette voie de formation tant fréquentée à Bienne. D'autre part, pour les jeunes sportifs d'élite, la filière Sport-Culture-Études est un succès, avec les CFC intégrés. Celle-ci permet aux jeunes de pratiquer leur sport, tout en préparant leur future reconversion professionnelle. Je vous remercie donc de votre soutien.

**L'urgence est accordée.**

**124. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20130301, Martin Rüfenacht, Groupe FDP/PRR/PEV/UDF, "Quel est le montant des amendes d'ordre réellement généré par la Ville de Bienne?"**

**Rüfenacht Martin, FDP:** Anlässlich der Budgetdebatte soll der Stadtrat Kenntnis haben, um welche Beträge es bei den Busseneinnahmen wirklich geht. Deshalb bitte ich um Unterstützung der Dringlichkeit.

**L'urgence est accordée.**

**125. Motivation de l'urgence de la motion 20130300, Peter Bohnenblust, Groupe FDP/PRR/PEV/UDF, "Pause de réflexion pour l'Esplanade - alternatives?"**

**Bohnenblust Peter, FDP:** Es geht darum, die definitive Nutzung dieses Terrains zu prüfen. Damit unnötige Kosten für die Planung und allenfalls auch für die Ausführung vermieden werden, sollte diese möglichst rasch an die Hand genommen werden. Gleichzeitig geht es auch darum, nicht nur zu sparen, sondern auch neue Erträge zu generieren.

**L'urgence est accordée.**

**126. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20130298, Martin Wiederkehr, Groupe socialiste, "Menace de sous-provisionnement de la population dans le domaine de Spitex"**

**Wiederkehr Martin, SP:** Der Grosse Rat hat Sparmassnahmen vorgesehen, die im Herbst diskutiert werden sollen. Allein im Bereich Spitex geht es um CHF 20 Mio., was einem Fünftel der gesamten Sparmassnahmen der Gesundheits- und Fürsorgedirektion (GEF) entspricht. Diese Massnahmen haben entsprechende Konsequenzen für die Gemeinden, weshalb ich einige Fragen an den Gemeinderat habe. Ich bitte darum, die Dringlichkeit zu gewähren.

**L'urgence est accordée.**

**Interruption de la séance: 20h10 - 21h15**

**127. 20130015 Motions et postulats doptés - Délai de 2 ans / Demandes visant à radier du rôle ou à prolonger le délai de réalisation au sens des art. 42 et 43 du Règlement du Conseil de ville:**

**Mairie**

1. Motion 200100036 Peter Moser / Prolongation de délai
2. Postulat 20030048 Peter Moser / Prolongation de délai
3. Intervention 20050099 Claire Magnin / À radier du rôle
4. Postulat 20050258 Martin Wiederkehr / Prolongation de délai
5. Postulat 20070076 Pascal Fischer / Prolongation de délai
6. Postulat 20070078 Roland Gurtner / À radier du rôle
7. Postulat 20080076 Heidi Stöckli Schwarzen / Prolongation de délai
8. Postulat 20080267 Muriel Beck Kadima / À radier du rôle
9. Postulat 20080295 Pierre Ogi / À radier du rôle
10. Postulat 20080301 Monique Esseiva / Prolongation de délai
11. Postulat urgent 20090187 Charlotte Garbani / À radier du rôle
12. Postulat 20100279 Max Wiher / À radier du rôle
13. Postulat 20110082 Pablo Donzé / Prolongation de délai
14. Postulat 20110083 Daphné Rüfenacht / Prolongation de délai
15. Postulat interpartis 20110084 Salome Strobel / Christoph Grupp / Prolongation de délai
16. Postulat 20110126 Max Wiher / À radier du rôle

**Bösch Andreas, GPK:** Bei den fraglichen 16 Vorstössen geht es um sieben Abschreibungen sowie neun Fristverlängerungen (davon drei um ein Jahr und sechs um zwei Jahre). Die GPK hat einzig eine Bemerkung zum Vorstoss 20050099, Claire Magnin, Grüne Biel / «Stadt Biel "Gats-freie Zone"». Anlässlich seiner Sitzung vom 17. November 2005 wandelte der Stadtrat diese Motion in ein Postulat um und erklärte es als erheblich. Punkt 3 des Vorstosses wurde abgeschrieben. Der Gemeinderat schlägt nun vor, auch die Punkte 1 und 2 als erfüllt abzuschreiben. Der GPK ist es wichtig zu betonen, dass es ihr nicht spezifisch um den Inhalt des

Vorstosses geht, sondern eher um die Art und Weise der Beantwortung. In den beiden erheblich erklärten Punkten geht es einerseits darum, dass der Gemeinderat die Diskussion um die Bewegung der "GATS-freien Gemeinden" lanciert und andererseits die Öffentlichkeit über die Auswirkungen des GATS für Biel informiert. Die Antwort des Gemeinderats zu vorliegendem Vorstoss ist sehr spärlich ausgefallen. Die GPK erstaunt es, dass der Gemeinderat einfach sagt, seit 2006 sei betreffend GATS nichts mehr passiert, das Thema sei überholt und der Vorstoss könne daher als erfüllt abgeschrieben werden. Für Punkt 1 trifft das für die GPK knapp zu. Wenn es die Bewegung "GATS-freie Gemeinden" aber quasi nicht mehr geben soll, müsste Punkt 1 doch eher als nicht erfüllbar abgeschrieben werden. Für den zweiten Punkt wird aber nirgends stichhaltig dargelegt, inwieweit die Notwendigkeit einer Information der Bevölkerung über die Auswirkungen von GATS geprüft wurde. In einem halben Satz wird nur gesagt, in all den Jahren habe sich nichts verändert, weshalb Punkt 2 erfüllt sei. Die GPK findet, dass ein als Postulat überwiesener Vorstoss nicht auf diese Art und Weise abgehandelt werden sollte. Vielmehr wünschte sie sich, dass der Stadtrat etwas genauer und ausführlicher darüber informiert wird, weshalb ein Vorstoss als erfüllt zu betrachten ist. Vorliegend wurde aber einfach zugewartet, bis sich an der Sachlage nichts mehr verändert und dann beantragt, den Vorstoss abzuschreiben. Aus diesem Grund **verlangt die GPK eine Fristverlängerung um ein Jahr**, damit der Gemeinderat dem Stadtrat eine umfassendere und gehaltvollere Antwort liefern kann, wie er mit diesem Postulat umgegangen ist. Damit kann der Stadtrat dann aufgrund der Fakten beschliessen, ob dieser Vorstoss erfüllt oder als nicht erfüllbar abzuschreiben ist.

**Magnin Claire, au nom du Groupe Les Verts:** Le Groupe des Verts a aussi examiné l'ensemble de ces motions et postulats et se trouve, en général, en accord avec le Conseil municipal, sauf peut-être avec le postulat 20070078 Roland Gurtner, "Éviter la précarité des fonctionnaires à la retraite". La proposition est de le radier du rôle. Étant donné qu'il n'y a pas encore eu de discussion concernant le nouveau Règlement du personnel, le Groupe des Verts serait assez d'accord de prolonger ce postulat d'une année, afin de voir s'il sera effectivement réalisé. Ensuite, nous aimerions faire une remarque concernant l'intervention 20050099 Claire Magnin, "Bienne, zone hors AGCS". Je peux, évidemment, me rallier aux critiques faites par la Commission de gestion, relatives à cette intervention. L'intervention parlementaire invitait le Conseil municipal à faire en sorte, que la Ville de Bienne se rallie au mouvement des communes se déclarant "zone hors AGCS" (Accord Général sur le Commerce et les Services), à informer la population biennoise sur les tenants et les aboutissants de l'AGCS et à convier les autorités fédérales à entamer un large débat à ce sujet. Finalement, le temps a passé et aujourd'hui, surtout suite à l'échec des négociations de Doha, la question relative à l'accord sur les services telle qu'envisagée à l'époque a été gelée et elle n'est plus d'actualité. Évidemment, qu'aujourd'hui une éventuelle campagne serait complètement inutile. Personne ne comprendrait ce dont il s'agit. Cela ne veut pas dire que la question des services publics soit réglée définitivement. Elle n'est plus d'actualité, y compris dans cette enceinte, comme démontré lors du débat autour de la question des homes municipaux. En relisant le Procès-verbal de la séance du Conseil de ville du 17 novembre 2005, lors de laquelle mon intervention a été traitée, je me rends compte, que la situation a beaucoup changé. La Commission de gestion a fait du bon travail, en relevant que le Conseil municipal n'avait pas traité l'intervention en question et que celle-ci ne pourra donc pas être radiée du rôle. Pour ma part ainsi que pour le Groupe

des Verts, nous ne sommes ni pour, ni contre. Il est difficile, aujourd'hui, de demander la prolongation du délai de réalisation. Cela voudrait dire, que dans une année, la situation serait exactement celle d'aujourd'hui. Les deux points de cette intervention, concernant l'information et l'ouverture d'un débat public, ne sont aujourd'hui plus du tout d'actualité. En fait, le Groupe des Verts est coincé entre l'envie d'accepter la radiation du rôle et la prolongation et de suivre la position de la Commission de gestion, dont l'argumentation est, pour nous, tout à fait recevable. Nous souhaitons, finalement, montrer que nous sommes en désaccord avec la légèreté avec laquelle cette intervention a été traitée et avons décidé de nous abstenir du vote, non pas par manque d'intérêt, mais en signe d'insatisfaction envers le Conseil municipal. Soyez toutefois certain(e)s, que si une nouvelle offensive venait à se faire concernant l'AGCS, un retour à la charge devrait avoir lieu!

**Ogi Pierre, président du Conseil de ville:** Madame Magnin, vous proposez donc de prolonger le délai d'une année le postulat 20070078 de Monsieur Gurtner?

**Magnin Claire, au nom du Groupe Les Verts:** Oui, si Monsieur Gurtner est d'accord.

**Gurtner Roland, Passerelle:** J'ai effectivement été assez surpris de constater la proposition de vouloir radier du rôle un postulat qui fait l'objet de discussions concernant le Règlement du personnel. Le Conseil municipal parle de directives données, en attendant de trouver une solution définitive à ce problème. Il n'est pas dit, que dans le cadre des discussions dans la procédure de consultation du Règlement du personnel, qu'une solution soit trouvée. Pour cette raison, **je désire une prolongation d'au moins une année de ce postulat**, pour pouvoir avoir une discussion lors de la révision du Règlement du personnel.

**Ogi Pierre, président du Conseil de ville:** Je vais passer point par point et ainsi Monsieur Fehr pourra s'exprimer si désiré. Monsieur Fehr aimerait prendre la parole concernant l'intervention 20050099 Claire Magnin, "Bienne, zone hors AGCS".

**Fehr Erich, Stadtpräsident:** Herr Bösch, ich kann die Meinung der GPK akzeptieren, dass es sich um eine nicht sehr gehaltvolle Antwort handelt. Hingegen finde ich die Antwort anständig, ja sogar sehr höflich. Vielleicht ist sie nicht ganz im Sinn der GPK ausgefallen, aber sie ist formal sicher korrekt. Ich frage mich, ob es richtig ist, zu einem eigentlich überholten Thema viel ausführlicher zu werden. Manchmal gibt es Themen, die zu einem gewissen Zeitpunkt aktuell und berechtigt sind. Frau Magnin sagte aber selber, dass das Thema GATS mit dem Scheitern der Doha-Runde derzeit nicht mehr vordringlich sei. Das 2005 im Stadtrat erwähnte Risiko, dass aufgrund übergeordneter Vorschriften Dienstleistungen des Service Public hätten privatisiert werden müssen, wurde in Biel nie konkret. Heute ist dieses Thema aber schlicht nicht mehr aktuell. Deshalb fände ich es falsch, diesen Vorstoss nochmals um ein Jahr zu verlängern, nur damit das heute bereits Gesagte noch in eine schriftliche Antwort integriert werden kann. Heute wurde doch das Thema nochmals diskutiert und von der heutigen Sitzung wird auch ein Protokoll erstellt. Deshalb mache ich dem Stadtrat beliebt, diesen Vorstoss abzuschreiben. Ich biete aber als Kompromiss an, im Beschluss die beiden Wörter "als erfüllt" zu streichen.

**Ogi Pierre, président du Conseil de ville:** Monsieur Bösch, cette proposition vous convient-elle?

**Fehr Erich, Stadtpräsident:** Ich möchte von Herrn Bösch wissen, was getan werden soll. Entweder kann der Vorstoss als erfüllt abgeschrieben werden oder Herr Bösch kann einen anderen Vorschlag machen. Soll der Vorstoss als "nicht erfüllbar" abgeschrieben werden? Wie die Beantwortung des Gemeinderats und auch die Ausführungen der Initiatorin zeigen, ist das Thema heute nicht mehr aktuell. Irgendwie muss dieser Vorstoss ja liquidiert werden. Wenn Herr Bösch nun sagt, ein Vorstoss könne nur als erfüllt oder gar nicht abgeschrieben werden, würde der vorliegende Vorstoss immer wieder in den Stadtratsunterlagen erscheinen. Deshalb mein Vorschlag, den Vorstoss einfach abzuschreiben. Aufgrund der vorhergehenden Diskussion wird klar, dass er nicht erfüllt ist, sondern gegenstandslos geworden ist.

**Ogi Pierre, président du Conseil de ville:** Le Maire propose de considérer l'intervention de Madame Magnin comme n'étant pas réalisée et radiée du rôle.

**Bohnenblust Simon, GLP:** Es geht einfach darum, dass in Punkt 2 steht: "*Alle Haushalte sind [über dieses Thema] zu informieren*". Diese Forderung wurde nicht erfüllt. Es ist eine formelle Frage, was nun getan werden soll.

**Fehr Erich, Stadtpräsident:** Ich möchte auf Artikel 43 Absatz 1 der Geschäftsordnung des Stadtrates verweisen. Dort steht: "*Erfüllte oder nicht erfüllbare Motionen oder Postulate werden abgeschrieben.*" Da das Thema ja gegenstandslos geworden ist, macht auch eine Information der Bevölkerung keinen Sinn mehr. Der Gemeinderat kann nicht über etwas informieren, das gegenstandslos geworden ist. In der Geschäftsordnung steht nicht, ein Vorstoss könne nur erfüllt abgeschrieben werden.

**Magnin Claire, Les Verts:** Je n'aimerais pas que mon intervention soit radiée du rôle comme "nicht erfüllbar", étant donné qu'il était tout à fait possible, au moment où elle a été déposée, qu'elle puisse être "erfüllt". De ce fait, aujourd'hui il faudrait la considérer comme "nicht erfüllt". (*Agitation dans la salle*). Pour moi c'est important que cette intervention soit "nicht erfüllt"!

**Ogi Pierre, président du Conseil de ville:** Monsieur Fehr propose de considérer l'intervention 2005099 Claire Magnin, "Bienne, zone hors AGCS" comme n'étant pas réalisée et radiée du rôle.

## **Vote**

**La proposition de Monsieur Fehr est acceptée.**

**Ogi Pierre, président du Conseil de ville:** Monsieur Fehr aimerait prendre la parole concernant l'intervention 20070078 Roland Gurtner, "Éviter la précarité des fonctionnaires à la retraite".

**Fehr Erich, Stadtpräsident:** Der Gemeinderat war bezüglich des Zeitplans für die Anpassung des Personalreglements und damit der endgültigen Erledigung dieses Vorstosses etwas zu optimistisch. Für bestimmte Lohnklassen hat er dennoch bereits Massnahmen eingeleitet. Deshalb schlägt er dem Stadtrat - auch aus ökonomischen Gründen - vor, den Vorstoss abzuschreiben. Rein formell haben Frau Magnin und Herr Gurtner aber Recht: der Stadtrat kennt diese Regelung im Moment noch nicht.



Unter diesem Aspekt kann ich mich dem Antrag um Fristverlängerung für ein Jahr nicht widersetzen.

**Ogi Pierre, président du Conseil de ville:** Nous allons voter la proposition de Monsieur Gurtner, de prolonger le postulat le délai du postulat 20070078 Roland Gurtner, "Éviter la précarité des fonctionnaires à la retraite" d'une année, jusqu'en août 2014.

### **Vote**

**La proposition est acceptée.**

**Ogi Pierre, président du Conseil de ville:** Nous allons maintenant voter le projet d'arrêté.

### **Vote**

Vu le rapport du Conseil municipal du 5 juin 2013 concernant «Motions et postulats adoptés / Délai de 2 ans (Mairie)», et s'appuyant sur les art. 42, al. 2 et 43, al. 1 du Règlement du Conseil de ville de Bienne (RDCo 151.21), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Le délai de réalisation de la motion 20010036, Peter Moser, Forum Biel/Bienne, «Examen de l'aménagement du chemin de rive», est prolongé jusqu'à fin août 2015.
2. Le délai de réalisation du postulat 20030048, Peter Moser, FDP, «Plan lumière pour Bienne», est prolongé jusqu'à fin août 2014.
3. L'intervention 20050099, Claire Magnin, Verts Bienne, «Bienne, "zone hors AGCS"», est radiée du rôle comme étant réalisée.
4. Le délai de réalisation du postulat 20050258, Martin Wiederkehr, Groupe socialiste, «Mise en valeur de la rue Dufour jusqu'au croisement du Marché-Neuf», est prolongé jusqu'à fin août 2015.
5. Le délai de réalisation du postulat 20070076, Pascal Fischer, PSL, «Déplacement de l'arrêt de bus Rue de l'Hôpital», est prolongé jusqu'à fin août 2015.
6. Le **délai pour le** postulat 20070078, Roland Gurtner, hors parti, «Éviter la précarité des fonctionnaires à la retraite», est **prolongé jusqu'à fin août 2014**.
7. Le délai de réalisation du postulat 20080076, Heidi Stöckli Schwarzen, Groupe socialiste, «Mise en valeur des quartiers», est prolongé jusqu'à fin août 2014.
8. Le postulat 20080267, Muriel Beck Kadima, Verts Bienne, «Développement urbain global en application des critères desdits projets urbains», est radié du rôle comme étant réalisé.
9. Le postulat 20080295, Pierre Ogi, PSR, «Pour une retraite à la carte», est radié du rôle comme étant réalisé.
10. Le délai de réalisation du postulat 20080301, Monique Esseiva, PDC «Label du bilinguisme» est prolongé jusqu'à fin août 2015.
11. Le point 4 du postulat urgent 20090187, Charlotte Garbani, Groupe socialiste, «Contre les nuisances dues au bruit des trains!», est radié du rôle comme étant réalisé.

12. Le postulat 20100279, Max Wiher, PVL, «L'examen externe du DPJA doit être accompagné par la CDG», est radié du rôle comme étant réalisé.
13. Le délai de réalisation du postulat 20110082, Pablo Donzé, Groupe les Verts, «Démarche participative», est prolongé jusqu'à fin août 2015.
14. Le délai de réalisation du postulat 20110083, Daphné Rüfenacht, Les Verts, «Publication du financement des campagnes électorales et de votations des partis», est prolongé jusqu'à fin août 2015.
15. Le délai de réalisation du postulat interpartis 20110084, Salome Strobel, SP, Christoph Grupp, Verts Bienne, «Planification de la mise en œuvre de mesures d'accompagnement en matière de circulation pour la branche Est de l'A5», est prolongé jusqu'à fin août 2014.
16. Le postulat 20110126, Max Wiher, PVL, «Votations consultatives à Bienne», est radié du rôle comme étant réalisé.

### **Direction des finances**

1. Postulat 20090104 Émilie Moeschler / Prolongation de délai
2. Postulat 20090432 Pablo Donzé / Prolongation de délai
3. Postulat 20110280 Max Wiher / Prolongation de délai

**Grupp Christoph, Fraktion Grüne:** Grundsätzlich ist die Fraktion Grüne mit allen Vorschlägen einverstanden. Einzig beim Postulat 20110280, Max Wiher, GLP, «Variante AGGLOlacPlus» hat sie ein Rechnungsproblem: "*Fristverlängerung um ein Jahr*" würde nämlich bedeuten bis August 2014 und nicht Februar 2015.

**Steidle Silvia, directrice des finances:** Merci d'avoir soulevé cette question. Une prolongation jusqu'en août 2014 seulement ne suffira malheureusement pas. Le délai d'une année était approximatif. Effectivement, les trois phases s'étendront en tout cas jusqu'à fin 2014, nous proposons une prolongation de délai jusqu'en février 2015.

### **Vote**

Vu le rapport du Conseil municipal du 5 juin 2013 concernant «Prolongation de délai ou radiation du rôle des motions et postulats adoptés, mais non encore réalisés dans un délai de deux ans, relevant de la compétence de la Direction des finances», et s'appuyant sur les art. 42, al. 2 et 43, al. 1 du Règlement du Conseil de ville de Bienne (RDCo 151.21), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Le délai de réalisation du postulat 20090104, Emilie Moeschler, Groupe socialiste, «Plus de contrat avec des opérateurs de téléphonie mobile sans convention collective de travail», est prolongé jusqu'en août 2014.
2. Le délai de réalisation du postulat 20090432, Pablo Donzé, Groupe Les Verts, «Espace public au lieu d'un stand de tir vétuste à la rue du Stand», est prolongé jusqu'en août 2015.
3. Le délai de réalisation du postulat 20110280, Max Wiher, PVL, «Variante AggloLacPlus», est prolongé jusqu'en février 2015.

**Direction de l'action sociale et de la sécurité**

1. Postulat 20090261 Michèle Morier-Genoud / À radier du rôle

**La parole n'est pas demandée.**

**Vote**

Vu le rapport du Conseil municipal du 5 juin 2013 concernant la «Prolongation de délai ou la radiation du rôle de motions et postulats adoptés, mais non encore réalisés dans un délai de deux ans, relevant de la compétence de la Direction de l'action sociale et de la sécurité» et s'appuyant sur les articles 42, al. 2 et 43, al. 1 du Règlement du Conseil de ville de Bienne (RDCo 151.21), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Le postulat 20090261, Michèle Morier-Genoud, Groupe socialiste, «Pour une stratégie de logements à but social en ville de Bienne» est radié du rôle comme étant réalisé.

**Direction de la formation, de la culture et du sport**

1. Postulat 20090069 Béatrice Sermet-Nicolet / À radier du rôle

**La parole n'est pas demandée.**

**Vote**

Vu le rapport du Conseil municipal du 29 mai 2013 concernant «Prolongation de délai ou radiation du rôle des motions et postulats adoptés, mais non encore réalisés dans un délai de deux ans, relevant de la compétence de la Direction de la formation, de la culture et du sport, et s'appuyant sur les art. 42, al. 2 et 43, al. 1 du Règlement du Conseil de ville de Bienne (RDCo 151.21), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Le postulat 20090069, Béatrice Sermet-Nicolet, Groupe socialiste, «Le bilinguisme dans les collèges de la Ville» est radié du rôle comme étant réalisé.

**Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement**

1. Postulat 19980142 Paul Blösch / À radier du rôle
2. Postulat 20040116 Barbara Schwickert / À radier du rôle
3. Postulat 20050131 Antoine Steiner / Yann Walliser / Prolongation de délai
4. Motion urgente 20050485 Peter Moser / Prolongation de délai
5. Postulat 20070190 Olivier Ammann / Antonio Cataldo / À radier du rôle
6. Motion interpartis 20070272 Peter Moser / Daphné Rüfenacht / Peter Isler / Prolongation de délai
7. Postulat 20090063 Peter Moser / Prolongation de délai
8. Motion urgente 20090185 Daphné Rüfenacht / Prolongation de délai

9. Postulat 20100397 Salome Strobel / À radier du rôle
10. Motion 20110044 Andreas Sutter / Prolongation de délai
11. Postulat 20110089 Paul Blösch / À radier du rôle

**Löffel Christian, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU: Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU beantragt, das Postulat 20050131, Antoine Steiner, PSR, «Für einen gemütlicheren Bahnhofplatz» als Entlastung der Verwaltung abzuschreiben.** Als Begründung sei erwähnt, dass auch das Postulat 20070190, Olivier Ammann, PRR, Antonio Cataldo, CAT, «Taxis im Stadtzentrum» den Bahnhofplatz betrifft. In Zusammenhang mit diesem Postulat wird ausgeführt, ein Projekt sei aufgegleist und der Vorstoss könne daher abgeschrieben werden. Der Stadtrat soll dereinst über ein Projekt Bahnhofplatz befinden können, in welchem die Forderungen aus den überwiesenen Vorstössen berücksichtigt sind. Deshalb kann heute auch das Postulat 20050131 problemlos abgeschrieben werden. Ich gehe nicht davon aus, dass der Stadtrat das Projekt Bahnhofplatz dereinst ablehnen wird...

**Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt:** Es ist tatsächlich nicht sehr logisch, dass das Postulat 20070190, Olivier Ammann, PRR, Antonio Cataldo, CAT, «Taxis im Stadtzentrum» abgeschrieben werden soll und für das Postulat 20050131, Antoine Steiner, PSR, «Für einen gemütlicheren Bahnhofplatz» eine Fristverlängerung beantragt wird. Für das Projekt Bahnhofplatz wurde eine Begleitgruppe gebildet, in welche breite Kreise eingebunden sind. Dadurch können die verschiedensten Meinungen miteinbezogen werden. Der Gemeinderat kann dem Antrag zustimmen, das Postulat 20050131, Antoine Steiner, PSR, «Für einen gemütlicheren Bahnhofplatz» abzuschreiben.

**Bohnenblust Simon, GLP:** Das Postulat 20050131, Antoine Steiner, PSR, «Für einen gemütlicheren Bahnhofplatz» wurde seinerzeit als Motion eingereicht und beinhaltet sehr konkrete Forderungen, so beispielsweise einen Brunnen oder eine Skulptur mitten auf dem Platz sowie mindestens 12 Bänke. Der Stadtrat weiss heute noch nicht, wie der neue Bahnhofplatz aussehen wird. Ich finde, das Postulat 20070190, Olivier Ammann, PRR, Antonio Cataldo, CAT, «Taxis im Stadtzentrum» ist sehr allgemein gehalten, das Postulat «Für einen gemütlichen Bahnhofplatz» hingegen sehr konkret ausformuliert. Das ist meines Erachtens eine andere Ausgangslage.

**Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt:** Es handelt sich um ein Postulat. Dieses verlangt eine Prüfung des Anliegens. Dadurch, dass die Arbeitsgruppe die Forderungen im Rahmen der Projekterarbeitung prüft, ist das Postulat somit erfüllt. Es ist keine Motion mehr, die einen Springbrunnen oder eine gewisse Anzahl Bänke verlangt. Solche Anliegen wären übrigens auch gar nicht motionsfähig. Es stimmt aber, dass noch niemand genau weiss, wie der künftige Bahnhofplatz aussehen wird. Trotzdem bin ich der Meinung, das Postulat 20050131, Antoine Steiner, PSR, «Für einen gemütlicheren Bahnhofplatz» könne problemlos abgeschrieben werden.

**Ogi Pierre, président du Conseil de ville:** Nous allons voter la proposition de Monsieur Löffel, de radier du rôle le postulat 20050131 Antoine Steiner, "Une place de la Gare plus conviviale".

**Vote****La proposition est acceptée.****Vote**

Vu le rapport du Conseil municipal du 5 juin 2013 concernant «Motions et postulats adoptés / Délai de deux ans (Direction des travaux publics)», et s'appuyant sur les art. 42 et 43 du Règlement du Conseil de ville du 11 décembre 1996 (RDCo 151.21), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Le postulat 19980142, Paul Blösch, EVP, «Entrée sud des Gorges du Taubenloch plus attrayante» est radié du rôle comme étant réalisé.
2. Le postulat 20040116, Barbara Schwickert, Verts Bienne, «Développement durable» est radié du rôle comme étant réalisé.
3. Le postulat 20050131, Antoine Steiner, PSR, «Une place de la Gare plus conviviale» est **radié du rôle comme étant réalisé**.
4. Le délai de réalisation de la motion urgente 20050485, Peter Moser, FDP, «Pour un meilleur flux de la circulation sur l'axe Pont-du-Moulin – Faubourg du Lac – Route de Neuchâtel / Rue du Débarcadère» est prolongé jusqu'à fin août 2014.
5. Le postulat 20070190, Olivier Ammann, PRR, Antonio Cataldo, CAT, «Taxis au centre-ville» (uniquement point 1) est radié du rôle comme étant réalisé.
6. Le délai de réalisation de la motion interpartis 20070272, Peter Moser, FDP, Daphné Rüfenacht, Verts Bienne, Peter Isler, SP, «Énergie renouvelable aux Champs-de-Boujean (ouest et est)» est prolongé jusqu'à fin août 2015.
7. Le délai de réalisation du postulat 20090063, Peter Moser, Gorupe Forum, «Rénovation et assainissement de l'allée du Pasquart» est prolongé jusqu'à fin août 2014.
8. Le délai de réalisation de la motion urgente 20090185, Daphné Rüfenacht, Groupe Verts Bienne, «Standard MINERGIE-P® ou MINERGIE-P-ECO® pour la construction du bâtiment administratif municipal» est prolongé jusqu'à fin août 2014.
9. Le postulat 20100397, Salome Strobel, Groupe socialiste «Accroissement de la sécurité dans le passage sous-voies à la route de Brügg» est radié du rôle étant non réalisable.
10. Le délai de réalisation de la motion 20110044, Andreas Sutter, Groupe PPB plus, «Infrastructures portuaires modernes à Bienne» est prolongé jusqu'à fin août 2014.
11. Le postulat 20110089, Paul Blösch, EVP, «Piste de luge plus attrayante et plus sécuritaire le long du Funi Bienne-Macolin» est radié du rôle.

**128. Rapport d'activités 2012 de la Commission de gestion**

**Sutter Andreas, GPK:** Ich möchte darauf verzichten zu wiederholen, was im Geschäftsbericht der GPK steht. Zu allfälligen Fragen aus dem Rat gebe ich aber gerne Auskunft.

**La parole n'est pas demandée.**

### **Vote**

Le Conseil de ville **prend connaissance** du Rapport d'activités 2012 de la Commission de gestion.

### **129. Rapport d'activités 2012 de la Commission PPP**

**Kaufmann Stefan, PPP Kommission:** Es ist recht seltsam, über einen Jahresbericht 2012 zu sprechen, wenn schon fast der Jahresbericht 2013 verfasst wird. Ende gut - alles gut. 2012 war ein Jahr zwischen Hoffen und Bangen. Werden die Stadien realisiert oder nicht? Immer mehr Stimmen behaupteten, sie würden nicht gebaut. Trotzdem fand am 20. Dezember 2012 der Spatenstich statt. Viele Stadtratsmitglieder nahmen daran teil. So weit - so gut. Der Weg dorthin war aber schwierig und steinig, insbesondere auch was die Finanzierung betrifft.

Die PPP Kommission traf sich 2012 zweimal mit einer gemeinderätlichen Delegation. Dabei war die Kommission jeweils in einer schwierigen Situation, denn sie war auf Informationen vom Gemeinderat angewiesen. Den Stand eines laufenden Projektes kann sie kaum selber überprüfen. Sie kann zwar anlässlich der Sitzungen nachfragen, muss sich aber auf die Aussagen der Verwaltung und des Gemeinderats verlassen. Sagen diese, eine Kommissionssitzung mache keinen Sinn, geht die Kommission davon aus, dass das stimmt. Die PPP Kommission hatte jedoch das Gefühl, sie sei vom Gemeinderat umfassend, korrekt und sehr offen informiert worden. Sie hatte Einblick in die wesentlichen vertraglichen Unterlagen dieses komplexen Bauwerks und konnte feststellen, dass der Gemeinderat die Interessen der Stadt bestmöglich vertritt, auch wenn die Verhandlungen schwierig waren. Die PPP Kommission dankt dem Gemeinderat für seine offene Kommunikation. Sie hat ein gewisses Verständnis dafür, dass es während einer laufenden Planung nicht immer einfach ist, den richtigen Zeitpunkt für eine Information der Kommission zu finden. Die Kommission dankt auch dem Ratssekretariat für die gute Unterstützung im Laufe des Jahres.

**Vuille André, au nom du Groupe PPB/PDC/PBD:** Si l'on juge la minceur du rapport par rapport au volume du chantier en question on pourrait croire que la Commission PPP n'a pas fait son travail, alors qu'elle l'a très bien fait, comme l'a dit Monsieur Kaufmann. Elle s'est réunie deux fois et a gardé les contacts avec le Conseil Municipal. Il est néanmoins bien clair, que la Commission PPP ne pouvait pas commencer son travail avant le coup de pioche du 20 décembre 2012. Pour cette raison, tout au long de l'année il ne s'est pas passé grand chose. Le travail effectif viendra dans la seconde moitié de 2013 et en 2014. Merci au Président de la Commission PPP et aux membres pour leur travail.

**Fehr Erich, Stadtpräsident:** Ich danke dem Präsidenten der PPP Kommission für seine netten Worte. Manchmal ist es tatsächlich nicht sehr einfach, herauszufiltern, wann der Gemeinderat was sagen darf. Er hat aber versucht, so offen als möglich zu

informieren und damit Vertrauen zu schaffen. Offenbar ist das gelungen. Darüber bin ich sehr froh. Herrn Vuille möchte ich antworten, dass dieses Bauwerk bekanntlicherweise CHF 77 Mio. kostet. Es ist einfach unmöglich, darüber noch einen umfassenden Bericht zu verfassen. Irgendwo muss ja schlussendlich gespart werden. Ich möchte den Stadtrat noch darüber informieren, dass am Donnerstag, 5. September 2013, um 9.00 Uhr, die Grundsteinlegung erfolgen wird. Der Stadtrat ist dazu eingeladen!

## **Vote**

Le Conseil de ville **prend connaissance** du Rapport d'activités 2012 de la Commission PPP.

### **130. 20130174 Contrôle des prestations 2012 de la société CTS S.A.**

**Bösch Andreas, GPK:** Anlässlich der Diskussion zum Jahresbericht 2011 der CTS SA konnte die GPK erfreulicherweise feststellen, dass sich die CTS SA aufgefangen hat und auf gutem Kurs ist. Dieser Trend hat sich 2012 fortgesetzt. Bereits 2011 musste die Stadt die CTS SA mit dem seit Jahren kleinsten Beitrag unterstützen, er betrug 2012 noch CHF 440'000.-. Das ist weit weniger, als im Pachtvertrag vorgesehen. Die Zahlen und der Bericht sind erfreulich und die GPK dankt den beteiligten Personen für die Erstellung des Berichts. Bereits letztes Jahr stellte die GPK fest, dass die Zahlen beim Eisstadion relativ stark rückläufig sind. Dieser Trend liess sich auch 2012 nicht abwenden. Ähnlich wie 2011 sieht es auch beim Hirschensaal aus, wenn auch aus vielleicht etwas anderen Gründen als beim Eisstadion. Die GPK empfiehlt Kenntnisnahme des Leistungscontrollings 2012 der CTS SA.

**Bohnenblust Peter, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU:** Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU dankt für die grosse Arbeit der CTS SA und für den umfassenden und verständlichen Bericht. Sie hat nur eine kleine Frage: Auf Seite 27 des Berichts wird der ausserordentliche Aufwand mit CHF 258'009.- ausgewiesen. Auf Seite 25 steht, es handle sich dabei unter anderem um Rückstellungen von CHF 230'000.- für die Stades de Bienne. Wofür ist dieses Geld vorgesehen? Werden diese Aufwendungen später weiter verrechnet und auf welcher Rechnung wird der ausgegebene Betrag ersichtlich?

**Fehr Erich, Stadtpräsident:** Den Dank gebe ich gerne an die Verantwortlichen der CTS SA weiter. Ich bin froh, dass sich das Betriebsergebnis der CTS SA seit 2008 zuerst sprunghaft verbessert und anschliessend auf gutem Niveau stabilisiert hat. Die von der CTS SA betriebenen Anlagen weisen heute ein deutlich tieferes Zuschussbedürfnis aus als noch vor 10 Jahren. Das ist sicher eine positive Nachricht, die auf die gute Leistung der Mitarbeitenden zurückzuführen ist. Ich bin froh, dass das erfreuliche Resultat von 2011 im 2012 gehalten werden konnte. Im Mai oder Juni 2012 begannen die Bauarbeiten auf der Esplanade. Natürlich machte sich der Gemeinderat dazu Gedanken, ob diese Arbeiten Auswirkungen auf das Kongresshaus haben. Bisher schlug sich die Baustelle glücklicherweise nicht in den

Zahlen der CTS SA nieder. Das ist nicht zuletzt darauf zurückzuführen, dass sich die Verantwortlichen der CTS SA darum bemühen, für die Veranstaltenden trotz unmittelbarer Nähe zu einer Grossbaustelle möglichst angenehme Zustände zu schaffen. Auch die Bauverantwortlichen nahmen erfreulicherweise etliche Male Rücksicht. So wurde während bestimmten Veranstaltungen nicht gerammt, so dass das ganze Kongresshaus nicht vibrierte. Wird miteinander gesprochen, können immer Lösungen gefunden werden. Ich hoffe, dass dies auch in Zukunft der Fall sein wird.

Der Grund für die Einbussen beim Eisstadion ist beim öffentlichen Eislauf zu suchen: Einerseits gehen die Kinder einfach nicht mehr so oft Schlittschuh laufen wie früher. Andererseits ist das offene Eisfeld unpraktisch, insbesondere wenn es warm ist, schneit oder regnet. Die Stades de Bienne werden mit einem zweiten, gedeckten Eisfeld Abhilfe schaffen können. Es darf aber nicht ausser Acht gelassen werden, dass sich das Freizeitverhalten gegenüber den 70er- oder 80er-Jahren deutlich verändert hat.

Zur Frage von Herrn Bohnenblust: Der Gemeinderat beauftragte die CTS SA letztes Jahr, bis Ende 2014 ein Betriebskonzept für die Stades de Bienne vorzubereiten. Es sind Rückstellungen für diese Arbeiten eingeplant. In diesen Prozess wird auch die PPP Kommission eingebunden werden. Dabei braucht es für alles Mögliche Fachleute und Abklärungen. Es ist sehr komplex, für eine solche Anlage mit mehreren Eigentümern und verschiedensten Nutzungen ein Betriebskonzept zu erstellen, das finanziell aufgeht. 2007 machten die damaligen Verantwortlichen gewisse Aussagen zu den finanziellen Auswirkungen der Stades de Bienne. Dafür fühle ich mich auch etwas verantwortlich, denn ich war damals Präsident der PPP Kommission. Der damals versprochene Rahmen muss eingehalten werden. Für die Planung einer Anlage, die noch gar nicht realisiert ist, braucht es einen gewissen Support. Im Weiteren muss demnächst eine Dokumentation erarbeitet werden, um die Stades de Bienne auch für nichtsportliche Nutzungen wie Generalversammlungen, Kongresse oder Konzerte nutzen zu können. Solche Veranstaltungen werden mit einem Vorlauf von 12 bis 18 Monaten geplant. Spätestens Anfang nächsten Jahres müssen Mieter für den Sommer 2015 akquiriert werden können. Die CTS SA kümmert sich momentan provisorisch darum und der Gemeinderat wird Ende Jahr entscheiden, ob die CTS SA das Betriebsführungsmandat definitiv erhält oder nicht. Wenn ja, ist das Thema der Rückstellungen erledigt, denn in diesem Fall würden sie in der Bilanz der CTS SA als aufgelöste Rückstellungen sichtbar und tauchten in keiner anderen Abrechnung auf. Sollte das Betriebsführungsmandat an einen Dritten übertragen werden, würde sich hingegen die Frage stellen, ob diese Vorleistungen angerechnet werden können. Diese Frage wird aber erst geklärt, wenn es tatsächlich soweit kommen sollte.

## **Vote**

Vu le rapport du Conseil municipal du 8 mai 2013 concernant le «Contrôle des prestations 2012 de la société CTS S.A.» et s'appuyant sur l'art. 7 du contrat de prestations avec bail à ferme conclu entre la Commune municipale de Bienne et la société Congrès, Tourisme et Sport S.A. en date du 19 mars 2009, le Conseil de ville **arrête:**



Il est pris connaissance du rapport sur le contrôle des prestations 2012 de la société CTS S.A.

### **131. 20130194 Transports publics biennois (TPB) / Rapport de gestion et compte annuel 2012**

**Stöckli Schwarzen Heidi, GPK:** Der Stadtrat hat einen ansprechend gestalteten Bericht der Verkehrsbetriebe (VB) zur Kenntnis zu nehmen, der einen ausgewählten Blick auf die Bereiche Markt, Betrieb, Technik und Personal erlaubt. Der Stadtrat erfährt beispielsweise, dass im Bereich Markt die Fahrgastzahlen wieder zugenommen haben, die Einnahmen gestiegen sind, die Funic-Seilbahnen per 1. Januar 2014 integriert werden sollen, der sehnlich erwartete integrale Tarifverbund per Ende 2014 umgesetzt werden soll und dass das Regiotram bis Ende 2014 in der Warteschleife ist. Zum Bereich Betrieb erfährt der Stadtrat, dass das Thema Baustellen für die VB ein Dauerbrenner ist, dass sich die VB um betriebliche Verbesserungen bemühen (beispielsweise mehr Platz im Bus, Einhalten des Fahrplans) und dass in der Kurve beim Spital endlich eine Ampel installiert werden soll, weil es für die Gelenkbusse sonst gefährlich ist. Zudem sollte die Busbevorzugung in der Stadt und der Ausbau der Busspuren vorangetrieben werden, erhöht sich doch dadurch die Fahrplansicherheit. Das ist vor allem für diejenigen wichtig, die einen Anschluss nicht verpassen oder nicht zu spät zu einem Termin kommen wollen. Im Weiteren erfährt der Stadtrat, dass in die Technik investiert wurde, also in die Fahrzeuge, die Fahrleitungen, das elektronische Informationssystem und auch in das VB-Gebäude. Beim Personal wird nur über die Weiterbildung berichtet. Insbesondere ist die Rede von einem Chauffeurkurs für ökologisches Fahren. Zudem bilden die VB momentan einen Mechatroniker aus. Ein zweiter Lernender hat die Lehre abgebrochen, weshalb die VB im nächsten Jahr niemanden ausbilden werden. Ich fände es wichtig, dass die VB danach wieder Lehrstellen anbietet, auch wenn im Zuge kantonaler Sparmassnahmen Mechatroniker womöglich ihren Berufsschulstandort Biel verlieren.

Ein Thema vermisste ich aber im vorliegenden Bericht, nämlich das Thema Nachhaltigkeit. Die Fraktion Grüne wünscht sich seit zwei Jahren, dass dieses Thema im Geschäftsbericht berücksichtigt wird. Trotz der letztjährigen Versprechen von Herrn Klopfenstein, sich dafür einzusetzen, fehlt eine Erwähnung auch dieses Jahr. Ich fand einzig den Hinweis, dass für das Heizen mehr Gas gebraucht wurde und die erwähnte Aussage zum ökologischen Fahrkurs, dank welchem wohl etwas Kraftstoff eingespart werden kann. Die GPK findet, dass auf das Anliegen der Fraktion Grüne eingegangen werden müsste und die Ökologie im Bericht erwähnt werden sollte. Schliesslich müssen auch die VB an das Energiestadtlabel beitragen.

Die GPK nimmt wohlwollend zur Kenntnis, dass die VB bestrebt sind, ein qualitativ hochstehender Dienstleistungsbetrieb zu sein. Dass sie das sind, zeigt eine Städtevergleichsstudie: im Vergleich mit 53 anderen Städten belegen die VB Platz 7. Sie werden für das gute Fahrplanangebot und das dichte Haltestellennetz gerühmt. Ich finde, dass die VB sehr kundenfreundlich sind. Trotzdem braucht es nach wie vor noch Anreize, um neue Kundschaft zu gewinnen. Die erwähnte Studie zeigte auf,

dass das Angebot der VB zu wenig genutzt wird. Die Studie spricht von Biel als einer automobilen Region. Die GPK nimmt wohlwollend zur Kenntnis, dass die VB ein gutes Unternehmensergebnis erwirtschaften wollen und auch erwirtschaftet haben. 2012 fiel der Gewinn etwas kleiner aus als 2011, beträgt aber immer noch CHF 42'000.-, dies bei praktisch gleichen Lohnkosten wie im Vorjahr sowie zusätzlichen Investitionen in die Infrastruktur und einem tieferen Zins- und Steuerergebnis. Was das für das Personal heisst, weiss die GPK nicht, wird es aber im Auge behalten. Die GPK nimmt im Weiteren wohlwollend zur Kenntnis, dass die VB als Unternehmen vorausschauend zu planen versuchen und mögliche zukünftige Entwicklungen vorausnehmen oder einbeziehen wollen, um konkurrenzfähig zu bleiben. Dazu gehören wahrscheinlich, wie erwähnt, die Integration der Funic-Seilbahnen, soweit möglich die Beteiligung am Regiotram und der integrale Tarifverbund. All das sind Elemente, die wohl zu einer dem Stadtrat nicht bekannten Eigentümerstrategie gehören. Aufgrund der Konkurrenzsituation kann diese Strategie auch nicht bekannt werden. Die GPK verdankt den Bericht der VB und empfiehlt ihn zur Kenntnisnahme.

**Freuler Fritz, Fraktion Grüne:** Die Fraktion Grüne dankt für den Jahresbericht der VB und den Bericht des Gemeinderats. Meine erste Bemerkung hat die GPK-Sprecherin bereits vorweggenommen. Die Nachhaltigkeit wird nämlich nun bereits zum dritten Mal nicht erwähnt. Ich kann das Votum von Frau Stöckli Schwarzen sogar noch untermauern. Im Protokoll der Stadtratssitzung vom 28. Juni 2012 wird der damalige Baudirektor nämlich wie folgt zitiert: "*[...] werde ich dafür sorgen, dass sie (Anmerkung Ratssekretariat: die Nachhaltigkeit) nächstes Jahr im Bericht Eingang findet.*" Ich möchte den Gemeinderat darum bitten, dies ernst zu nehmen. Noch nicht zur Sprache kam ein Punkt zum Personal, der mir wirklich Sorgen bereitet. Letztes Jahr habe ich von den Mitarbeitenden der VB einiges erfahren, was mich dazu bewog, die Interpellation 20120309, «Verkehrsbetriebe Biel: Sozialpartnerschaft und Personalführung wirft Fragen auf» einzureichen. Der Gemeinderat hat diese in der Zwischenzeit beantwortet und sie wurde anlässlich der Stadtratssitzung vom 16. Mai 2013 behandelt. In der Presse erschienen zu diesem Thema mehrere Artikel. Von all dem steht weder im Bericht der VB noch im Bericht des Gemeinderats etwas. Wenn grosse Teile des Personals kein Vertrauen in die Betriebsleitung haben, können sie auch keine gute Arbeit verrichten. Die Probleme kamen in einer Mitarbeiterbefragung 2010 zum Vorschein. Damals wurde gesagt, es würden Massnahmen ergriffen, die vermutlich nun erfolgt sind. In diesem Jahr wurde aber eine weitere Mitarbeiterbefragung durchgeführt, die meines Wissens kein besseres Resultat ergab. Ich möchte das nicht kritisieren, habe aber grosse Hoffnungen, dass mit dem Wechsel in der Gemeinderatsdirektion und mit ihrem Einsitz im Verwaltungsrat der VB die Bemühungen fruchten und zukünftig eine Sozialpartnerschaft gelebt werden kann, die ein besseres Betriebsklima zulässt.

**Grupp Christoph, Grüne:** Ich wollte schon fast die Flinte ins Korn werfen. Erst möchte ich die VB aber noch loben, denn sie haben 2012 gute Arbeit geleistet. Die Finanzen stimmen, die Fahrgastzahlen sind gestiegen, qualitativ scheint auch alles in Ordnung zu sein. Offenbar verlief das Re-Audit erfolgreich. Trotzdem kann ich es nicht lassen, auf mein Lieblingsthema in diesem Zusammenhang zu sprechen zu kommen, nämlich die Umwelt- und Nachhaltigkeitsaspekte dieses Betriebs. Zu den von mir immer wieder angesprochenen Bereichen Ökologie, Klimaschutz, Energieeffizienz und Betriebsökologie findet sich auch im vorliegenden Bericht nicht wahnsinnig viel. Das ist für mich unverständlich, denn öV-Nutzende sind

normalerweise erhöht sensibilisiert für Umwelt- und Energiefragen. Ein Unternehmen, das diesem Umstand Rechnung trägt, kann damit rechnen, entsprechend mehr Kundschaft über diese Schiene abzuholen. Es ist zudem eine Marketingfrage, die hier nicht genutzt wird. Wie gesagt, war ich schon fast soweit, die Flinte ins Korn zu werfen. Dann las ich aber einen Begriff, der mich hoffen liess: "*Ecodrive*". Das ist fast ein Zauberwort. Es geht darum, in Fahrkursen zu lernen, effizient und mit wenig Energieeinsatz zu fahren. Offenbar haben die VB diesen Kurs ihrem Personal angeboten, was durchaus löblich ist. Also geht doch etwas. Zum ersten Mal keimt so etwas wie Hoffnung in mir auf, dass vielleicht in einem nächsten VB-Bericht etwas über den Energieverbrauch oder den CO<sub>2</sub>-Ausstoss der Flotte steht. So würden die VB auf dieser Ebene vergleichbar mit anderen Verkehrsunternehmen. Die GPK-Sprecherin sagte, dass das Fehlen solcher Angaben schon früher bemängelt wurde. Entsprechend wären eigentlich Aussagen dazu für den vorliegenden Bericht erwartet worden. Es geht ja nicht darum, dass zuhänden des Stadtrates oder der Öffentlichkeit tolle Dinge in diesen Bericht geschrieben werden. Vielmehr geht es um die in diesem Bereich ergriffenen Massnahmen. Wenn ich so wenig über ergriffene Massnahmen lesen kann, nehme ich an, dass nichts unternommen wurde. Falls doch, fände ich es umso bedauernswerter, dass im Bericht nichts erwähnt wird. Deshalb möchte ich nochmals an den Verwaltungsrat und die Bau-, Energie- und Umweltdirektion appellieren, dass sie die VB dazu anhalten, sich den Themen Nachhaltigkeit, Energieeffizienz und Klimaschutz ernsthaft anzunehmen und auch darüber zu berichten.

**Pichard Alain, GLP:** Ich bin nicht immer einverstanden mit Herrn Freuler. Es stimmt aber, dass es beim Personal der VB grosse Unzufriedenheit gab. Darüber wurden auch etliche Berichte verfasst. Ich weiss nicht, was ein Geschäftsbericht muss oder soll. Dass über diese Probleme aber gar nichts darin steht, finde auch ich stossend, darin muss ich Herrn Freuler Recht geben. Die Unzufriedenheit besteht weiterhin und doch ist Vieles im Fluss. Ich denke, darüber müsste in einem Geschäftsbericht etwas zu lesen sein.

**Fehr Erich, Stadtpräsident:** Von seiner Ausbildung her ist Herr Klopfenstein ja Fürsprecher. So wie es aussieht, muss aber wohl ich seine Verteidigung übernehmen. Ich gehe davon aus, dass es ein Versehen war, dass Ausführungen zur Nachhaltigkeit im Geschäftsbericht der VB nochmals fehlen. Wahrscheinlich übersah dies sogar das grüne Verwaltungsratsmitglied François Contini... Herr Freuler hat mir aber Vorschusslorbeeren gegeben und ich werde mich dafür einsetzen und hoffe, dass es mir in meinem ersten Jahr als Verwaltungsrat der VB gelingt, die Themen Energieeffizienz und Klimaschutz in den Jahresbericht einzubringen.

Die Spannungen zwischen Teilen des Personals und einzelnen Kaderpersonen sind auch mir bekannt. Solche Probleme sind nicht immer einfach zu lösen, aber ich bin mir nicht sicher, ob eine Abhandlung dieser Thematik im Geschäftsbericht der VB oder im begleitenden Bericht des Gemeinderats wirklich viel bringen würde. Wichtig ist, dass die Probleme erkannt werden und versucht wird, diese zu lösen. Konflikte sind nicht immer nur strukturell bedingt, sondern manchmal auch personell. Menschen können aber nicht von Grund auf verändert werden. Also muss versucht werden, das Problem anders zu lösen. Ich erhalte nun verstärkten Einblick und weiss, dass organisatorische Massnahmen vorgesehen sind. Damit sollten die entstandenen Konflikte entschärft werden können. Ich glaube aber nicht, dass es zu einer Störung

des sozialpartnerschaftlichen Verhältnisses gekommen ist. Vielmehr handelt es sich um punktuelle innerbetriebliche Probleme und nicht generell um Konflikte zwischen der Gewerkschaft und den VB.

Frau Stöckli Schwarzen hat den Modal Split angesprochen, also das Verhältnis zwischen dem öffentlichem Verkehr (öV), dem motorisierten Individualverkehr (MIV) und dem Langsamverkehr. Es stimmt, dass im Tätigkeitsgebiet der VB ein schlechter Modal Split vorliegt. Das liegt nicht primär an der Stadt, sondern vielmehr an der Agglomeration, und es hat sicher mit dem historischen Erbe Biels zu tun. Biel war früher eine Autostadt, bis 1975 war General Motors (GM) hier angesiedelt. Zudem sind die EinwohnerInnen des Berner Juras auch etwas stärker ins Auto verliebt als die DeutschschweizerInnen, das ist eine Tatsache. Fairerweise muss aber zugegeben werden, dass die Erschliessung des Berner Juras durch den öffentlichen Verkehr wenig attraktiv ist. Der Modal Split wird auch aufgrund der strukturellen Gegebenheiten negativ beeinflusst. Suboptimal ist sicher auch der fehlende integrale Tarifverbund. Wer heute von Schüpfen aus ins Spitalzentrum will, kann nicht in Schüpfen ein Billet lösen und bis zum Spitalzentrum fahren, weil dabei vom Libero-ins Zigzag-Gebiet gewechselt wird. Kommt Ende 2014 der integrale Tarifverbund, wird sich dies ändern. Ich bitte die Stadtratsmitglieder daher bereits heute, dannzumal nicht zu jammern, denn es wird beispielsweise nicht mehr möglich sein, mit einem Billet vom Bahnhof zur Eisbahn zu fahren, denn es wird ein Zonensystem eingeführt werden. Das ist eine Konsequenz des integralen Tarifverbundes. Aber der Gemeinderat ist überzeugt davon, dass sich der Modal Split mit einem verbesserten öV-Angebot verbessern wird. Verbessertes Angebot bedeutet einfaches Ticketing und attraktive Verbindungen. Bezüglich Letzterem steht Biel meines Erachtens nicht schlecht da. Vielleicht fahren gewisse Buslinien am Abend und am Wochenende nur noch im Halbstundentakt. Das ist aber eine Frage der finanziellen Mittel. Zu einem verbesserten Angebot gehören auch die Qualität der Fahrzeuge und der Fahrstil der FahrerInnen. Daran arbeiten die VB. So kann der Modal Split verbessert werden. Die Bieler Strassen sind regelmässig verstopft, seit der Schliessung des Autobahnanschlusses Brügmoos sogar noch häufiger als vorher. Somit dürfte allen klar sein, dass besser das öV-Angebot genutzt werden sollte. Für diejenigen, die sich noch zu wenig motiviert fühlen, sollen die erwähnten Verbesserungsmassnahmen ergriffen werden. Biel ist übrigens auch eine geeignete Velostadt, zumindest für diejenigen, die nicht zuoberst im Beaumont wohnen, weil Biel eigentlich sehr flach ist. Wenn alle immer das situativ sinnvollste Verkehrsmittel wählen, kann ein schlauer Modal Split erreicht werden, der allen dient, nicht zuletzt der Umwelt.

### **Vote**

Vu le rapport du Conseil municipal du 15 mai 2013 concernant «Transports publics biennois (TPB) / Rapport de gestion et compte annuel 2012», et s'appuyant sur l'art. 12, al. 3 du Règlement du 26 novembre 2000 sur la création de l'entreprise municipale autonome de transport de Bienne (RDCo 764.0), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

Il est pris connaissance du compte annuel (rapport de révision inclus) et du rapport de gestion 2012 des Transports publics biennois (TPB).

**132. 20130141 Contrôle des prestations 2012 de la société Parking Bienne S.A.**

**Strobel Salome, GPK:** Die GPK nimmt den Geschäftsbericht der Parking AG wohlwollend zur Kenntnis. Vor allem beim Bahnhofparking nahm die Auslastung erfreulicherweise zu. Das liegt sicher an der Aufhebung der Parkplätze im Zusammenhang mit der Baustelle auf der Esplanade. Vor allem aber hat es mit der professionellen Parking-Pächterin APCOA AG zu tun. Die gute Auslastung des Bahnhofparkings hat auch eine positive Auswirkung auf den Gewinn, muss die APCOA AG neben dem Pachtzins der Stadt doch auch eine Umsatzpacht entrichten. Persönlich freut mich aber am meisten, dass sich die Velostation positiv entwickelt. Auslastung und Umsatz konnten erfreulich gesteigert werden, was auch auf die gute Führung der APCOA AG zurückzuführen ist. Nicht ganz so erfreulich wie das Bahnhof-Parking lief das Altstadtparking. Das hängt vor allem damit zusammen, dass der Neubau über dem Parking noch lange eine Baustelle war. Die Finanzdirektion hat der GPK bestätigt, dass inzwischen die gemäss Bericht noch ausstehende Werkabnahme aber erfolgt ist. Eine kleine Kritik erlaube ich mir dazu: letztes Jahr mahnte der GPK-Sprecher an, dass im Geschäftsbericht die Namen der Verwaltungsratsmitglieder nicht aufgeführt werden. Das wiederholt sich leider auch dieses Jahr. Dafür liegt der Bericht dieses Jahr zweisprachig vor. Die GPK dankt für den Bericht und empfiehlt Kenntnisnahme.

**Gugger Reto, Fraktion BVP/CVP/BDP:** Die Fraktion BVP/CVP/BDP geht mit dem Votum der GPK-Sprecherin einig. Der Bericht des Gemeinderats ist sehr informativ und übersichtlich. Die Nutzungszahlen zeigen, dass die Parkiermöglichkeiten einem wirklichen Bedürfnis entsprechen. Die Fraktion BVP/CVP/BDP hat aber noch eine Frage an die zuständige Gemeinderätin: es kursieren widersprüchliche Gerüchte betreffend die Aufstockung des Bahnhofparkings. Auf der letzten Seite des Berichts steht, dass die bestehende Erweiterungsoption momentan nicht wahrgenommen wird. Kann die Finanzdirektorin den Stadtrat über den aktuellen Stand informieren?

**Steidle Silvia, directrice des finances:** Je remercie bien entendu la porte-parole de la Commission de gestion pour ses bons propos et pour avoir bien reçu ce rapport de gestion. Effectivement, l'exploitation des parkings et leur gestion connaît un développement fort réjouissant avec, ainsi que vous avez pu le lire dans ce rapport, un bénéfice net de près de 278'000 fr. Je peux déjà dire, que ce développement se poursuivra en 2013, du fait que le taux d'occupation continue d'augmenter, tant dans le Parking de la Gare, comme aussi dans le Parking de la Vielle-Ville, qui connaît un développement de l'ordre d'environ 150%. Ceci est normal et correspond aussi aux attentes actuelles, si l'on compare les deux parkings.

En ce qui concerne les noms des membres du Conseil d'administration, je dois jouer le rôle d'avocate de l'ancien Président du Conseil d'administration, car ils ne figurent effectivement pas dans le rapport. Par contre, la liste de ces membres figure au point 5 des "Anträge des Verwaltungsrats an die Generalversammlung" (pièce jointe au rapport). L'année prochaine, le Conseil municipal insérera cette liste dans le rapport. Concernant la question de l'augmentation des places de parking, le Conseil municipal est de l'avis, qu'en Ville, il n'y a actuellement pas besoin de places de stationnements supplémentaires, surtout si l'on tient aussi compte du développement du Parking du Palais des Congrès. Quant au projet mentionné au point 5 du rapport, il ne s'agit pas d'un projet de parking, mais de l'évaluation de la

possibilité qu'un autre projet de développement puisse trouver sa place sur le parking existant actuellement à la Gare.

### **Vote**

S'appuyant sur l'article 9 du Règlement concernant la société Parking Bienne S.A. RDCo 761.6), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

Il est pris connaissance du rapport du Conseil municipal du 24 avril 2013 concernant l'exécution des tâches confiées à la société Parking Bienne S.A. conformément au Règlement concernant la société Parking Bienne S.A.

### **133. 20130172 Rapport d'activités 2012 Energie Service Biel/Bienne**

**Scherrer Martin, GPK:** Wie bereits der Rechnung 2012 entnommen werden konnte, hat der ESB ein erfolgreiches Jahr hinter sich und konnte höhere Abgeltungen an die Stadt abliefern als ursprünglich budgetiert. Der Cashflow ist zwar etwas tiefer als in den Vorjahren und gemäss Geschäftsbericht besteht Nachholbedarf bei den Investitionen. Trotzdem findet die GPK, der ESB weise sehr gute Voraussetzungen für ein Bestehen auf dem Markt auf. 2012 stand beim ESB die Auslagerung im Fokus. Zwei Meilensteine werden im Geschäftsbericht konkret erwähnt: Einerseits konnte ein Gesamtarbeitsvertrag abgeschlossen werden, andererseits musste die ganze Buchhaltung auf die neuen Standards ausgerichtet werden. Der Geschäftsbericht ist vollständig und liefert eine umfassende Berichterstattung über alle Geschäftsfelder mit sehr vielen Kennzahlen. Die GPK dankt allen an der Erarbeitung des Geschäftsberichts Beteiligten. Der Stadtrat darf den Geschäftsbericht dieses Jahr noch genehmigen. Nächstes Jahr wird es wahrscheinlich nur noch eine Kenntnismassnahme sein, da sich die Kompetenzen durch die Auslagerung leicht verschoben haben. Die GPK empfiehlt, den Geschäftsbericht zu genehmigen.

**Schwicker Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt:** Für den ESB geht eine Ära zu Ende und eine neue beginnt. Auch wenn die Kundschaft davon nicht viel merken wird, ist das ein wichtiger Schritt. Herr Scherrer sagte richtig, dass der Stadtrat den Geschäftsbericht dieses Jahr zum letzten Mal genehmigen kann. Künftig wird das der Gemeinderat tun und dem Stadtrat wird nur noch Kenntnis gegeben, so wie das bei den VB, der CTS SA oder der Parking AG der Fall ist. Aktives Mitdenken und Diskutieren sind aber sicher auch später erwünscht.

### **Vote**

Vu le rapport du Conseil municipal du 8 mai 2013 concernant le rapport d'activités 2012 d'Energie Service Biel/Bienne, et s'appuyant sur l'art. 8, al. 3 du Règlement ESB (RDCo 741.1), le Conseil de ville **arrête**:

Le rapport d'activités 2012 d'ESB est approuvé.

**134. Interpellation urgente 20130079, Peter Bohnenblust, FDP, "Mauvaises priorités ou manque d'échange d'informations?"**

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 1)

L'interpellant est **satisfait** de la réponse.

**Ogi Pierre, président du Conseil de ville:** Monsieur Bohnenblust renonce à prendre la parole.

**135. Postulat urgent 20130116, Roland Gurtner, Passerelle, "Réalisation d'une centrale de mobilité"**

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 2)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

**Gurtner Roland, Passerelle:** Je suis très satisfait de voir que l'affaire est sur la bonne voie. Après avoir remercié le Conseil municipal, je ne puis donc que recommander d'accepter la proposition du Conseil municipal.

**La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.**

**136. Interpellation 20130039, Christoph Grupp, Les Verts, "Projet manqué de pont pour le Nouveau Musée Bienne"**

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 3)

L'interpellant est **satisfait** de la réponse.

**Grupp Christoph, Grüne:** Ich danke dem Gemeinderat für diese Beantwortung, mit der ich grösstenteils zufrieden bin. Kritisieren möchte ich einzig, dass aus der Antwort nicht klar hervorgeht, woran das Brücken-Projekt gescheitert ist. Vielleicht habe ich das aber auch zu wenig klar nachgefragt... Angesichts der Tatsache, dass auf einen Weiterzug an übergeordnete juristische Instanzen verzichtet wurde, dürften die Einsprechenden starke Argumente gehabt haben. Darüber schweigt sich die Antwort völlig aus. Es geht ja nicht darum, Schuldige zu finden. Vielmehr geht es darum, herauszufinden, was bei diesem Projekt falsch gelaufen ist. Der Gemeinderat äussert sich in seiner Antwort nicht dazu, wie ein Scheitern dieses Brücken-Projektes hätte vermieden werden können. Ich finde es grundsätzlich falsch und extrem störend, dass ein Projekt, das im Zusammenhang mit dem wohl wichtigsten städtischen Museum steht, bereits in der Vorphase einen derart grandiosen Schiffbruch erleidet. Ich hoffe, dass sich dies künftig nicht wiederholt. Wenn der Gemeinderat noch ein paar erhellende Informationen dazu geben könnte, woran das Brücken-Projekt schlussendlich gescheitert ist, wäre ich mit der Antwort ganz zufrieden.

**Bohnenblust Peter, FDP:** Ich spreche nicht nur als Stadtrat, sondern auch als Stiftungsratsmitglied der Stiftung Charles Neuhaus Biel. Ich glaube, dass es für den Gemeinderat schwierig war, eine umfassende Antwort zu geben. In den Zeitungen gab es Antworten. Dieses Vorhaben war nicht städtisch, sondern ein Projekt der Stiftung Neuhaus. Auch die Denkmalpflege war involviert. Insofern galt das Projekt als vorerst abgesichert. Erst in einer zweiten Phase vertrat ein externer Gutachter eine andere Meinung als die hiesige Denkmalpflege, worauf der Stiftungsrat beschloss, nicht weiter Geld in dieses Projekt zu investieren, sondern es zurückzuziehen. Deshalb habe ich das Gefühl, dass der Stiftungsrat seine Aufgabe richtig wahrgenommen hat und mit dem Geld sorgfältig umgegangen ist. Obwohl ich noch mehr dazu sagen könnte, verzichte hier aber darauf.

**Némitz Cédric, directeur de la formation, de la culture et du sport:** Cette affaire montre bien la situation dans laquelle se trouvent les institutions culturelles, à savoir que celles-ci ne sont désormais plus directement gérées par le Conseil municipal, mais par les conseils de fondations, qui sont responsables des projets les concernant. Le Conseil municipal a effectivement essayé d'expliquer, que le Conseil de fondation Neuhaus porte la responsabilité de l'évolution du projet en question. Évitant de revenir dans les détails, j'aimerais juste signaler, que le Conseil municipal suit l'évolution actuelle de la situation, le développement et les nouveaux projets. L'idée est d'avoir un nouveau projet, qui sera évalué et en fonction de ce qui sera proposé, le Conseil municipal passera à la réévaluation des sommes mises à disposition par la Fondation Neuhaus. Si rien n'est entrepris, un remboursement partiel du crédit est possible.

### **137. Postulat urgent 20130117, Daniel Suter, PRR, "Votation du 24 novembre 2013; point de vue de la Ville de Bienne"**

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 4)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat et de la radier du rôle.

**Suter Daniel, PRR:** Le 24 novembre de cette année, la population du Jura bernois sera appelée à voter sur son avenir institutionnel. L'enjeu de cette votation constitue, à terme, une nouvelle frontière cantonale aux portes de la Ville de Bienne au cas où, tout ou une partie du Jura bernois devait quitter le Canton de Berne. Pour la Ville de Bienne et cela saute aux yeux, une telle perspective revêt une importance capitale. Le seul engagement du Jura bernois dans un processus visant la constitution d'une nouvelle entité avec le Canton du Jura bloquerait la collaboration régionale, pour les prochaines dix à quinze années. Bien sûr, la Ville de Bienne continuerait d'exister, mais risquerait de perdre son bilinguisme. Tout le monde n'attache pas la même importance à cette particularité de la Ville de Bienne, mais il est toutefois possible d'affirmer objectivement et sans hésiter, qu'il s'agit là de la qualité la plus marquante de notre Ville, la plus grande ville bilingue de Suisse. Cela avec tous les défis, mais aussi surtout avec tous les atouts qu'un tel statut comporte, qui agissent comme facteurs d'implantation économique, notamment pour l'industrie horlogère. D'autre part, le bilinguisme constitue une richesse extraordinaire pour toutes celles et ceux qui savent en tirer profit. Or, le risque qui pèse sur le bilinguisme de notre Ville, dans



le contexte de la question jurassienne, a été analysé à plusieurs reprises. En 1993, le rapport Haenni (Les francophones du Canton de Berne), affirmait qu'il n'était pas possible, que la Ville de Bienne puisse maintenir une politique de bilinguisme, si la frontière politique venait à se déplacer vers le Taubenloch. En 2011, le rapport de l'Institut CEAT (Quelles perspectives pour Bienne et son bilinguisme?) a mis en évidence la gravité des conséquences pour la Ville de Bienne, notamment son bilinguisme, d'un éventuel départ du Jura bernois du Canton de Berne. Devant cet enjeu, la Ville de Bienne ne pouvait rester muette. Il fallait qu'elle communique son point de vue et ceci a été fait avec la réponse donnée à mon postulat, sans s'écarter de sa politique de neutralité active, qu'elle suit depuis de nombreuses années. Mon postulat n'avait d'ailleurs pas comme but l'abandon de cette doctrine, compte tenu de l'histoire de la question jurassienne en Ville de Bienne, que le Conseil municipal résume de manière pertinente dans sa réponse. L'attitude de neutralité de la Ville de Bienne est par ailleurs judicieuse du point de vue du tact et même de la tactique, puisqu'une ingérence trop envahissante de la Ville de Bienne dans les affaires du Jura bernois pourrait être mal comprise par sa population. Ceci étant, le communiqué de la Ville, publié au début juin, reste extrêmement sibyllin. Et pourtant, en regardant de près, on peut se rendre compte que tout y est. Bienne est consciente des liens historiques, culturels et économiques, qui l'unissent au Jura bernois et veut tout mettre en oeuvre pour les soigner et les développer, notamment par des coopérations sous forme de partenariat, dans des domaines d'intérêt commun. Elle veut approfondir la confiance mutuelle entre les populations du Jura bernois et de Bienne. Enfin, elle veut intervenir auprès du Canton pour sauvegarder et encore développer le bilinguisme cantonal et régional. Finalement, le Conseil municipal doit toutefois reconnaître le défi et il s'agit d'un euphémisme, que tous ces projets représenteraient si le Jura Bernois quittait le Canton de Berne. Le Canton ne pourrait plus entretenir les structures bilingues, telles qu'elles existent aujourd'hui et le bilinguisme, ainsi que nous le vivons aujourd'hui dans notre Ville, serait voué à disparaître. En un mot comme en mille, Bienne la bilingue a besoin du Jura Bernois. La Ville de Bienne, par son Conseil municipal et son Conseil de ville, peut l'affirmer, sans que cela puisse être considéré comme une ingérence inappropriée dans les affaires jurassiennes. Il nous reste encore quelques semaines pour le répéter, sur les tonalités que nous choisirons. J'encourage le Conseil municipal de le faire, au nom de la Ville et je l'en remercie d'avance. Le premier pas est fait avec la réponse donnée à mon postulat, qui peut, de ce fait, être radié du rôle.

**Sermet-Nicolet Béatrice, PSR:** J'avais préparé une prise de position un peu plus longue, que je m'efforcerai de raccourcir un maximum, pour aller à l'essentiel. La neutralité biennoise, dans la question jurassienne, a certes des racines historiques dans les plébiscites jurassiens des années 1974-1975. Dieu merci, cette époque est révolue et la situation n'est plus la même aujourd'hui. Le rapport Haenni, cité tout à l'heure par Monsieur Suter, rappelle en 1993, qu'au fil des événements liés à la création du Canton du Jura, la Ville de Bienne a initialement adopté une position, que l'on pourra qualifier de neutre. Monsieur Suter ayant déjà présenté et rappelé ce en quoi consiste cette position de neutralité active, je n'y reviendrai pas très longuement. L'activité de ladite neutralité est, au fond, concentrée dans les activités du Conseil des affaires francophones du district bilingue de Bienne (CAF) d'une part et d'autre part, dans la Délégation biennoise aux affaires jurassiennes (DBAJ), qui s'est, tout au long de ces derniers mois et ces dernières années, activée dans ce domaine. Je ne reviendrai pas non plus sur le rapport de l'Institut CEAT (Quelles perspectives pour

Bienne et son bilinguisme?), mais je me permets cependant, de vous lire cette citation: *"En cas de départ du Jura bernois du Canton de Berne, la Ville et l'arrondissement de Bienne ne risquent guère de souffrir économiquement. De même, la région ne perdrait pas beaucoup de postes, ni de services. Toutefois, la communauté francophone perdrait en importance et en influence. Pour le Canton de Berne, le prix pour maintenir un bilinguisme sous perfusion et vidé d'une partie de sa substance risquerait d'être lourd à payer."* À ce stade, il est important d'insister sur le fait, que la neutralité active n'est en aucun cas une marque de désintérêt pour le Jura bernois et ce qui va s'y passer prochainement, mais que c'est une marque de respect pour sa population, qui doit pouvoir se prononcer souverainement et sans être soumise à pressions. Pour schématiser, la citoyenne et le citoyen, qui voteront le 24 novembre, doivent pouvoir déposer leur bulletin dans l'urne en se posant la question: ma décision est-elle bonne pour moi, pour ma région, pour mes idéaux et pour mes besoins? et non pas: ma décision aura-t-elle une influence sur les biennois francophones? La nuance est là. Lors des plébiscites, une partie de la population francophone de Bienne était, autrefois, en faveur des séparatistes. D'autres personnes soutenaient, à tout prix, un maintien du Jura dans le Canton de Berne, alors que d'autres ont demandé de respecter une neutralité totale. Les plus âgés parmi vous s'en souviendront peut-être. Aujourd'hui encore, les opinions sont divergentes, surtout au sein de la population francophone de Bienne. Par conséquent, je crois que l'attitude du Conseil municipal et des autorités se justifie pleinement. Mais, quoiqu'il arrive, il appartiendra au Conseil de ville, au Conseil municipal, au CAF et à la DBAJ, de faire valoir auprès des autorités cantonales l'importance du bilinguisme pour Bienne et l'ensemble de la région. Il faut y travailler dès maintenant et ne pas attendre, que le temps passe. Il y a les deux communautés linguistiques à faire respecter d'une manière ou d'une autre et Bienne a tout intérêt, à faire plutôt envie que pitié.

**Baltzer Niklaus, SP:** Ich finde die Sprachenfrage in dieser Angelegenheit wichtig. Für mich ist der Bilinguismus aber nicht der einzige Punkt. Schauen Sie die Schweiz als Ganzes an, gibt es heute grosse wirtschaftliche Regionen. Ich denke beispielsweise an Zürich oder die Genferseeregion. Biel versucht, sich dazwischen als eigenständig zu positionieren und möchte in gewissem Sinne selber ein kleines wirtschaftliches Zentrum sein. Ich denke, dass die Aufrechterhaltung dieses Wirtschaftszentrums in Frage gestellt würde, wenn sich der Berner Jura dem Kanton Jura zuwenden würde. Das darf gesagt werden, ohne die Neutralität zu verletzen. Für Biel spielt der Berner Jura auch in wirtschaftlicher Hinsicht eine wichtige Rolle. Es wäre schade, wenn Biel künftig nur noch eine Vorstadt von Genf oder Zürich wäre. Ich würde für eine unabhängige wirtschaftliche Oase in Biel kämpfen, und zwar direkt als Mitarbeitender einer Firma, aber natürlich auch politisch. In diesem Sinn wäre ich nur halb neutral. Da der Stadtrat dazu nichts zu sagen hat, kann er nur neutral bleiben.

**Fehr Erich, Stadtpräsident:** Il est bien entendu, qu'au sein du Conseil municipal, personne ne souhaite que le Jura bernois quitte le canton de Berne. Nous sommes bien d'accord! Mais, un certain nombre de réflexions, qui demandent de faire preuve de beaucoup de sagesse, diplomatie et retenue, sont tout de même à faire. J'aimerais remercier Monsieur Suter et Madame Sermet, qui ont soutenu les réflexions du Conseil municipal, dont je suis persuadé, qu'il s'agit de bonnes réflexions. En effet,

j'ai vécu les années 70 avec les plébiscites et surtout la grande votation finale de 1978 et me souviens des tensions, que cela avait occasionnées en Ville de Bienne. Je me rappelle aussi des attaques aux choux contre le Conseil de ville et aussi à la patinoire! Cela a toujours aussi été la conséquence ou la suite dérivant d'une implication de la Ville de Bienne dans une question, qui la touche, sans aucun doute. La décision, que prendra le Jura bernois, nous touche, mais la Ville de Bienne n'a pas le droit de lui dire quels choix il doit faire, juste pour couvrir ou défendre nos intérêts. Si le Jura bernois, en appliquant son droit d'auto-détermination, devait se décider de lancer le processus pour la création d'un nouveau canton, ce sera à la Ville de Bienne, ensemble avec le Canton de Berne de trouver les bonnes solutions permettant de maintenir ce bilinguisme, qui est si cher aux biennois et biennoise. Je ne cache pas que cela constituerait un énorme défi, mais c'est ainsi qu'il faut agir. Il ne faut pas dire au Jura bernois ce qu'il a à faire, car ce territoire n'est pas biennois. La population du Jura bernois prendra la décision qu'elle voudra et en sera aussi responsable, selon les critères de la démocratie.

Die Situation ist für Biel nicht gleich wie für den Kanton Bern. Die Berner Regierung kann in dieser Frage anders auftreten, denn der Berner Jura ist Teil des Kantons Bern. Hingegen ist der Berner Jura nicht Teil der Stadt Biel und gehört nicht zu deren Territorium. Entsprechend ist Zurückhaltung geboten. Was auf der eingangs zur Sitzung von Demonstranten verteilten Karte steht (*Bienne: Capitale économique et culturelle du Jura bernois*), ist überhaupt nicht das Ziel des Gemeinderats. Würde aber der vorgeschlagene Weg eingeschlagen und die Stadt Biel sich in diese Abstimmung einmischen, bestünde genau diese Gefahr. Das Verhältnis zwischen Berner Jura und der Stadt Biel ist manchmal etwas ambivalent: Beide brauchen sich aber und haben sich gern. Wenn diese Liebe aber zu stark wird, ist es auch nicht gut. Auf der erwähnten Karte steht: "*Bienne: Capitale économique et culturelle du Jura bernois.*" Ich bin nicht ganz sicher, ob es im Berner Jura gern gesehen wäre, wenn der Bieler Gemeinderat diesen Satz zu seiner Parole machen würde. Ich glaube, die Bevölkerung des Berner Juras ist sich der engen wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und historischen Beziehungen zur Stadt Biel und deren Wert durchaus bewusst. Der Berner Jura hat aber auch vier eigene Zentren, nämlich La Neuveville, Tramelan, Saint-Imier und Moutier. Damit auch künftig ein gemeinsamer Weg begangen werden kann, ist Zurückhaltung geboten. Bei dieser Abstimmung im Berner Jura wird es auch VerliererInnen geben, also Personen, für die das Abstimmungsergebnis nicht wie erhofft ausfallen wird. Diese Personen werden im Berner Jura weiterhin eine Rolle spielen. Die Zusammenarbeit zwischen Biel und dem Berner Jura wird aber dennoch weiterhin wichtig sein. Wo ein beidseitiges Interesse vorliegt, soll diese Zusammenarbeit auch vertieft werden. Auch deshalb ist es wichtig, dass sich Biel jetzt nicht auf eine Seite schlägt. Gerade weil es nicht um städtisches Territorium geht, muss Biel neutral bleiben. Nur so kann die Stadt in Zukunft mit allen Beteiligten des Berner Juras gut zusammenarbeiten. Wichtig ist auch, dass Biel die aktive Neutralität heute bereits sehr intensiv lebt. Frau Sermet beschrieb in ihrem Votum die Situation in Biel: der Conseil des affaires francophones du district bilingue de Bienne (CAF) und die Délégation biennoise aux affaires jurassiennes (DBAJ) setzen sich aus Bieler Sicht für diese Thematik ein. Die gelebte aktive Neutralität findet eigentlich nicht hier in Biel statt, sondern in den Beziehungen zwischen der Stadt und dem Berner Jura. Diese Beziehungen werden in verschiedenen Gremien gelebt. Erwähnen möchte ich die Conférence des maires du Jura bernois (CMJB), in welcher Biel Vorstandsmitglied ist, oder die Association régionale Jura-Bienne (ARJB), also die

Planungsregion Jura-Biel. Im Energiebereich gibt es gemeinsame Projekte für Windstrom. So sieht die konkrete Zusammenarbeit aus. In der Vergangenheit war die Zusammenarbeit bereits gut, wenn auch nicht immer spannungsfrei. Das kommt aber in den besten Familien vor... Die Zusammenarbeit soll auch künftig auf Augenhöhe, als gleichberechtigte Partner und mit dem gemeinsamen Ziel einer starken Wirtschaftsregion Biel-Seeland-Berner Jura weitergeführt werden. Deshalb bin ich froh, dass die Haltung der aktiven Neutralität in den bereits geäußerten Voten unterstützt wird, auch wenn der Reiz, mehr Einfluss zu nehmen jetzt, wo es auf die Abstimmung zugeht, zunimmt. Lassen wir den Berner Jura seinen weisen Entscheid selber fällen, halten wir uns BielerInnen zurück, damit die für uns so wichtige Zusammenarbeit und Partnerschaft auch nach dem 25. November 2013 weiter gepflegt werden kann!

**La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.**

**138. Motion urgente interpartis 20130160, Adrian Dillier, UDC, Andreas Sutter, PPB, Roland Gurtner, Passerelle, "Pour le maintien du Jura bernois dans le canton de Berne"**

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 5)

Le Conseil municipal propose d'adopter la motion sous forme de postulat et de la radier du rôle.

**Dillier Adrian, Fraktion SVP/Die Eidgenossen:** Ich gehe nicht auf die langen Erklärungen darüber ein, was beispielsweise in die Zuständigkeit des Gemeinderats oder des Stadtrats fällt. Das führt der Gemeinderat in seiner Beantwortung über eine halbe Seite lang aus. Der Gemeinderat ist der Ansicht, es sei nicht opportun, Stellung zu beziehen. Er will neutral bleiben. Ich glaube, der Gemeinderat leidet unter schweren Wahrnehmungsstörungen. Dramatische Konsequenzen werden vorausgesagt, wenn der Berner Jura den Kanton Bern verliesse. Das wird in verschiedenen, in der Beantwortung erwähnten Berichten ausgeführt. Vor diesem Hintergrund nützen auch langfädige Erklärungen nichts, was alles wichtig sei. Trotzdem darf sich niemand richtig dazu bekennen. Aktive Neutralität will nichts heissen. Hier geht es um Politik und nicht um Verwaltungsakte. Was hindert den Gemeinderat daran, zu sagen, er möchte, dass der Berner Jura beim Kanton Bern bleibt? Der Berner Jura braucht Biels Unterstützung, sie wird gar erwartet! Ich bin viel im Berner Jura und ich höre viele Stimmen, die sich fragen, welches die Haltung Biels sei und ob Biel überhaupt ein Interesse am Berner Jura habe. Das höre ich oft. Der Gemeinderat spricht von Respekt. Er will die bernjurassische Bevölkerung respektieren. Sie wird aber nicht respektiert, indem die eigene Überzeugung verleugnet wird. Sie wird auch nicht respektiert, indem der bernjurassischen Bevölkerung der Rücken nicht gestärkt wird in einem Kampf, den sie seit über 40 Jahren führt. Sie hat nämlich schon vor Langem darüber abgestimmt und nun wird ihr wieder eine erneute Abstimmung aufs Auge gedrückt, die sie nicht möchte. Vor diesem Hintergrund wäre es doch angebracht, dass die Regierung der Stadt Biel eine klare Haltung einnehme. Wie wird Respekt definiert? Der Berner Jura ist nicht Teil des Kantons Juras. Trotzdem mischt sich der Kanton Jura ohne Scheu ein. Warum

soll sich die Stadt Biel, die mit dem Berner Jura viel enger verbunden ist als beispielsweise Delémont, nicht auch einmischen? Es ist allein die Fehlleistung der Regierung, die dazu geführt hat, dass Biel dazu nicht auch abstimmen kann. Respekt heisst auch, sich für einen gewünschten Ausgang einzusetzen, der Gemeinderat hat diesen heute erstmals formuliert. Er darf sich kein feiges Hintertürchen für den Fall eines Falles offenhalten. Die vom Gemeinderat verfolgte Politik wird aber vom Berner Jura genau so aufgefasst. Stellung zu beziehen braucht Mut. Diesen haben offenbar nicht alle hier Anwesenden, das ist leider so. In der Stadt gibt es nämlich nicht nur PolitikerInnen, sondern auch VerwalterInnen. Letzteren fehlt halt manchmal die Perspektive. Es tut mir leid, das sagen zu müssen. **Ich beantrage daher**, die Motion in ein Postulat umzuwandeln, **dieses aber nicht abzuschreiben.**

**Gurtner Roland, Passerelle:** Il y a parmi nous des Conseillères et Conseillers de Ville qui pensent: le Jura-bernois? Cela m'est égal. Qu'ils fassent ce qu'ils veulent! Mais, ces personnes sont-elles vraiment conscientes des avantages, que notre statut de Ville bilingue nous procure, dans le cadre des entreprises, des écoles, des institutions politiques et culturelles ainsi que pour les relations avec les régions voisines? Réalisent-elles les menaces qui pèsent sur le bilinguisme et sur notre minorité linguistique? Réalisent-elles, qu'en cas de "OUI" le 24 novembre, la Ville de Bienne perdra les avantages, que lui procure sa fonction de pont entre le Jura bernois et le Seeland et que tout le travail de régionalisation, en cours, sera réduit à néant? La vérité est, que même si la Ville de Bienne est exclue du processus d'auto-détermination du Jura-bernois, elle est directement concernée par un éventuel "OUI" le 24 novembre 2013. Il s'agit, non seulement, d'une votation d'importance cruciale pour le Jura bernois, mais il s'agit aussi d'un vote, qui aura une répercussion pour Bienne, tout particulièrement en ce qui concerne son statut de district bilingue. Mesdames et Messieurs, il s'agit ici de notre avenir, de l'avenir de Bienne et du Canton de Berne et nous devrions nous taire ou nous retrancher dans une sorte de neutralité dite "active" et cela uniquement en vue de ménager des susceptibilités? Y a-t'il un intérêt pour Bienne, à ce que le Jura bernois s'en aille rejoindre un autre canton? Si oui, lequel? Madame Sermet a dit, que de nos jours encore, les opinions divergent. Mais, si quelqu'un ici peut me citer, même un seul avantage pour Bienne, au cas où le Jura bernois rejoignait le Canton du Jura, qu'il ou qu'elle le dise. Cela m'intéresserait de savoir. Pourquoi se taire, alors que des intérêts importants sont en jeu. Le Canton du Jura, avec ses alliés du Jura bernois, ne se gêne pour sa part pas d'utiliser tous les moyens à disposition pour tenter de convaincre les habitants du Jura bernois, de le rejoindre. La pression exercée sur le Jura bernois est énorme et c'est pourquoi la Ville de Bienne ne doit pas se taire, mais elle doit, au contraire, opposer un contrepoids à une telle propagande, qui d'ailleurs, constitue une ingérence inadmissible dans les affaires de notre Canton. Notre devoir, mais aussi notre loyauté envers le Jura bernois et le canton de Berne nous dicte de prendre clairement position en faveur du maintien du Jura bernois dans le Canton de Berne.

Depuis toujours, les séparatistes ont cherché à exclure Bienne de la question jurassienne. Ils ont manifestement réussi puisque les autorités biennoises ont fini par céder aux multiples pressions du Rassemblement jurassien, du Mouvement romand de Bienne, du Groupe Bélier et d'un groupement de femmes, jetant des choux sur les Conseillers de ville! Pour éviter les reproches, le Conseil municipal a adopté la fameuse position de neutralité. Celle-ci aurait pu, à la limite, encore être comprise dans les années 70, à l'époque des plébiscites, où la population romande de Bienne

était profondément divisée quant à la question jurassienne. Les séparatistes de Bienne avaient même présenté une liste pour les élections au Conseil de ville. Mais aujourd'hui, ce n'est plus pareil. La neutralité ne se justifie plus, car elle ne correspond pas à l'attitude de la Ville de Bienne dans ses relations avec le Jura bernois, surtout depuis la création du district bilingue de Bienne. Le Conseil municipal ne peut pas prétendre vouloir renforcer la minorité francophone de Bienne, défendre et promouvoir son bilinguisme, développer les liens étroits avec le Jura bernois et en même temps, refuser de prendre parti pour lui. Le Conseil municipal sait très bien, qu'un départ du Jura bernois affaiblirait la minorité francophone de Bienne, menacerait le bilinguisme de la Ville et du Canton et modifierait considérablement les liens avec ce qui serait devenu le Jura-sud, à savoir une région appartenant à un autre canton. Le Conseil municipal dit, qu'il veut encore développer les liens avec le Jura bernois, mais une fois que celui-ci aura rejoint le Canton du Jura, ces liens ne pourront plus être les mêmes. Il faut bien en être conscient!

Avec sa politique de neutralité active, le Conseil municipal n'est tout simplement pas crédible. En effet, tout montre dans son attitude et dans sa prise de position sur l'avenir du Jura bernois, qu'il ne souhaite pas que le Jura bernois se sépare du Canton de Berne. Alors pourquoi ne pas le dire franchement? Il est temps de mettre fin à cette hypocrisie. Le choix de la population du Jura-bernois, le 24 novembre, n'est pas innocent. Ce choix engage l'avenir. Les enjeux sont beaucoup trop importants, pour que la Ville de Bienne puisse se permettre de rester neutre. Le Gouvernement bernois affirme clairement, que la variante "Statu Quo Plus" est la meilleure. Pourquoi le Conseil municipal ne pourrait-il pas le dire lui aussi et cela d'autant plus, que le Conseil municipal, par le biais de la Délégation biennoise aux affaires jurassiennes, participe déjà aux travaux préparatoires de ce "Statu Quo Plus", qui ne s'appliquera qu'en cas de "NON" le 24 novembre 2013. C'est bien la preuve, qu'il n'est plus neutre dans cette affaire! Malgré tout, le Conseil municipal campe sur ses positions. C'est son choix. En revanche, nous sommes nombreux dans cette salle, à ne pas partager ce choix. Vingt Conseillères et Conseillers de ville ont déjà rejoint le Comité d'action Bienne-Seeland pour le Jura bernois et j'invite d'autres membres de ce Conseil à en faire autant, afin que le Jura bernois se sente soutenu par un nombre aussi grand que possible de politiciens et politiciennes de Bienne et du Seeland.

**Hamdaoui Mohamed, au nom du Groupe socialiste:** Effectivement, les temps changent comme Monsieur le Maire l'a dit. Il y a quarante ans, le Conseil de ville aurait été accueilli par des groupes lanceurs de choux! Je constate, que sur la tribune, il n'y a plus que quelques "bouts de choux", dont je salue le sens du civisme et l'intérêt pour nos travaux tardifs. Cela n'est pas un hasard, car effectivement la question jurassienne, également à Bienne, ne suscite beaucoup moins de passion, que par le passé. Cette motion, transformée en postulat, poserait essentiellement des questions de nature institutionnelle. Or, l'Accord du 25 mars 1994, qui a instauré l'Assemblée interjurassienne, est d'une limpidité cristalline. Celui-ci stipule, que dans cette phase-ci de l'histoire et j'insiste sur le "*dans cette phase-ci*", que c'est aux autorités et donc à travers elles à la population du Jura bernois et du Canton du Jura, de se décider sur leur avenir. Veulent-ils un avenir commun, partagé ou séparé? Selon ce point de vue, si la Ville de Bienne veut respecter cet accord interjurassien et le fait qu'elle n'a même pas eu droit à un strapontin lors de la constitution de l'Assemblée interjurassienne, le Conseil municipal ne peut pas faire autre chose,

décemment, que de se limiter à cette stricte neutralité active. Il n'est pas interdit non plus de lire entre les lignes la réponse du Conseil municipal, pour comprendre un tout petit peu ce qu'il pense, en réalité, de cette question jurassienne! Mais, je vous rassure, le 24 novembre au soir, à l'issue du résultat, ce sera le rôle du Conseil Municipal et du Conseil de ville de se prononcer sur les conséquences d'un éventuel rattachement du Jura bernois au Canton du Jura. Mais, ce n'est parce que le Conseil municipal doit se limiter à sa neutralité active que nous, en tant que biennois et biennoises, n'avons pas le droit de nous exprimer. Je salue la démarche, d'avoir créé un groupe de parlementaires, qui veulent clairement donner leur avis de biennois et biennoises favorables au maintien du Jura bernois dans le canton de Berne. C'est leur droit le plus strict, comme cela pourrait être le droit à d'autres personnes de penser exactement le contraire.

J'aimerais juste revenir sur un argument, qui me semble quelque peu dangereux. Il s'agit de cette espèce de chantage à la francophonie (pardonnez-moi la brutalité de l'expression). Il en tient aux jurassiens bernois et jurassiennes bernoises, de décider sur leur propre avenir, en fonction de leurs propres besoins, de leur propre volonté, sans penser à cet argument-là. C'est une lapalissade de dire: si les francophones étaient moins nombreux dans le Canton de Berne, ils auraient moins de poids, que jusqu'à présent! Pour l'instant, c'est à la population du Jura bernois de peser cet intérêt, sans penser forcément à l'avenir de la population biennoise. Donc pour ces raisons, je salue le fait que vous acceptiez de transformer cette motion en postulat et si c'est le cas, le Groupe socialiste part du principe, qu'il doit être radié du rôle comme étant déjà réalisé. Pour finir, j'aimerais faire une toute petite remarque personnelle, étant donné que nous avons le droit d'avoir notre avis sur cette question. J'ai vécu l'époque de la question jurassienne et ai évolué, mais j'ai vraiment le sentiment, que la Suisse est un pays qui compte 26 cantons et demi-cantons et plus le temps passe, plus j'ai le sentiment qu'il y en a 26 de trop!

**Sutter Andreas, Fraktion BVP/CVP/BDP:** Ich glaube, es wäre ein schlechtes Zeichen, dieses Postulat vor der Abstimmung abzuschreiben. Das wesentliche Ziel des Postulats bestand darin, dass der Stadtrat heute Abend über den Verbleib des Berner Juras im Kanton Bern debattiert. Niemand hat gesagt, es wäre gut, wenn der Berner Jura den Kanton Bern verlassen würde. Solche Argumente höre ich aber teilweise aus dem Berner Oberland. Es geht nämlich um einen reinen Verteilungskampf, beispielsweise der Infrastrukturbeiträge. Diese werden traditionellerweise meist zwischen den peripheren Regionen Berner Oberland und Berner Jura aufgeteilt. Aus diesem Blickwinkel kann ich die Haltung des Berner Oberlands teilweise verstehen. Aus Bieler Sicht ist es aber nicht egal, zu welchem Kanton der Berner Jura zukünftig gehört, denn der Bilinguismus kann nicht geopfert werden. Es wäre wirklich ein falsches Zeichen, wenn aus Deutschbieler Sicht gesagt würde, es sei egal, ob der Berner Jura den Kanton Bern verlasse oder nicht. Mir wird oft vorgeworfen, ich mache Worthülsen. Vielleicht stimmt das. Aber die "*aktive Neutralität*" ist ganz sicher eine solche Worthülse. Sie zeigt, dass der Gemeinderat zwar weiss, was er will, aber nichts dafür tut. Durch die Diskussionen heute Abend über das Thema "Verbleib des Berner Juras im Kanton Bern", wird schon einiges dafür getan. Die bisherigen Voten waren starke Zeichen dafür, dass dem Stadtrat der Ausgang dieser Abstimmung nicht egal ist. Der Bilinguismus kann im Kanton Bern nur überleben, wenn es weiterhin eine frankophone Minderheit gibt. Bilinguismus heisst, dass beide Sprachen gleichwertig nebeneinander existieren können. Das heisst, dass auch DeutschschweizerInnen den

Bilinguismus pflegen müssen. Deshalb spreche ich jetzt auch deutsch und absichtlich nicht französisch. Die Romands pflegen den Bilinguismus, indem sie die deutsche Sprache und Kultur besser zu verstehen versuchen. Dieses Nebeneinander verschwände, wenn die Romands zu einer krassen Minorität würden. Aktuell stehen die Finanzierungen für das Théâtre de la Grenouille oder für das Palace zur Diskussion. Es fragt sich, ob für die Bieler Romands (also vielleicht rund 15'000 Personen), die geplanten Ausgaben gerechtfertigt sind? Ein gewisses Einzugsgebiet (ich sage extra nicht Hinterland) ist zwingend. Ich erinnere mich an die Debatte im Stadtrat zur Baubewilligung für das Einkaufszentrum Carrefour. Damals wurden von der Tribüne aus Kohlköpfe in den Stadtratssaal geworfen. Die Kohlköpfe flogen, weil die BernjurassierInnen nicht ganz zu unrecht befürchteten, die Kaufkraft des Berner Juras würde nach Biel abgezogen. Die DeutschschweizerInnen sind also gut beraten, zu den Romands Sorge zu tragen und sie nicht dominieren zu wollen. Eine allzu starke Umarmung wäre nämlich nicht gut, wie schon Herr Fehr erwähnte. Der Berner Jura soll nicht zurückgehalten werden, aber der Stadtrat kann heute ein starkes Zeichen dahingehend setzen, dass Biel ihn gerne weiter beim Kanton Bern sehen würde und auch bereit ist, dafür gewisse Mittel aufzuwenden. In diesem Sinn sollte das Postulat erst nach der Abstimmung abgeschrieben werden.

**Donzé Pablo, Groupe les Verts:** De nombreux parlementaires du Groupe des Verts partagent aussi l'avis du Conseil municipal. Madame Béatrice Sermet et Monsieur Fehr ont trouvé les mots justes, dans lesquels nous nous reconnaissons. Notre groupe comprend et partage évidemment l'inquiétude, quant à l'avenir des francophones et du bilinguisme à Bienne, qui est son plus bel atout et le plus important, mais veillons à ne pas tout mélanger. Tout le Jura bernois n'est pas du même avis que vous, Monsieur Dillier. Les jurassiennes et jurassiens du nord et du sud décideront selon des critères économiques, fiscaux, culturels et peut-être, nationalistes ou historiques. Le Conseil municipal l'a bien reconnu, sa tâche est de s'occuper des affaires de la Ville. Laissons aux jurassiennes et jurassiens le soin de décider de revenir institutionnels et travaillons ensuite, selon les choix exprimés, aux conséquences pour notre Ville. Ne tombons pas ici, au Conseil de ville biennois, dans le piège d'un débat sur la question jurassienne et surtout pas, s'il vous plaît, avec des arguments et des accessoires des années 70. C'était un beau combat, alors qu'aujourd'hui, Béliers et Sangliers, c'est du folklore! Ce combat n'a pas sa place ici et surtout, faites confiance aux francophones de Bienne. Le Groupe des Verts est également pour radier du rôle le postulat.

**Baltzer Niklaus, SP:** Aufgrund der Beantwortung der vorliegenden Frage hat der Stadtrat zur Kenntnis zu nehmen, dass in Biel Personen leben, die sich primär als JurassierInnen fühlen. Sie sind im Berner Jura und erst recht im Kanton Jura anzutreffen. Es geht somit um eine kulturelle Frage. Als junger Student und neues SP-Mitglied schlug mein Herz relativ stark für diese welsche Seite. Ich konnte mir gut vorstellen, was JurassierInnen über den Kanton Bern denken. Vielleicht war es früher auch gerechtfertigt, diese Beziehung nicht nur im rosa Licht zu betrachten, sondern auch kritisch zu hinterfragen. In Biel treffen verschiedene Kulturen aufeinander: eine juranahe französische Kultur, eine biel-französische Kultur und eine berndeutsche Kultur. Wenn in kulturellen Fragen das Gaspedal zu stark gedrückt wird, ist dies einzig für die Extremisten förderlich. In den 1970er-Jahren war das so und die Emotionen gingen sofort hoch. Extremisten beider Seiten formierten sich und bekamen Aufwind. Heute ist die Situation relativ ruhig. Die vom Gemeinderat



angestrebte Politik deute ich so, dass er auf kultureller Ebene das Gaspedal nicht drücken möchte, um extreme Emotionen und Meinungen nicht allzu stark herauszufordern. In diesem Sinn verstehe ich auch seine neutrale Haltung. Dass sowohl der Gemeinderat als auch viele Stadtratsmitglieder heute klar Position bezogen haben, finde ich dennoch gut. Biel kann sich aber meines Erachtens im Abstimmungskampf zurücklehnen und muss sich nicht positionieren. Ich glaube, dass es so gut kommt. Biel sollte etwas Vertrauen in den Berner Jura setzen. In diesem Sinn unterstütze ich den Antrag des Gemeinderats.

**Löffel Christian, EVP:** Als geborener Deutschschweizer könnte ich gut sagen: "Sollen sie doch gehen!" Eigentlich würde mich das nicht stören. Trotzdem sage ich das natürlich nicht, denn für mich ist klar, dass der Berner Jura beim Kanton Bern bleiben sollte. Ich habe Mühe mit Herrn Hamdaouis Aussage, es solle nicht nur das frankophone Lied gesungen werden, da es nicht nur darum gehe. Sicher geht es nicht nur um die Sprache, sondern um ganz viele Bereiche, die ja auch schon erwähnt wurden. Darüber, ob Sangliers und Béliers Folklore sind, will ich nicht urteilen und auch keine alten Geschichten aufwärmen. Aber: ich finde es etwas kurzichtig, wenn französischsprachige BielerInnen sagen, der Berner Jura solle machen was er wolle. Es geht nämlich nicht nur um die Stadt Biel, sondern um den ganzen Kanton Bern. Sollte sich der Berner Jura dem Kanton Jura anschliessen, würde die frankophone Minderheit im Kanton Bern so verschwindend klein, dass der Kanton Bern wohl eines Tages nicht mehr zweisprachig sein möchte. Er würde wohl keine Rücksicht mehr auf die ungefähr 15'000 französischsprachigen BielerInnen nehmen. Das kann doch nicht sein! Ich fordere die Romands auf, hinzustehen. Es kann doch nicht sein, dass der französischsprachige Teil des Kantons Bern einfach einem Dritten überlassen werden soll! Der Kanton Jura macht politisch und in den Medien seinen Einfluss geltend. Er gibt sich alles andere als kleinlaut und steht auch nicht zurück. Er kommuniziert ganz klar, was er möchte. Das Risiko, dass sich der Berner Jura dem Kanton Jura anschliesst, besteht durchaus. Sollte das aber passieren, möchte ich nicht in jeder Stadtratssitzung zu hören bekommen, die Romands seien die Ärmsten. Biel hat das Zusammenspiel beider Kulturen und Sprachen recht gut im Griff. Für mich ist die Zweisprachigkeit eine riesige Bereicherung, die zu verlieren schade und unnötig wäre. Ich erinnere an das Postulat 20000430, M. Paronitti, «Die Zweisprachigkeit bei jeder Form von Werbung in Biel fördern». Dieses verlangte, dass die APG (Allgemeine Plakatgesellschaft) aufgefordert werden soll, mehr französischsprachige Plakate auszuhängen. Damals dachte ich noch, das sei übertrieben. Zweisprachige Werbung entspricht aber der Bieler Realität und sie funktioniert heute relativ gut. Ich bin aber überzeugt davon, dass die Zweisprachigkeit für den Kanton Bern ohne den Berner Jura problematisch würde. Deshalb gilt es heute hinzustehen und zu sagen, dass Biel den Berner Jura will und er beim Kanton Bern bleiben soll.

**Sermet-Nicolet Béatrice, PSR:** Quelle belle déclaration d'amour, que j'entends ce soir, destinée à cette minorité francophone, qui coûte cher et qui a, parfois, des avis divergents. Je vous en remercie. Malheureusement, Bienne ne fait pas partie du Jura bernois. Chères et Chers collègues, que penseriez-vous si le Jura bernois venait dire à la Ville de Bienne, ce qu'elle devrait faire dans un domaine, qui touche à notre identité? Ce serait difficilement acceptable. Je le répète, Monsieur Gurtner, il ne s'agit pas d'un désintérêt de la part des parlementaires, de dire: restons à la place qui est la nôtre, c'est à dire maintenir des relations étroites avec le Jura bernois et également avec le Jura. Je pensais au Palace, que Monsieur Sutter a cité tout à l'heure. Si le

Palace devait exister sous une nouvelle forme, ce serait aussi grâce à des liens, que la Ville de Bienne entretient bien entendu avec le Jura bernois, mais également avec le Jura. Je suis née à Moutier, d'une maman alémanique et d'un papa francophone. J'ai vécu toutes ces années, à travers l'histoire de ce "coin" de pays. J'ai souffert, comme beaucoup de personnes, parce que ma famille était partagée. Maintenant, je constate, avec satisfaction, que le Jura bernois maintient un bon dialogue entre les séparatistes et les antiséparatistes. Les arguments sont tranchés certes, mais le dialogue est présent, qui se déroule aussi dans une certaine dignité. J'en appelle à vous tous, Mesdames et Messieurs: ne jetons pas de l'huile sur le feu, en donnant des leçons à des citoyens et citoyennes majeur(e)s, certainement vacciné(e)s comme nous et qui savent et sauront déposer dans l'urne, ce qui est bon pour eux. Nous pouvons leur dire, que nous tenons à eux et qu'ils ont le droit d'avoir leur opinion, mais le Conseil municipal, en sa qualité d'autorité, ne peut pas tenir un discours, qu'individuellement, nous avons. Il y a des liens politiques, institutionnels et personnels. La réponse du Conseil municipal est une réponse officielle, qui se base sur la réalité et qui veut, que Bienne ne fasse pas partie du Jura bernois. Mais je ne pense pas, qu'en radiant du rôle ce postulat, nous donnions un signe aussi négatif que vous voulez le croire. C'est une francophone qui s'exprime, qui sait l'allemand, qui parle le suisse-allemand et qui a des liens très forts avec le Jura bernois et avec Berne.

**Donzé Pablo, Les Verts:** C'est bien vrai, Monsieur Löffel, Béliers et Sangliers c'est plus que du folklore. Ce sont des mouvements politiques, à tendances nationalistes, voire cantonalistes, si vous me permettez! Le groupe Sangliers est un mouvement politique de la droite du Jura bernois et il est exclu d'instrumentaliser la Ville, en faveur de ce mouvement. La Ville ne doit et ne va pas tomber dans le piège d'un soutien.

**Dillier Adrian, UDC:** Il est remarquable de se faire traiter plus ou moins d'extrémiste en demandant simplement au Conseil municipal, qu'il se prononce en faveur du Jura bernois! En ce qui concerne des arguments nationalistes, évidemment, Monsieur Donzé, que cela vous dérange et la Patrie n'est pas un concept qui vous inspire! Ce n'est pas le cas pour tout le monde et ce n'est pas le cas pour un très grand nombre de jeunes du Jura bernois, que vous ne fréquentez certainement relativement peu, mais que je fréquente beaucoup! Je peux vous dire, qu'il ne s'agit pas d'une frange de fascistes comme vous l'insinuez, même sans une bière à la main! Il est dommage d'en arriver à une telle situation. Mais, je ne pense pas non plus, que les motionnaires instrumentalisent qui que ce soit, en déposant cette motion et en se faisant l'avocat du Jura bernois, pour que le Conseil municipal prenne aussi une position de manière claire.

**Gurtner Roland, Passerelle:** Je partage les observations de Monsieur Dillier. Je me suis rendu dans le Jura bernois plusieurs fois et j'ai assisté aux assemblées des antiséparatistes. La majorité de la population du Jura bernois attend, effectivement, un signal de Bienne, qui exprime l'attachement de Bienne au Jura bernois et qui souhaite que le Jura bernois continue de faire partie du Canton de Berne. Ce n'est tout de même pas la mer à boire de demander à un Conseil municipal de dire, que la variante préférée est le maintien du Jura bernois dans le canton de Berne et que l'intégration du Jura bernois au Canton du Jura serait une mauvaise solution! Il est possible de dire ceci sans vouloir faire la morale à la population du Jura bernois. Le

Conseil municipal devrait tout simplement donner un signal, que la Ville de Bienne ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui, sans le Jura bernois. Concernant la neutralité active, la Ville de Bienne risque effectivement une séparation. Sans le Jura bernois, le statut particulier du district bilingue de Bienne (Conseil du Jura Bernois, Conseil des affaires francophones) n'existera plus. Il faut aussi penser à cela. Rester neutre, c'est donc prendre un risque et signaler au Jura bernois une indifférence. Pour moi, la neutralité active est un lâchage du Jura bernois.

**Sylejmani Ali, PSR:** J'ai le plaisir d'avoir le mot de la fin, juste avant le Conseil municipal. Avant mon arrivée en Suisse, j'ai vécu près de 30 ans en étant membre d'un peuple séparé en plusieurs parties, dont deux plus grandes. Ce soir, tout ce débat me touche profondément. La peur d'un côté et la demande de respect de l'autre. En ce qui me concerne, je tranche pour le respect. Ce soir, s'il y a un message digne d'être retenu, c'est celui du respect, qui est dû à la votation et à la décision du 24 novembre 2013. Ce soir, c'est un débat chargé d'émotions. Pour moi, le 24 novembre, il y aura un gagnant et ce sera le processus civilisé, qui est différent par rapport aux années 70. Ce processus est réjouissant étant donné qu'il est le résultat de toutes les valeurs, qui me rendent fier de vivre en Suisse. Le 24 novembre, je n'aimerais pas que la Ville de Bienne soit considérée gagnante ou perdante, mais qu'après la votation, elle puisse accepter la décision avec sérénité et travailler sur la base de cette décision.

**Fehr Erich, Stadtpräsident:** Herr Dillier, seit heute Abend weiss ich endlich, weshalb unsere Parteizugehörigkeit nicht die gleiche ist. Was Sie als Wahrnehmungsstörung bezeichnen, betrachte ich als Weitsicht. Was Sie feige finden, finde ich mutig. In der Tat ist es vielleicht einfacher zu sagen, Biel wolle, dass der Berner Jura im Kanton Bern verbleiben soll, als zu sagen, dieser Entscheid sei dem Berner Jura zu überlassen, weil es um sein Territorium und sein Selbstbestimmungsrecht gehe. Ich will nicht verhehlen, dass Zusammenhänge und Abhängigkeiten bestehen. Der Berner Jura soll aber frei entscheiden können. Der Gemeinderat ist überzeugt davon, dass dies für die Partnerschaft zwischen der Stadt Biel und dem Berner Jura längerfristig die bessere Lösung ist. Kurzfristig mag es reizvoll scheinen, etwas mehr Gas zu geben. Der Gemeinderat ist aber überzeugt davon, dass er längerfristig den besseren Ansatz gewählt hat. Herr Dillier sagt, er höre im Berner Jura Stimmen, die von Biel eine klare Position erwarteten. Dabei gehe ich davon aus, dass Herr Dillier in bestimmten politischen Milieus verkehrt, wo eine bernentreue Gesinnung herrscht, ohne dies negativ zu deuten. Ich bin aber Mitglied des Vorstands der Conférence des Maires du Jura bernois (CMJB). Bei der CMJB geht es nicht um die Jurafrage, sondern um einen Austausch zwischen Gemeindepräsidenten. Dort erlebe ich genau das, was die Bieler Position so schwierig macht: Der eine fragt mich, wann Biel endlich Stellung beziehe und bekräftigt, dass der Berner Jura bernisch bleibt. Der Nächste wirft ein, er sei froh, dass sich Biel ruhig halte und nichts sage. Die Meinung, ob sich das offizielle Biel positionieren soll, wird eben auch im Berner Jura unterschiedlich beurteilt. Die PolitikerInnen oder Parteien spielen dabei eine ganz andere Rolle als die Bieler Exekutive, genau so wie es Frau Sermet ausführte.

Es wurde angedeutet, der Gemeinderat lasse sich von den Separatisten unter Druck setzen. Das stimmt nun definitiv nicht! Das ist ein Märchen. Der Gemeinderat hat seine Position schon vor Jahren, in einer ganz anderen Zusammensetzung, definiert. Auch damals vertrat Biel eine Politik der aktiven Neutralität. Vor dem Hintergrund der

kommenden Abstimmung hat der Gemeinderat diese Position nur überprüft und gelangte zur Erkenntnis, dass diese Haltung noch immer stimmt. Er ist überzeugt, dass diese für die Beziehungen zwischen der Stadt Biel und dem Berner Jura längerfristig weise ist und nur das ist das Ziel. Es geht nicht darum, was die Separatisten möchten und es geht auch nicht darum, was die Regierung des Kantons Jura möchte. Sie wurde heute Abend mehrmals erwähnt und kritisiert. Es ist nicht am Gemeinderat der Stadt Biel, dies zu beurteilen. Jede Exekutive ist für ihre Handlungen selber verantwortlich. Auf etwas möchte ich aber noch hinweisen: In der heutigen Debatte wurde das Abkommen vom 25. März 1994 etliche Male indirekt als nicht sehr gute Lösung dargestellt, auch wenn das niemand so explizit sagte. Ich möchte klarstellen: bevor dieses Abkommen unterzeichnet wurde, sprengte sich ein Separatist in Bern unter der Nydeggbrücke in die Luft! Kurz vorher wurden in einem Keller in Cortébert Handgranaten gefunden. Es gibt weitere solche Vorkommnisse. Sollen sich diese Zeiten wirklich wiederholen? Ich bin froh, dass es heute viel friedlicher ist. Die politische Auseinandersetzung muss gewaltfrei erfolgen. Der Dialog, der dank der Assemblée interjurassienne entstehen konnte, ebnete den Weg zu einem viel weniger emotionalen Umgang untereinander. Sollte das der Nutzen des Abkommens vom 25. März 1994 sein, war es sehr hilfreich. Darüber, ob das Ergebnis, so wie es heute umgesetzt werden soll, in allen Facetten glücklich ist, kann diskutiert werden. Manchmal gibt es einfach so viele Meinungen wie Anwesende. Es kam aber immer schlecht heraus, wenn die Deutschschweiz dem Jura sagen wollte, was er tun soll. Letztmals sah man dies, als letztes Jahr im Grossen Rat die Frage beraten wurde, ob die Gemeinden des Berner Juras individuell über ihre Kantonszugehörigkeit abstimmen können sollten. Davon kann man halten, was man will. Der Conseil du Jura bernois (CJB) als gewählte Vertretung des Berner Juras sowie die Députation unterstützten diesen Vorschlag. Trotzdem überstimmte die deutschsprachige Mehrheit die Députation in einer ersten Abstimmung. Darauf machte die Députation von ihrem Vetorecht Gebrauch und es kam zu einer zweiten Abstimmung, welche anders herauskam. Es wurde somit wieder einmal klar: wenn der deutschsprachige Teil des Kantons Bern dem Berner Jura vorschreiben will, was er zu tun hat, kommt es nicht gut heraus. Die Stadt Biel ist ohnehin eine Körperschaft, die nicht dem Berner Jura angehört. Deshalb würde ich dringend von einer Einmischung abraten.

Herr Gurtner, ganz am Schluss Ihres Votums wurden Sie etwas mutig, als Sie behaupteten, ohne Berner Jura und ohne CJB gäbe es keinen CAF und kein Sonderstatutsgesetz (BSG 102.1). Woher wollen Sie das wissen? Sicher gäbe es nicht mehr das heutige Sonderstatutsgesetz und nicht mehr die heutige Regelung. Im Fall der Fälle würde sich der Gemeinderat aber wie gesagt dafür einsetzen, dass der Kanton Bern die frankophone Minderheit in Biel ganz besonders ernst nähme. Ainsi, les biennois et biennoises francophones se sentiraient, à l'avenir, chez eux. Das wäre das Ziel, aber dafür braucht es spezielle Anstrengungen des Kantons, insbesondere beispielsweise im Bildungsbereich. Auch hierfür wäre wieder eine spezielle Regelung zu treffen. Aber die Aussage, alle Vorrechte der frankophonen Bieler Bevölkerung gingen verloren, wenn sich der Berner Jura für einen Kantonswechsel entscheiden würde, stimmt nicht. Niemand weiss heute, wie eine neue Lösung aussehen würde.

Gewisse grundsätzliche Überlegungen habe ich bereits beim vorgängigen Traktandum dargelegt. Ich verzichte deshalb darauf, diese hier zu wiederholen und bin froh, dass Herr Dillier einverstanden ist, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.

Die Meinung von Herrn Sutter, es werde ein falsches Zeichen gesetzt, wenn das Postulat vor der Abstimmung abgeschrieben würde, teile ich nicht. Die drei konkreten Forderungen des Vorstosses hat der Gemeinderat geprüft und dem Stadtrat erläutert, weshalb sie schon aus formeller Sicht nicht umsetzbar sind. Nun wurde auch noch eine spannende Debatte zu diesem Thema geführt. Die Meinungen sind aber gemacht und der Vorstoss ist damit erfüllt, weshalb er von mir aus gesehen abgeschrieben werden kann.

**Ogi Pierre, au nom du Groupe socialiste:** Nous allons voter tout d'abord sur la proposition de transformer la motion en postulat et de l'adopter en tant que tel.

**Vote**

**La proposition est acceptée.**

**Ogi Pierre, président du Conseil de ville:** Nous votons sur la proposition de Monsieur Dillier, de ne pas radier du rôle le postulat.

**Vote**

**La proposition est refusée.**

**Ogi Pierre, président du Conseil de ville:** Je vous remercie de votre participation et vous souhaite une bonne rentrée dans vos foyers.

**139. Nouvelles interventions**

<b>20130298</b>	<b>Dringliche Interpellation Martin Wiederkehr, Fraktion SP</b>	<b>BKS</b>
	Drohende Unterversorgung der Bevölkerung im Bereich Spitex Menace de sous-alimentation de la population dans le domaine Spitex	FID
<b>20130299</b>	<b>Motion urgente Caroline Jean-Quartier, Groupe socialiste</b>	<b>FCS</b>
	La ville de Bienne doit sauver son seul gymnase bilingue Die Stadt Biel soll ihr einziges, zweisprachiges Gymnasium retten	MAI
<b>20130300</b>	<b>Dringliche Motion Peter Bohnenblust, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU</b>	<b>BEU</b>
	Denkpause für die Esplanade – Alternativen? Pause de réflexion pour l'Esplanade – alternatives?	PRA, FID
<b>20130301</b>	<b>Dringliche Interpellation Martin Rüfenacht, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU</b>	<b>DSS</b>
	Wie viele Einnahmen generiert die Stadt Biel wirklich aus den Bussen? Quel est le montant des amendes d'ordre réellement généré par la Ville de Bienne?	FID
<b>20130302</b>	<b>Interpellation André Vuille, PPB</b>	<b>ASS</b>
	La Vielle Ville, un joyau délaissé Die Altstadt, ein vernachlässigtes Schmuckstück	MAI
<b>20130303</b>	<b>Postulat André Vuille, PPB</b>	<b>MAI</b>
	Les entreprises biennoises sont-elles préférentielles lors d'adjudications de travaux publics ou d'autres prestations? Sind die Bieler Unternehmen bei Ausschreibungen von Bauarbeiten oder sonstigen Leistungen benachteiligt?	
<b>20130304</b>	<b>Postulat Mohamed Hamdaoui, Groupe socialiste</b>	<b>MAI</b>
	SUS aux anglicismes excessifs! Stopp mit den übermässigen Anglizismen!	CHM
<b>20130305</b>	<b>Interpellation Mohamed Hamdaoui, Groupe socialiste</b>	<b>MAI</b>
	Quid des Musulmans de Bienne? Wie steht es um die Muslime in Biel?	
<b>20130306</b>	<b>Interpellation Claire Magnin, Les Verts</b>	<b>ASS</b>
	Pas d'interdiction de périmètre arbitraire Keine willkürlich verbotenen Zonen	

<b>20130307</b>	<b>Interpellation Daniel Hügli, SP</b>	<b>DSS</b>
	Mehr «Autonomie» für Sozialhilfebeziehende? Plus grande «autonomie» pour les bénéficiaires de l'aide sociale?	FID
<b>20130308</b>	<b>Überparteiliches Postulat Dana Augsburg-Brom, SP, Pablo Donzé, Grüne, Max Wiher, GLP, Roland Gurtner, PAS</b>	<b>BEU</b>
	Öko-Kompass auch in Biel/Bienne Boussole écologique aussi à Biel/Bienne	
<b>20130309</b>	<b>Postulat Alfred Steinmann, Fraktion SP</b>	<b>FID</b>
	Städtische Liegenschaften für den gehobenen Anspruch erstellen und betreiben, Bauland nur in Ausnahmefällen veräussern Construire et exploiter des immeubles municipaux répondant à des exigences élevées, ne vendre du terrain à bâtir qu'exceptionnellement	PRA
<b>20130310</b>	<b>Motion Peter Moser, FDP</b>	<b>PRA</b>
	Dokument «Ausblick Verkehr» überarbeiten Retravailler le document «Perspectives en matière de circulation»	BEU
<b>20130311</b>	<b>Motion Peter Moser, FDP</b>	<b>FID</b>
	Bahnhofplatz : Aufstocken Parking Bahnhof Place de la Gare: rehausser le Parking de la Gare	PRA
<b>20130312</b>	<b>Postulat Peter Moser, FDP</b>	<b>BKS</b>
	Bahnhofplatz; neuer Standort für die Skulpturengruppe «Vertschaupet» Place de la Gare: nouvel emplacement pour le groupe de sculptures «Vertschaupet»	
<b>20130313</b>	<b>Postulat Peter Moser, FDP</b>	<b>BEU</b>
	Bus-Spur auf der Neuenburgstrasse für eine zuverlässige öV-Anbindung von Vingelz vom und nach dem Zentrum der Stadt Voie réservée aux bus à la route de Neuchâtel pour liaison TP fiable de Vigneules vers et depuis le centre-ville	
<b>20130314</b>	<b>Motion Peter Bohnenblust, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU</b>	<b>STK</b>
	Totalrevision Stadtordnung Révision totale du Règlement de la Ville	
<b>20130315</b>	<b>Motion Peter Bohnenblust, FDP</b>	<b>DSS</b>
	Anpassung rechtliche Grundlagen Veranstaltungen Strandboden Adaptation des bases légales quant aux manifestations aux Prés-de-la-Rive	STK, PRA, FID
<b>20130316</b>	<b>Motion Joël Haueter, Fraktion SVP/Die Eidgenossen</b>	<b>FID</b>
	Selbstfinanzierungsgrad und Bruttoverschuldungsanteil Degré d'autofinancement et part de l'endettement brut	

<b>20130317</b>	<b>Interpellation Sandra Schneider, Fraktion SVP/Die Eidgenossen</b>	<b>DSS</b>
	Erhielt der Bieler Diamantenhändler Unterstützung durch das Multimondo? Le diamantaire biennois perçoit-il un soutien de Multimondo?	
<b>20130318</b>	<b>Motion Sandra Schneider, Fraktion SVP/Die Eidgenossen</b>	<b>FID</b>
	Bieler Finanzen nachhaltig sanieren dank einer umfassenden Aufgabenverzichtsplannung Assainir durablement les finances biennoises en planifiant un large abandon de tâches	<b>PRA</b>
<b>20130319</b>	<b>Motion Sandra Schneider, Fraktion SVP/Die Eidgenossen</b>	<b>FID</b>
	Budget-Unterlagen dem Stadtrat früher zustellen! Remettre les documents du budget plus tôt au Conseil de ville!	
<b>20130320</b>	<b>Motion Barbara Chevallier, Groupe socialiste</b>	<b>ASS</b>
	Pour une politique d'intégration professionnelle et sociale forte, engagée, stable et durable Für eine starke, engagierte, stabile und dauerhafte Politik zur beruflichen und sozialen Integration	<b>DFI</b>
<b>20130321</b>	<b>Motion Barbara Chevallier, Groupe socialiste</b>	<b>ASS</b>
	Création d'une autorité sociale pour Bienne Schaffung einer Sozialbehörde für die Stadt Biel	
<b>20130322</b>	<b>Postulat Reto Gugger, Fraktion BVP/CVP/BDP</b>	<b>PRA</b>
	Wiederbelebung des Vorschlagswesens Remanier le droit de proposition du personnel	
<b>20130323</b>	<b>Interpellation Reto Gugger, Fraktion BVP/CVP/BDP</b>	<b>DSS</b>
	Gehört die SBB-Tageskarte aufs Abstellgleis? La carte journalière CFF est-elle sur une voie de garage?	<b>FID</b>
<b>20130324</b>	<b>Interpellation Pablo Donzé, Fraktion Grüne</b>	<b>BEU</b>
	Notfallkonzept bei Gefährdung der Trinkwasserversorgung Concept d'urgence en cas de mise en danger de l'approvisionnement en eau potable	
<b>20130325</b>	<b>Interpellation Pablo Donzé, Fraktion Grüne</b>	<b>BEU</b>
	Radioaktivität im Bielersee: wie weiter? Radioactivité dans le lac de Bienne: et maintenant?	
<b>20130326</b>	<b>Interpellation Roland Gurtner, Passerelle</b>	<b>BEU</b>
	Contamination des eaux du lac de Bienne par des particules radioactives Verseuchung des Bielersees durch radioaktive Stoffe	



***Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 23.35 heures / Uhr***

---

***Le président du Conseil de ville / Der Stadtratspräsident:***

Pierre Ogi

***La secrétaire parlementaire / Die Ratssekretärin:***

Regula Klemmer

**Protokoll:**

Katrin Meister

Lilian Stähli

**Procès-verbal:**

Fabiola Floreani

Claire-Lise Kirchhof